

Revue financière

selon les PCGR du Canada

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent Rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons

des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Analyse par la direction

Nous évaluons notre rendement selon les résultats déclarés (c.-à-d. tels qu'ils sont déclarés dans nos états financiers consolidés dressés selon les principes comptables généralement reconnus – les « PCGR » – du Canada) et selon les résultats de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels). Nous estimons que les éléments exceptionnels ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations inhabituelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser notre analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 230 millions de dollars, sont présentés au tableau 6, à la page 27A. Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2002. Certaines mesures du bénéfice, telles que le bénéfice de base, ne font pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'elles puissent être comparées aux mesures

Vue générale

TABLEAU 1 Bénéfice net			
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice net (1)	15 %	2 762 \$	2 411 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(230)
Bénéfice net de base	27 %	2 762 \$	2 181 \$
(1) Le bénéfice net de 2001 comprend une charge avant impôts de 246 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).			
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27A.			

Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessus, le bénéfice net de l'exercice a augmenté de 351 millions de dollars ou 15 % (12 % pour le bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels de 230 millions de dollars (0,36 \$ l'action) comptabilisés en 2001 et présentés à la page 27A, le bénéfice net de l'exercice a progressé de 581 millions ou 27 %, et le bénéfice par action, de 24 %. En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition de 246 millions de dollars comptabilisé en 2001, le bénéfice net a connu une hausse de 335 millions ou 14 %, et le bénéfice par action a progressé de 0,39 \$ ou 11 % en 2002, comparativement à 2001. Cette croissance de 335 millions de dollars est en grande partie attribuable à une augmentation de 132 millions du bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis (en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition constaté en 2001), à des réductions de coûts après impôts d'environ 165 millions liées à des opérations autres que nos récentes acquisitions aux États-Unis et à une diminution des provisions pour pertes sur créances d'environ 37 millions après impôts.

Le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté de nouvelles normes comptables concernant les regroupements d'entreprises, en vertu desquelles l'écart d'acquisition n'est plus amorti, mais est plutôt soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Par conséquent, nous n'avons pas comptabilisé d'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, tandis qu'en 2001, nous avons comptabilisé un amortissement de l'écart d'acquisition de 246 millions de dollars après impôts (0,38 \$ l'action).

Le bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis s'est chiffré à 180 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à (114) millions l'an dernier [(57) millions en excluant les éléments exceptionnels]. Ce résultat reflète en partie la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (qui représente 105 millions de dollars de

semblables présentées par d'autres sociétés. Nos récentes acquisitions aux États-Unis comprennent RBC Centura Banks, Inc. (qui inclut dorénavant Eagle Bancshares, Inc. et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), RBC Liberty Insurance et RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro Corporation). Nous présentons les résultats de base, car cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer les résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation.

L'analyse qui suit, aux pages 22A à 66A, contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2001 qui sont généralement établies à partir des chiffres de base de 2001 (c.-à-d. sans tenir compte des éléments exceptionnels présentés à la page 27A). Les états financiers consolidés présentés aux pages 67A à 96A sont dressés conformément aux PCGR du Canada.

La date de clôture de notre exercice est le 31 octobre. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimés en dollars canadiens.

TABLEAU 2 Bénéfice dilué par action			
(en dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice dilué par action (1)	12 %	3,93 \$	3,52 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(0,36)
Bénéfice dilué par action de base	24 %	3,93 \$	3,16 \$
(1) Le bénéfice dilué par action de 2001 comprend une charge de 0,38 \$ par action au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).			
(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27A.			

la croissance du bénéfice net). En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition, les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une hausse du bénéfice net de 132 millions de dollars, qui reflète principalement l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001 dont la contribution au bénéfice sur une période supplémentaire de sept mois a été comptabilisée en 2002 par rapport à 2001, les synergies découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro (société acquise le 31 octobre 2001) à celles de RBC Dain Rauscher, et le rendement amélioré de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher.

La croissance plus faible du bénéfice par action par rapport à celle du bénéfice net tient au fait que 32 millions d'actions ordinaires supplémentaires étaient en circulation en 2002 par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète surtout l'émission, au troisième trimestre de 2001, d'actions ordinaires relativement à l'acquisition de Centura Banks, Inc., contrebalancée en partie par les rachats d'actions effectués en 2002.

Comme il est indiqué dans le tableau 3 ci-dessous, les revenus aux États-Unis et à l'étranger en 2002 ont représenté 5,8 milliards de dollars ou 37 % du total des revenus, en hausse par rapport à 4,2 milliards ou 28 % en 2001. Les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une croissance des revenus dans ce pays, qui ont représenté 4,3 milliards de dollars ou 27 % du total des revenus, par rapport à 2,8 milliards ou 19 % en 2001.

Le total du bénéfice net aux États-Unis a augmenté pour s'établir à 154 millions de dollars, par rapport à (173) millions en 2001 [(116) millions en excluant les éléments exceptionnels], malgré la hausse des provisions pour pertes sur créances cette année, principalement pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

TABLEAU 3 Bénéfice par secteur géographique							
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	2002				2001		
	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger	Total	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger
Revenu net d'intérêt	5 556 \$	1 262 \$	380 \$	7 198 \$	5 614 \$	485 \$	450 \$
Autres produits	4 411	3 040	1 111	8 562	4 972	2 355	888
Revenus bruts	9 967	4 302	1 491	15 760	10 586	2 840	1 338
Provision pour pertes sur créances	529	440	96	1 065	757	379	(17)
Frais autres que d'intérêt	5 920	3 676	824	10 420	6 326	2 715	714
Charge d'impôts (1)	1 432	32	49	1 513	1 537	(81)	23
Bénéfice net	2 086 \$	154 \$	522 \$	2 762 \$	1 966 \$	(173)\$	618 \$
Bénéfice net de base (2)	2 086 \$	154 \$	522 \$	2 762 \$	1 679 \$	(116)\$	618 \$
(1) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.							
(2) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2002.							

Perspectives

Nous visons une croissance du bénéfice dilué par action de 10 % à 15 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17 % à 19 % pour l'exercice 2003, car nous nous attendons à ce que nos mesures de gestion des coûts donnent lieu à une croissance des charges inférieure à celle des revenus et à ce que les marchés financiers connaissent une certaine reprise en 2003.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2002, les revenus ont augmenté de 7 %, en raison principalement des récentes acquisitions aux États-Unis. Les revenus d'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels constatés en 2001), ou de base, ont progressé de 10 %, résultat qui reflète aussi en grande partie les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, et ils ont excédé notre objectif de croissance des revenus de base, qui était de 7 % à 10 %. En excluant les acquisitions récentes aux États-Unis, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés. Une analyse détaillée est présentée aux pages 38A à 41A.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 7 % et les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (qui excluent les éléments exceptionnels, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention découlant des acquisitions) ont augmenté de 8 %, résultat qui reflète les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant les acquisitions, les charges d'exploitation ont reculé de 5 %. Une description complète est fournie aux pages 42A à 44A.

Excellence de la qualité du crédit

Malgré la détérioration continue du secteur des télécommunications, les provisions pour pertes sur créances et les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé cette année. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques s'est établi à 0,51 % en 2002 (0,49 % en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit), comparativement à 0,53 % en 2001. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,60 %, par rapport à 0,47 % à l'exercice 2001. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 45A à 52A.

Gestion du bilan et du capital

Le total de l'actif se chiffrait à 377 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 17,7 milliards ou 5 % comparativement au 31 octobre 2001. Au 31 octobre 2002, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, par rapport à 8,7 % au 31 octobre 2001. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, par rapport à 11,8 % au 31 octobre 2001. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs à moyen terme (de trois à cinq ans) que nous nous sommes fixés soit 8 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 58A à 60A.

Facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs

Maints facteurs, dont un grand nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient faire en sorte que les résultats différeront considérablement de nos attentes. Certains de ces facteurs sont décrits ci-après. D'autres, tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque lié aux activités d'assurance, le risque opérationnel et autres risques sont décrits à la section Gestion du risque qui débute à la page 53A.

De par leur nature même, et comme cela est mentionné dans la « Mise en garde sur les déclarations prospectives », à la page 21A, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, buts, cibles, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Facteurs relatifs à l'industrie et facteurs non liés à notre société

Étant donné que nous sommes une société de services financiers intégrés qui exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, l'environnement économique, le contexte commercial et les marchés financiers propres aux régions géographiques où nous exerçons nos activités influent sur nos revenus et sur notre bénéfice.

Des facteurs tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, la santé des marchés financiers et le terrorisme ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'affaires dans cette région. Par exemple, durant un ralentissement économique caractérisé par une hausse du chômage, une baisse du revenu familial, un recul du bénéfice des sociétés, ainsi qu'une diminution des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, la demande concernant nos prêts et autres produits baissera et la provision pour pertes sur créances augmentera probablement, entraînant par le fait même une baisse du bénéfice. Dans un même ordre d'idées, si le ralentissement actuel des marchés des actions se poursuit ou s'aggrave, il pourrait en résulter une baisse des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduira par un recul des commissions et autres revenus.

Les politiques monétaires de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis influent sur notre bénéfice.

Des variations de la masse monétaire et des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur notre rentabilité. Une baisse des taux d'intérêt se traduira par une diminution du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et par une plus-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Par contre, une hausse des taux d'intérêt donnera lieu à une augmentation du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et à une moins-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de ses répercussions possibles sur notre portefeuille autre que de négociation est fournie dans la section sur les activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation, à la page 61A. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de son incidence possible sur la valeur de nos principaux titres détenus dans des portefeuilles et exposés à ce risque est présentée dans la section sur les activités de négociation, à la page 55A.

Le degré de concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités peut influencer sur notre rendement.

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises où nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix des produits ou services et les changements apportés aux caractéristiques d'un produit ou service. Les activités d'interdistribution d'une société concurrente peuvent elles aussi avoir des répercussions sur la fidélisation et le maintien de la clientèle. Des entreprises non financières peuvent donner aux consommateurs l'option de payer des factures et de virer des fonds sans avoir recours à des banques. Une telle désintermédiation pourrait entraîner une réduction des commissions.

Des modifications des lois, des règlements et des politiques de réglementation qui régissent les activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation pourraient avoir des répercussions sur nos résultats.

Des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients. Des modifications des lois, des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements dans leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient influencer sur nos résultats en donnant à nos concurrents davantage d'occasions d'offrir des produits et services concurrentiels. Par ailleurs, notre non-respect des lois, règlements ou politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières susceptibles de ternir notre réputation ou de réduire notre bénéfice.

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois, aux règlements et aux politiques de réglementation des territoires où nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais qui auraient une incidence négative sur notre bénéfice.

Facteurs propres à notre société

Notre capacité à mettre en œuvre notre stratégie d'expansion aux États-Unis et d'intégration influera sur notre rendement financier.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion aux États-Unis, nous avons d'abord établi des assises et procédé à des acquisitions touchant principalement les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, l'assurance et la gestion de patrimoine. La deuxième étape vise à effectuer d'autres acquisitions stratégiques, et à accroître nos revenus grâce à une plus grande pénétration du marché, à l'offre de nouveaux produits et services, et à l'accroissement de nos activités de marketing et de vente ainsi que des recommandations auprès des sociétés exerçant leurs activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation. La deuxième étape vise également à réaliser des synergies de coûts grâce à l'intégration des services administratifs et généraux de nos unités opérationnelles. Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. De plus, bien que les résultats obtenus jusqu'à présent égalent ou excèdent nos objectifs, rien ne garantit que nous continuerons de réaliser les synergies de coûts prévues au titre des activités d'intégration des sociétés acquises. Notre rendement dépend de notre capacité à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises, mais rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'agir de la sorte.

Nos affaires dépendent de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés.

Notre succès à titre de société de services financiers intégrés dépend dans une mesure importante de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés. La concurrence à laquelle se livrent les sociétés du secteur des services financiers est vive. Bien que nos politiques et pratiques soient axées sur le recrutement et le maintien des effectifs et que le taux d'attrition des cadres soit faible, rien ne garantit que nous pourrions continuer d'attirer et de conserver des employés clés.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs incluent les modifications de la politique commerciale; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale du Canada, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs externes et propres à notre société qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que la Banque Royale du Canada peut faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Principales conventions comptables

Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1, aux pages 72A à 75A. Il est parfois nécessaire d'établir, eu égard à certaines conventions, des estimations et des hypothèses pouvant, dans certains cas, concerner des questions de par leur nature incertaines. Ces conventions incluent le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances, la présentation de la juste valeur de certains instruments financiers, la comptabilisation des opérations de titrisation, le calcul des coûts et obligations au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et l'évaluation de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction eu égard à l'existence de pertes probables au titre de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan à la date du bilan. Nous calculons et maintenons une provision cumulative en nous basant sur un examen exhaustif et systématique de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan. Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 73A, notre évaluation porte sur la désignation et l'évaluation des comptes problèmes et sur l'estimation des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Des provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. La direction doit exercer un jugement pour déterminer le montant et la date des paiements prévus. Les pertes liées aux autres portefeuilles de prêts homogènes, à l'exception de celles au titre des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes. Ce montant représente la moyenne du pourcentage de pertes au titre du solde des prêts à intérêts non comptabilisés, et il est basé sur les données historiques et sur le jugement de la direction.

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée comme non productive d'intérêts. L'estimation des pertes liées au portefeuille repose en grande partie sur la qualité du portefeuille et sur la conjoncture. Outre les analyses statistiques effectuées, la direction doit exercer un jugement pour déterminer les facteurs suivants, qui sont appliqués aux modèles utilisés :

- La fréquence prévue des défauts de paiement
- La gravité des pertes
- Les tendances en matière de radiations
- La conjoncture, y compris la durée du cycle actuel

Nous calculons et maintenons une provision cumulative non attribuée qui reflète explicitement les éléments subjectifs et relatifs au jugement porté pour déterminer le risque de crédit et les pertes estimatives qui en résultent. Aux fins du calcul de cette provision, la direction tient compte de la conjoncture et du contexte commercial généraux, des exigences réglementaires, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances eu égard à la qualité et à la concentration du crédit.

Le recours à différentes estimations et hypothèses aux fins du calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances peut donner lieu à des provisions pour pertes sur créances et à des résultats financiers considérablement différents.

Juste valeur des instruments financiers

Nous détenons des actifs et passifs financiers, que nous inscrivons à la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les actifs et passifs de notre portefeuille de négociation et des instruments dérivés. Les justes valeurs de la plupart des instruments financiers de nos portefeuilles sont déterminées en fonction des cours du marché et elles attestent le mieux de la valeur des titres, car elles découlent d'opérations effectuées par deux parties consentantes dans un marché ouvert. La note 21, aux pages 94A et 95A, présente l'information relative à la juste valeur estimative des instruments financiers.

Si les cours du marché présentés relatifs à certains actifs ou passifs ne sont pas disponibles, nous utilisons des modèles d'évaluation financière pour déterminer la juste valeur de ces actifs ou passifs. Une provision est constituée lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Nous constituons aussi une provision au titre du risque lié aux modèles, découlant du fait qu'il peut arriver que la valeur estimative ne reflète pas la valeur réelle en raison de certaines conditions du marché entraînant un stress. Notre unité fonctionnelle de gestion des risques, qui ne participe pas aux activités de négociation des actifs et passifs et qui peut fournir un point de vue indépendant, valide tous les principaux modèles d'évaluation financière. Les modèles d'évaluation financière internes que nous utilisons à des fins comptables font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, et ils sont approuvés par notre unité fonctionnelle de gestion des risques. La direction exerce un jugement à l'égard des hypothèses qui sous-tendent les modèles financiers, et diverses hypothèses pourraient se traduire par des justes valeurs et des résultats financiers considérablement différents.

Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 72A, les variations de la juste valeur des actifs et passifs du compte de négociations sont portées au bénéfice. Les réductions de valeur visant à refléter les pertes de valeur durables sont imputées aux résultats. Nous procédons régulièrement à des évaluations afin de déterminer l'existence de pertes de valeur autres que temporaires.

Dans le cas des instruments dérivés, nous déterminons la juste valeur au moyen de diverses méthodes incluant les cours du marché, les valeurs de marché d'instruments analogues, la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs, ainsi que d'autres modèles d'établissement des prix. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix et d'évaluation, nous nous basons, le cas échéant, sur des facteurs de marché externes tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux monétaires, ainsi que la volatilité des prix et des taux relatifs aux options et autres instruments dérivés. Les méthodes, modèles et hypothèses utilisés aux fins de l'établissement des prix et de l'évaluation des instruments dérivés sont subjectifs, et la direction doit exercer un jugement à leur égard. L'utilisation de divers modèles et de diverses méthodes et hypothèses pourrait donner lieu à des justes valeurs et à des résultats financiers considérablement différents.

Titrisation

La titrisation est un processus au moyen duquel nous cédon des prêts et d'autres actifs financiers à une structure d'accueil, qui finance l'acquisition en émettant des titres à des investisseurs. Le rendement qu'obtiennent les investisseurs découle des flux de trésorerie liés aux prêts et aux autres actifs financiers que la structure d'accueil acquiert. Des renseignements détaillés sur nos opérations de titrisation sont présentés à la note 7, à la page 81A. Une analyse de nos transactions avec des structures d'accueil est présentée aux pages 64A et 65A.

Pour calculer le gain ou la perte au titre de nos opérations de titrisation, nous avons recours à des estimations et à des hypothèses concernant notamment les pertes sur créances prévues, les taux de paiement, les taux d'actualisation et la marge excédentaire estimative future. L'utilisation de diverses estimations et hypothèses pourrait se traduire par des résultats considérablement différents.

Prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons à nos employés divers régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite. La note 15 présentée à la page 87A fournit des informations sur nos obligations au titre de ces régimes. Le calcul des obligations au titre de nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite et des charges connexes nécessite le recours à des évaluations actuarielles et à des hypothèses. Les hypothèses qui servent habituellement au calcul de ces montants incluent, le cas échéant, les taux de mortalité, le taux de roulement du personnel, les coûts liés aux demandes de prestations futures, les taux d'actualisation, les niveaux de rémunération et de prestations futurs, le rendement de l'actif des régimes et les frais médicaux futurs. Le calcul de la juste valeur de l'actif des régimes se base sur les valeurs de marché, ou sur une approximation des valeurs de marché en ce qui concerne les actifs dont la valeur de marché n'est pas aisément disponible. La direction doit exercer un jugement eu égard aux évaluations actuarielles et au calcul de certaines approximations de la valeur de marché et, par conséquent, l'actif se rapportant aux prestations constatées d'avance (l'obligation) et les charges au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite pourraient différer considérablement si des hypothèses différentes sont utilisées.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Comme il est expliqué à la note 4, à la page 78A, nous avons adopté la norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulée « Écart d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme comptable, l'écart d'acquisition n'est plus amorti mais est plutôt soumis à un test de dépréciation effectué au moins annuellement, au niveau des unités d'exploitation. On détermine s'il y a eu dépréciation en comparant la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. On peut déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation et de ses actifs et passifs à l'aide de diverses méthodes d'évaluation au marché incluant les valeurs à la cote, les flux de trésorerie actualisés et les valeurs de réalisation nettes. Chacune de ces techniques d'évaluation fait l'objet d'hypothèses et d'estimations, et la direction doit exercer un jugement relativement à la méthode d'évaluation et aux hypothèses et estimations. Les jugements exercés et les estimations utilisées aux fins du test de dépréciation de l'écart d'acquisition pourraient se traduire par des résultats considérablement différents.

Profit économique

Nous évaluons notre rendement en mesurant le profit économique généré, en plus d'avoir recours à plusieurs autres mesures du rendement traditionnelles, telles que le bénéfice net, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction du coût du capital utilisé par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. Le coût du capital est calculé en appliquant le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement approximatif après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, communément appelée le « capital économique ». Le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est revu annuellement. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût de ces capitaux a été établi de nouveau à la fin du premier semestre et réduit de 12,5 % à 11,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2002 était de 12 %.

Le profit économique ne fait pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'il puisse être comparé aux mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Nous présentons cependant le profit économique car cette mesure est utilisée par notre haute direction, et cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer nos résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires du point de vue du profit économique, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) qui est généré doit être supérieur au coût du capital utilisé. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur créée pour les actionnaires au fil du temps; nous croyons qu'il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. En vue d'accroître le profit économique, il faut :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficacité globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficaces;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Selon nous, l'analyse du profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction de leur risque de crédit, de leur risque de marché, de leur risque opérationnel et des autres risques. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 4 ci-après, nous avons enregistré un profit économique de 712 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à 539 millions en 2001. Ce résultat tient au fait que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) a augmenté plus rapidement que le coût des capitaux propres. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2002 et 2001 est présenté aux tableaux des pages 28A, 30A, 32A, 34A et 36A.

TABLEAU 4 Profit économique (1)					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)					
	2002	2001	2000	1999	1998
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$	1 600 \$	1 679 \$
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	—	(230)	—	102	3
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	64	282	84	63	62
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	2 728	2 328	2 224	1 765	1 744
Ressources en capital utilisées	(2 016)	(1 789)	(1 460)	(1 386)	(1 229)
Profit économique (1)	712 \$	539 \$	764 \$	379 \$	515 \$
Croissance du profit économique	32 %	(29)%	102 %	(26)%	8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 809 \$	13 843 \$	10 814 \$	10 264 \$	9 107 \$
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	12,0 %	12,9 %	13,5 %	13,5 %	13,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(2) Moyenne de l'exercice.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 de la page 27A illustre nos résultats par secteur d'exploitation en 2002. Les résultats de 2001 incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 6 et décrits ci-après. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2002.

Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice net de 230 millions de dollars en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des autres produits : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 75 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

Nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation selon l'évaluation de leurs risques de crédit et de marché, de leur risque opérationnel et de leurs autres risques. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur Autres incluent les capitaux affectés aux unités fonctionnelles qui sont présentées dans le secteur Autres, ainsi que tout écart entre le total de nos capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à nos unités fonctionnelles. Au début de 2002, nous avons mis en œuvre certains changements visant à améliorer notre processus d'attribution du capital, et ces changements ont donné lieu à une hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Marchés des Capitaux et à RBC Investissements, ainsi qu'à une baisse des capitaux propres affectés à RBC Banque et à RBC Assurances par rapport à l'an dernier. Toutefois, l'ajout des résultats de RBC Centura Bank pour tout l'exercice en 2002, par rapport à 2001, a donné lieu à une augmentation des capitaux propres affectés à RBC Banque. Le montant des capitaux propres affecté au secteur Autres a augmenté en 2002. Ce résultat tient surtout au fait que les capitaux auto-générés ont éliminé le besoin d'affecter des montants supplémentaires de capitaux propres aux cinq autres secteurs d'exploitation, selon l'évaluation de leur profil de risque. Notre attribution de capital aux secteurs d'exploitation nécessite l'utilisation de diverses hypothèses et le recours au jugement.

RBC Banque a produit un rendement des capitaux propres de 19,1 % et généré 55 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a progressé de 30 % par rapport à 2001, et le bénéfice net de base (soit le bénéfice net moins les éléments exceptionnels présentés au tableau 6), de 266 millions de dollars ou 21 %, comme cela est mentionné à la page 28A. Cette amélioration reflète en partie la hausse du bénéfice de base tiré des acquisitions effectuées aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura, acquise le 5 juin 2001, et RBC Mortgage), qui s'est chiffré à 195 millions de dollars par rapport à 21 millions (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) l'an dernier.

RBC Assurances a produit un rendement des capitaux propres de 15,7 % et généré 4 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 12 % par rapport à 2001, comme il est mentionné à la page 30A. RBC Liberty Insurance (acquise le 1^{er} novembre 2000) a déclaré une perte nette de 18 millions de dollars en 2002, comparativement à une perte de 5 millions (bénéfice net de 8 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) en 2001.

RBC Investissements a produit un rendement des capitaux propres de 11,0 % et généré 12 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 33 %, et le bénéfice net de base a progressé de 104 millions de dollars ou 44 %, comme il est mentionné à la page 32A. RBC Dain Rauscher (acquise le 10 janvier 2001) a réalisé un profit de 3 millions de dollars en 2002, comparativement à une perte de 73 millions [(33) millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition] l'an dernier.

RBC Marchés des Capitaux a produit un rendement des capitaux propres de 10 % et généré 15 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a connu une hausse de 24 %, et le bénéfice net de base a progressé de 15 %, comme il est mentionné à la page 34A.

RBC Services Internationaux a produit un rendement des capitaux propres de 28,4 % et généré 6 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, de 8 %, comme il est mentionné à la page 36A.

Le secteur Autres a produit un rendement des capitaux propres de 24,4 % et généré 8 % de notre bénéfice net en 2002. Ses résultats de 2001 sont présentés à la note 3 de la page 77A. Les gains tirés de la titrisation de prêts hypothécaires ont contribué à la croissance du bénéfice.

TABLEAU 5 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2002							2001	
	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (1)	Total	De base	Déclaré
Revenu net d'intérêt	5 576 \$	223 \$	371 \$	553 \$	137 \$	338 \$	7 198 \$	6 549 \$	6 549 \$
Autres produits	2 073	285	3 274	2 112	820	(2)	8 562	7 770	8 215
Revenus bruts	7 649	508	3 645	2 665	957	336	15 760	14 319	14 764
Provision pour pertes sur créances	626	—	(1)	465	10	(35)	1 065	1 119	1 119
Frais autres que d'intérêt	4 528	437	3 146	1 627	668	14	10 420	9 664	9 755
Charge d'impôts	937	(46)	157	135	108	74	1 365	1 216	1 340
Part des actionnaires sans contrôle	8	—	—	—	—	100	108	107	107
Majoration au montant imposable équivalent	19	—	—	21	—	—	40	32	32
Bénéfice net	1 531 \$	117 \$	343 \$	417 \$	171 \$	183 \$	2 762 \$	2 181 \$	2 411 \$
Bénéfice net									
En pourcentage du total	55 %	4 %	12 %	15 %	6 %	8 %	100 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	30 %	(12)%	(33)%	24 %	(35)%	n.s.	15 %		6 %
Croissance de base par rapport à l'exercice précédent	21 %	(11)%	44 %	15 %	(8)%	n.s.	27 %	(4)%	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,1 %	15,7 %	11,0 %	10,0 %	28,4 %	24,4 %	15,8 %	14,8 %	16,4 %
Profit économique (2)	599 \$	27 \$	(17)\$	(76)\$	98 \$	81 \$	712 \$	539 \$	539 \$
Bénéfice dilué par action							3,93 \$	3,16 \$	3,52 \$

(1) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

n.s. non significatif

TABLEAU 6 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (2)	Total
Autres produits							
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	— \$	— \$	— \$	— \$	89 \$	— \$	89 \$
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	7	—	36	—	—	—	43
Gain à la vente de Gestion Placements TR	—	—	313	—	—	—	313
	7	—	349	—	89	—	445
Frais autres que d'intérêt							
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	91	—	—	—	—	—	91
Incidence totale (avant impôts)	(84)	—	349	—	89	—	354
Charge d'impôts							
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	(33)	—	70	—	12	—	49
Modification des taux d'imposition	33	(2)	5	28	—	11	75
Incidence totale (après impôts)	(84)\$	2 \$	274 \$	(28)\$	77 \$	(11)\$	230 \$
Incidence sur le bénéfice dilué par action							0,36 \$

(1) Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

RBC Banque

Profil

RBC Banque compte une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients commerciaux du marché milieu de gamme au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des planificateurs financiers accrédités, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des services de planification financière et des conseils financiers, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.

Profil de l'industrie

Au Canada, les services bancaires aux particuliers et aux entreprises sont une industrie en pleine maturité que dominent les cinq principales banques canadiennes, bien que la concurrence soit intense et que la présence d'entreprises de services spécialisés s'accroisse dans des domaines tels que celui des cartes de crédit. Le marché aux États-Unis est plus segmenté; de nombreux marchés régionaux sont cependant marqués par une forte concurrence. Un grand nombre de banques ont élargi leur champ d'activité afin d'offrir des produits de placement ainsi que des conseils financiers et des services de planification financière aux clients nantis ainsi qu'à d'autres clients ciblés. À notre avis, les facteurs de réussite essentiels incluent la prestation aux clients de produits et services distincts et le maintien de mesures de gestion rigoureuses des dépenses, des risques de crédit et des risques opérationnels.

Nos forces

- Expérience en gestion des relations avec la clientèle, conjuguée à nos importants moyens de communication avec les clients et à une force de vente spécialisée
- Marque de services bancaires de détail bien établie au Canada
- Gamme de produits et services et capacités de distribution physiques et autres complètes par rapport à celles des entreprises de services spécialisés
- Ratio le plus élevé de pénétration des ménages pour ce qui est des services aux particuliers et part de marché la plus importante des banques canadiennes eu égard aux services aux entreprises
- L'une des premières parmi les cinq grandes banques canadiennes pour ce qui est du ratio d'efficience
- Capacités d'intégration des sociétés acquises aux États-Unis

Notre stratégie

Notre objectif est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise, en offrant des services personnalisés à nos clients en Amérique du Nord tout en réduisant les coûts, et en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Assurer une croissance solide des revenus au Canada en maximisant le maintien de notre clientèle, en intensifiant les rapports avec la clientèle, en saisissant les occasions liées au transfert de patrimoine entre les générations et en exploitant nos capacités en matière de services de planification financière et de conseils financiers.
- Créer une expérience distincte pour les clients, fournir des services d'un niveau et d'une valeur supérieurs personnalisés en fonction des besoins de chaque segment de la clientèle, de manière à fidéliser cette dernière et à nous différencier clairement de la concurrence.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis et à l'établissement d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure.
- Renforcer le processus de gestion et d'atténuation des risques au moyen de l'utilisation effective de la technologie, de capacités améliorées de prestation de services à peu de frais et de processus de gestion rigoureux des risques de crédit, des risques opérationnels, et des risques eu égard à la réglementation et à la conformité.
- Intégrer les plateformes en augmentant les recommandations et le coût-efficacité à l'échelle de RBC au Canada et aux États-Unis.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt au Canada augmentent en 2003 et prévoyons que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts s'atténuera. Ces facteurs, conjugués à une augmentation raisonnable des prêts, devraient avoir des incidences favorables sur la croissance des revenus de nos secteurs d'exploitation au Canada. Aux États-Unis, nous prévoyons que l'ouverture de nouvelles succursales ainsi que l'acquisition d'Eagle Bancshares en juillet 2002 et d'Admiralty Bancorp, Inc. (qui devrait être conclue en janvier 2003) auront des répercussions positives sur nos revenus. Nous nous attendons également à ce que les synergies de coût tirées de l'acquisition d'Eagle Bancshares durant tout l'exercice contribuent à la croissance du bénéfice net de RBC Centura. À la lumière de nos activités continues de compression des coûts et de gestion des risques de crédit et des risques opérationnels, ainsi que d'une reprise économique, nous prévoyons une solide croissance du bénéfice de ce secteur.

Rendement financier

Le bénéfice net a progressé de 30 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net de base, de 266 millions de dollars, ou 21 %. Le bénéfice tiré des acquisitions effectuées par le secteur aux États-Unis a augmenté pour se chiffrer à 195 millions de dollars en 2002, par rapport à (36) millions l'an dernier ou à 21 millions en excluant les frais liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001 (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition comptabilisé en 2001). La hausse du bénéfice aux États-Unis reflète l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001, les réductions de coûts au titre des activités d'intégration et la croissance des revenus. Le bénéfice net de base en excluant les acquisitions effectuées aux États-Unis a connu une hausse de 7 % en raison de la poursuite des activités de gestion des coûts. Le rendement des capitaux propres de base a progressé pour s'établir à 19,1 % en 2002 par rapport à 18,2 %, malgré l'augmentation des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en raison des acquisitions effectuées aux États-Unis et de l'augmentation du volume d'activités.

Les revenus ont augmenté de 431 millions de dollars ou 6 % par rapport à 2001, résultat qui reflète la contribution de RBC Centura (y compris RBC Mortgage) et l'acquisition d'Eagle Bancshares conclue le 22 juillet 2002. Les revenus tirés des acquisitions effectuées aux États-Unis ont progressé de 617 millions de dollars en 2002. En excluant ces revenus, les revenus du secteur ont reculé de 3 % en raison de marges de taux d'intérêt plus étroites et de volumes de prêts plus faibles.

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 139 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, et le ratio d'efficience a diminué de 160 points de base, les revenus ayant augmenté plus rapidement que les charges. Les frais autres que d'intérêt de base (qui excluent des frais de 91 millions de dollars liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001) ont progressé de 230 millions ou 5 %. Une tranche de 330 millions de dollars de la croissance des charges de base est imputable aux acquisitions effectuées aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les charges de base ont reculé de 3 % en raison de nos activités continues de gestion des coûts.

Le total de la provision pour pertes sur créances a reculé de 14 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout du portefeuille de prêts aux entreprises. Les prêts douteux nets ont diminué de 92 millions de dollars, résultat qui reflète l'amélioration des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	4 %	5 576 \$	5 349 \$
Autres produits	11	2 073	1 869
Revenus bruts	6	7 649	7 218
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	(5)	626	662
Provision générale attribuée et provision générale non attribuée	n.s.	–	70
Total	(14)	626	732
Frais autres que d'intérêt (1)	3	4 528	4 389
Bénéfice net avant impôts	19	2 495	2 097
Charge d'impôts	4	937	900
Part des actionnaires sans contrôle	(20)	8	10
Majoration au montant imposable équivalent	217	19	6
Bénéfice net	30	1 531 \$	1 181 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	195 \$	(36)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	600 p.b.	55 %	49 %
Rendement des capitaux propres	220 p.b.	19,1 %	16,9 %
Profit économique	45 %	599 \$	412 \$
Marge nette d'intérêt	(18)p.b.	3,56 %	3,74 %
Ratio d'efficience	(160)p.b.	59,2 %	60,8 %
Ratio d'efficience de l'exploitation (2)	(50)p.b.	59,0 %	59,5 %
Actif moyen	9 %	156 500 \$	143 100 \$
Moyenne des prêts et des acceptations	6	142 800	134 900
Moyenne des dépôts	10	122 900	111 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16	7 800	6 700
Résultats de base (3)			
Revenus bruts	6	7 649	7 211
Frais autres que d'intérêt	5	4 528	4 298
Bénéfice net	21	1 531	1 265
Bénéfice net aux États-Unis	829	195	21
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	19,1 %	18,2 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	n.s.	(305)\$	(213)\$
Radiations nettes	3 %	744	724
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(2)p.b.	0,52 %	0,54 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	–	35 014	34 845

- (1) Comprend une charge de 54 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).
- (2) Le ratio d'efficience et le ratio d'efficience de l'exploitation sont définis à la page 104.
- (3) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.
- n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Exploité au Canada sous la marque RBC Banque Royale, RBC Banque offre des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons à nos clients des capacités de distribution physiques et autres complètes. Nous continuons de perfectionner nos réseaux de distribution, et effectuons notamment des réinvestissements importants eu égard à notre réseau de succursales et à notre effectif, ainsi qu'à nos capacités de services bancaires électroniques.

Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 28A, ainsi que des produits et des conseils d'experts dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change et le financement en capital de risque. Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise à participations égales créée avec la Banque de Montréal et gérée par l'entremise de RBC Services Internationaux, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, de gestion des ventes et de segmentation de la clientèle. Nous accroîtrons les revenus en offrant à nos clients des produits et services sur mesure, en optimisant les occasions de tirer parti des événements marquants de la vie des clients et en fournissant des services de planification financière et de conseils financiers, de manière à accroître nos relations avec la clientèle en ayant recours à toutes les capacités de RBC.

Nous continuerons de renforcer nos activités de gestion des coûts en optimisant les économies d'échelle découlant de la prestation de services par voie électronique et de l'intégration des plateformes. Nous poursuivrons nos activités de gestion rigoureuse des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de conformité, y compris nos initiatives de gestion des fraudes et nos capacités accrues d'évaluation du crédit par score.

États-Unis

RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. RBC Centura comprend également RBC Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers. RBC Centura a pris de l'expansion en 2002 et acquis Eagle Bancshares, une société qui compte 14 succursales dans la région métropolitaine d'Atlanta, en Géorgie. RBC Centura a également annoncé la signature d'une convention de fusion définitive avec Admiralty Bancorp, une société qui exploite actuellement dix succursales en Floride. L'opération devrait être conclue en janvier 2003.

Nos priorités aux États-Unis sont les suivantes :

- l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis au moyen d'acquisitions ciblées et d'une stratégie d'expansion visant la création et l'acquisition de succursales;
- la création rapide d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure afin de soutenir la croissance;
- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de toutes les plateformes de RBC.

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la marque RBC Royal Bank of Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des Petites Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Faits saillants financiers par division

Les revenus tirés des activités au pays ont reculé de 196 millions de dollars ou 3 % par rapport à 2001. Ce résultat tient principalement au fait que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts de base s'est poursuivie et que les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises ont diminué. Ces baisses ont largement contrebalancé la hausse des prêts hypothécaires résidentiels et des soldes de dépôts, ainsi qu'une marge nette d'intérêt plus élevée sur les prêts hypothécaires et les cartes de crédit. Les soldes de prêts hypothécaires ont progressé, car les faibles taux d'intérêt ont favorisé les achats de maisons. Les soldes de dépôts ont augmenté et les volumes de prêts ont diminué, résultats qui reflètent l'incertitude des consommateurs et des entreprises eu égard à la conjoncture et aux marchés financiers.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(3)%	6 110 \$	6 306 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	5	68 200	64 800
Moyenne des prêts aux particuliers	(4)	23 600	24 500
Moyenne des dépôts des particuliers	2	74 400	72 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	(8)	32 700	35 600
Moyenne des dépôts des entreprises	9	30 500	28 100
Moyenne des soldes de cartes	3	6 200	6 000
Volumes des achats sur cartes	2	26 700	26 300
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	29 716	29 554
de guichets automatiques	(2)	4 151	4 236
de succursales	(1)	1 117	1 125
de clients en ligne	23	2 311 915	1 876 358

Les revenus ont augmenté de 617 millions de dollars, en raison principalement de l'inscription des résultats de RBC Centura sur tout l'exercice en 2002, par rapport à cinq mois en 2001, ainsi que de l'apport d'Eagle Bancshares depuis le 22 juillet 2002. L'augmentation de la moyenne des soldes reflète principalement l'ajout des résultats de RBC Centura pour tout l'exercice. L'importante croissance des activités de montage de prêts hypothécaires et des volumes de prêts de RBC Mortgage traduit le grand nombre d'activités de refinancement découlant des taux d'intérêt favorables.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	91 %	1 296 \$	679 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	81	2 900	1 600
Moyenne des prêts aux particuliers	154	3 300	1 300
Moyenne des dépôts des particuliers	121	8 600	3 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	121	8 600	3 900
Moyenne des dépôts des entreprises	93	5 400	2 800
Moyenne des soldes de cartes	—	100	100
Volumes des achats sur cartes	100	400	200
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	50	33,7	22,5
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	4 181	4 126
de guichets automatiques	7	275	258
de succursales (1)	1	245	242
de clients en ligne	18	89 434	75 887

(1) Exclut 252 bureaux de représentation de RBC Mortgage et de RBC Builder Finance en 2002 (264 bureaux de représentation en 2001).

Les revenus ont progressé de 10 millions de dollars ou 4 % par rapport à 2001, grâce à la vente de biens immobiliers aux îles Caïmans, laquelle a représenté environ la moitié de l'augmentation.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	4 %	243 \$	233 \$
Nombre :			
d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	(4)	1 117	1 165
de guichets automatiques	11	60	54
de succursales	10	43	39

RBC Assurances

Profil

Exploité sous la marque RBC Assurances, le secteur offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile, de même que des services de réassurance, à plus de cinq millions de clients au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Profil de l'industrie

L'industrie de l'assurance au Canada, qui compte plus de 100 sociétés d'assurance vie et plus de 200 sociétés d'assurances IARD, génère près de 60 milliards de dollars en primes annuelles. Nos activités aux États-Unis sont concentrées dans le secteur de l'assurance vie, un secteur à la fois concurrentiel et segmenté qui regroupe plus de 1 200 sociétés nationales et régionales. Plusieurs multinationales, ainsi qu'un certain nombre de sociétés offrant des services spécialisés, exercent leurs activités au sein de l'industrie de la réassurance à l'échelle internationale.

Nous notons l'existence de tendances clés dans tous nos secteurs d'exploitation, incluant des activités de regroupement, un accroissement des règlements gouvernementaux, une variation des occasions de distribution, une convergence des produits d'assurance et des produits de placement, ainsi qu'un accroissement des activités de mondialisation.

Nos forces

- Une gamme diversifiée de produits conçus pour répondre aux besoins d'un grand nombre de clients
- Une multitude de réseaux de distribution soutenus par une infrastructure solide et des compétences en matière de vente
- Une marque bien établie. En notre qualité de membre de RBC Groupe Financier, nous avons accès à une vaste gamme de services financiers, de réseaux de distribution et de clientèles
- Une position de tête dans divers marchés de l'assurance au Canada, y compris les marchés de l'assurance voyage et de l'assurance vie individuelle

Notre stratégie

Notre objectif est d'accroître nos activités en offrant un vaste éventail de produits et services au moyen de multiples réseaux de distribution au Canada et dans des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Pour ce faire, nous visons :

- à nous assurer que le plus grand nombre possible de clients de RBC ont établi des relations avec RBC Assurances;
- à cibler des activités de réassurance qui soutiennent et améliorent la rentabilité globale de nos activités d'assurance;
- à poursuivre notre expansion aux États-Unis en utilisant et en augmentant la capacité de notre plateforme existante, en pénétrant de nouveaux marchés et en nous concentrant sur des initiatives menées à l'échelle des diverses plateformes de RBC;
- à établir une plateforme intégrée de services d'assurance en Amérique du Nord en optimisant les synergies découlant des activités transfrontalières, le cas échéant, y compris l'implantation de systèmes administratifs et technologiques communs.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis, qui devrait avoir une incidence favorable sur nos activités d'assurance en 2003. Nous nous attendons à enregistrer une solide croissance des revenus de tous nos secteurs d'exploitation, en raison de l'expansion dans de nouveaux marchés dont il est fait mention dans notre stratégie, ainsi que de l'acquisition imminente de Business Men's Assurance Company of America (BMA), une société américaine qui offre des produits d'assurance vie. L'acquisition de BMA est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres modalités de clôture habituelles. Nous prévoyons que les réductions de coûts attribuables aux synergies découlant des activités transfrontalières contribueront elles aussi à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net s'est chiffré à 117 millions de dollars, en baisse de 12 % par rapport à l'an dernier. La chute des taux d'intérêt et la faiblesse des marchés des actions ont eu des répercussions négatives sur les résultats en 2002. RBC Liberty Insurance a déclaré une perte de 18 millions de dollars, comparativement à une perte de 5 millions (bénéfice net de 8 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) en 2001. La baisse du bénéfice de RBC Liberty Insurance est en grande partie imputable à l'augmentation du nombre de polices rachetées et à la diminution du bénéfice tiré des services d'impartition. En excluant RBC Liberty Insurance, le bénéfice net de base a diminué de 1 %.

Le rendement des capitaux propres de base a augmenté pour s'établir à 15,7 %, par rapport à 14,8 % en 2001, en raison de la baisse des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, reflétant la modification de la méthode d'attribution du capital aux activités d'assurance.

Les primes ont augmenté de 12 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la contribution de RBC Liberty Insurance, et les revenus ont progressé de 6 %, résultat qui reflète la croissance des activités de réassurance. RBC Liberty Insurance a présenté des résultats sur une période de 13 mois en 2002, comparativement à une période de onze mois en 2001, son exercice ayant été modifié afin de le faire correspondre au nôtre, passant du 30 septembre au 31 octobre. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont connu une hausse de 8 %, et les revenus ont reculé de 1 %.

Les charges ont progressé de 62 millions de dollars ou 17 %, en raison surtout des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois et d'une augmentation des effectifs, contrebalancés en partie par la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les charges ont augmenté de 7 %.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	12 %	2 023 \$	1 812 \$
Autres produits			
Primes acquises	14	1 767	1 548
Commissions/Autres	(16)	109	130
Moins : Prestations versées relativement aux polices	19	1 253	1 054
Moins : Coûts d'acquisition des polices	(3)	338	350
	4	285	274
Revenu net d'intérêt	8	223	206
Revenus bruts	6	508	480
Frais autres que d'intérêt (1)	17	437	375
Bénéfice net avant impôts	(32)	71	105
Charge d'impôts	n.s.	(46)	(28)
Bénéfice net	(12)%	117 \$	133 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(250)	(6)\$	4 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(200)p.b.	4 %	6 %
Rendement des capitaux propres	70 p.b.	15,7 %	15,0 %
Profit économique	(10)%	27 \$	30 \$
Actif moyen	6	5 600	5 300
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(12)	700	800
Résultats de base (2)			
Bénéfice net	(11)	117	131
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	15,7 %	14,8 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	2 %	2 641	2 583

(1) Comprend une charge de 13 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

Stratégie par division

Assurance vie

Notre division de l'assurance vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurances vie et maladie au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance et de rétrocession de contrats d'assurance vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 7 000 courtiers indépendants, plus de 550 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurances vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte plus de 600 agents; la société offre aussi des produits sélectionnés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services, ainsi qu'à l'amélioration de nos réseaux de distribution.

Assurances de dommages

Notre secteur d'assurance de dommages comprend les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Au Canada, nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux groupes d'employés et à certains groupes d'affinité, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe et de transactions effectuées en personne. Les produits d'assurance voyage, qui sont vendus par l'entremise d'agents de voyage, d'Internet et de banques au Canada, comprennent l'assurance annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays, en pénétrant de nouveaux marchés de l'assurance voyage et en gérant efficacement notre portefeuille de réassurance IARD.

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés, l'administration des programmes d'assurance des créanciers bancaires et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence comprennent la coordination de la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage. Nos services de réassurance structurés procurent des solutions qui aident les entreprises à mieux gérer le risque financier.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Faits saillants financiers par division

Les primes attribuables aux activités d'assurance vie ont augmenté de 10 % en 2002, en partie en raison de l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période de 13 mois en 2002, à savoir une période supplémentaire de deux mois par rapport à 2001. En excluant les résultats de cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont progressé de 5 %, résultat qui reflète la solidité continue des activités au Canada et des activités de réassurance. La baisse du revenu de placement imputable aux faibles taux d'intérêt et l'augmentation du nombre de rachats de polices chez RBC Liberty Insurance ont contribué au recul de 7 % des revenus.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	10 %	1 529 \$	1 393 \$
Revenus bruts	(7)	362	388
Actif moyen	2	4 400	4 300
Nombre :			
De polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada (en milliers)	11	2 930	2 645
De polices d'assurance-vie en vigueur aux États-Unis (en milliers)	(11)	2 325	2 600
De biens sous gestion aux États-Unis	(2)	367	375
D'agents aux États-Unis	(4)	690	718

Les revenus tirés des assurances de dommages ont progressé en 2002, en raison principalement du rendement accru de nos activités de réassurance IARD et d'assurance voyage. En 2001, les revenus tirés de ces activités avaient subi l'incidence défavorable des demandes de règlement liées aux événements tragiques survenus au World Trade Center.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	14 %	413 \$	363 \$
Revenus bruts	80	45	25
Actif moyen	–	700	700
Nombre :			
De polices d'assurance des particuliers en vigueur – assurances habitation et automobile (en milliers)	37	93	68
De couvertures – assurance voyage (en milliers)	(7)	2 339	2 510

L'augmentation importante des primes est attribuable à la hausse des primes tirées des services de réassurance structurés, qui a contrebalancé la croissance plus faible enregistrée par nos divisions de services d'impartition aux États-Unis. La hausse des revenus reflète le rendement accru des activités de réassurance structurée et l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois. Notre réseau des agences a grossi considérablement en 2002, en raison des investissements accrus dans notre réseau de distribution exclusif.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	45 %	81 \$	56 \$
Revenus bruts	51	101	67
Actif moyen	67	500	300
Nombre :			
D'agents – Réseau des agences	22	554	455
D'appels – Services d'assistance (en milliers)	(3)	681	699
De polices administrées aux États-Unis (en milliers)	(6)	4 100	4 342

RBC Investissements

Profil

RBC Investissements offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage traditionnel et à escompte, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, et produits et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de RBC Banque Royale au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des succursales de RBC Dain Rauscher aux États-Unis, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. En septembre 2002, nous avons restructuré certains réseaux de distribution au Canada et établi une structure de gestion unique, de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées.

Profil de l'industrie

La gestion du patrimoine est un secteur hautement concurrentiel au sein duquel plusieurs grandes entreprises et petits établissements spécialisés offrent leurs produits et services aux clients fortunés et jouissant d'un avoir net élevé. Un grand nombre de ces entreprises ont récemment élaboré des stratégies afin d'attirer la clientèle ayant un avoir net élevé. La volatilité des marchés et la hausse des coûts liés à la gestion des risques propres au secteur ont entraîné une variation de la rentabilité de certaines de ces entreprises et incité un certain nombre d'entre elles à modifier leur façon de procéder. Les regroupements effectués au sein de l'industrie des fonds communs de placement n'ont pas eu de répercussions importantes sur l'environnement concurrentiel, car toutes les entreprises du secteur continuent d'accroître leurs réseaux de distribution. De plus fortes pressions s'exercent sur les services de courtage à escompte en raison de la baisse des volumes de transactions, de la conjoncture et du fait que les clients ont recours à des services non productifs de revenus tels que des services de recherche, de cotation et de calcul en ligne de la composition de l'actif.

Nos forces

- Gestion des relations avec la clientèle par un personnel expérimenté et au moyen d'applications technologiques
- Capacité d'offrir aux clients les produits et services dont ils ont besoin pour répondre à leurs objectifs financiers
- Multiples réseaux de distribution à la convenance des clients
- Accès à toute la clientèle de RBC
- Solutions axées sur des stratégies de placement données et sur la tolérance au risque des clients

Notre stratégie

Nous objectif vise à devenir, à l'échelle internationale, le principal prestataire de solutions de placement personnalisées et exhaustives aux particuliers, et à aligner ces solutions sur les besoins des clients et sur les marchés où nous offrons nos services.

Au Canada :

- Aligner les réseaux de distribution et les types de services sur les besoins et préférences des clients.
- Établir des relations permanentes et intergénération avec les clients en leur offrant des produits et services axés sur leurs besoins liés aux diverses étapes de la gestion de leur patrimoine.

Aux États-Unis :

- Assurer notre croissance en élargissant et en approfondissant nos relations avec nos clients existants, ainsi qu'en effectuant des acquisitions ciblées au fil du temps, de manière à accroître notre part du marché et l'envergure de nos activités.

À l'échelle internationale :

- Fournir des services spécialisés à nos clients situés partout au monde.
- Offrir des solutions et fournir des conseils et des options au sein d'un environnement commercial international de plus en plus transparent.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons qu'il faudra attendre au troisième trimestre de 2003 pour constater une confiance accrue des investisseurs et une amélioration du rendement des marchés financiers, et nous nous attendons par conséquent à une croissance modeste des revenus en 2003. Les mesures de compression des coûts devraient nous aider à faire en sorte que la croissance des charges demeure inférieure à celle des revenus. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis devraient reculer d'environ 40 millions de dollars en 2003, résultat qui contribuera à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 33 %, et le bénéfice net de base a progressé de 44 %. La croissance du bénéfice net de base est attribuable à l'augmentation du bénéfice de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'à la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (un amortissement de l'écart d'acquisition de 107 millions de dollars a été constaté en 2001). Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est établi à 3 millions de dollars en 2002, par rapport à une perte de 73 millions l'an dernier (perte de 33 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition). L'amélioration du bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est produite malgré la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention, et elle reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001 (dont les activités ont depuis lors été intégrées à celles de RBC Dain Rauscher) ainsi qu'une solide croissance de sa division des services à revenu fixe. En excluant RBC Dain Rauscher, le bénéfice net de base a augmenté de 9 %, en raison surtout de la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002. Le rendement des capitaux propres est demeuré dans l'ensemble inchangé par rapport à l'an dernier, en excluant le gain tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc.

Le rendement des capitaux propres de base a diminué pour s'établir à 11,0 %, par rapport à 12,2 %, en raison surtout d'un montant supplémentaire de 1,2 milliard de dollars en capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affecté à ce secteur en 2002. Une tranche de 700 millions de dollars de l'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires concerne l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, et la tranche restante est en grande partie attribuable aux changements apportés au processus d'attribution du capital pour tenir compte du risque opérationnel lié à ce secteur d'exploitation.

Les revenus ont connu une hausse de 12 % par rapport à 2001, ou 26 % en excluant les éléments exceptionnels de 2001. La croissance des revenus reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et les résultats solides de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher. En excluant la croissance des revenus de 875 millions de dollars de RBC Dain Rauscher, les revenus de base ont reculé de 6 % en raison du faible volume des transactions effectuées par les clients en 2002.

Les charges ont augmenté de 25 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées aux États-Unis, qui sont passés de 88 millions de dollars en 2001 à 107 millions, dont une tranche de 45 millions est imputable à Tucker Anthony Sutro. La part de RBC Dain Rauscher de la croissance des charges en 2002 s'est chiffrée à 774 millions de dollars. En excluant RBC Dain Rauscher, les charges ont reculé de 9 %, résultat qui reflète la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, l'augmentation des charges en 2001 découlant de la moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition lié à Connor Clark, ainsi que notre gestion efficace des charges.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(4)%	371 \$	385 \$
Autres produits	14	3 274	2 861
Revenus bruts	12	3 645	3 246
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	(150)	(1)	2
Total	(150)	(1)	2
Frais autres que d'intérêt (1)	25	3 146	2 507
Bénéfice net avant impôts	(32)	500	737
Charge d'impôts	(30)	157	224
Bénéfice net	(33)%	343 \$	513 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(2)\$	(81)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(900)p.b.	12 %	21 %
Rendement des capitaux propres	(1 620)p.b.	11,0 %	27,2 %
Profit économique	(117)%	(17)\$	101 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	67	3 000	1 800
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	26	3 645	2 897
Bénéfice net	44	343	239
Rendement des capitaux propres	(120)p.b.	11,0 %	12,2 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	14 %	12 001	10 512

(1) Comprend une charge de 107 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Planification financière

La nouvelle plateforme de services de planification financière est exploitée en collaboration avec RBC Banque. Ce groupe offre des services aux clients des succursales dont les actifs pouvant être investis excèdent 50 000 \$, et dont une partie doit être placée dans des fonds communs de placement et dans des biens sous gestion. Il se compose de 1 100 planificateurs financiers et de 550 planificateurs en matière de placements et de retraite touchant des commissions, qui sont également des planificateurs financiers et des vendeurs autorisés de fonds communs de placement.

Groupe Courtage Canada et International

Ce groupe inclut notre division des services aux particuliers (services de courtage traditionnel) et RBC Actions en Direct (services de courtage à escompte) et il s'adresse aux investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et aux investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 1 420 conseillers en placement et plus de 180 représentants en placement, et ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Le groupe inclut en outre le Groupe conseils internationaux, dont les employés situés au Canada et à l'étranger servent une clientèle internationale. Notre objectif vise à maintenir notre position sur le marché canadien, en continuant d'accroître et d'améliorer nos relations avec les clients.

RBC Gestion Privée Globale – Canada

Nos groupes de conseils privés, de services fiduciaires aux particuliers et de gestion privée offrent des services aux clients ayant un avoir net élevé, ainsi que des services de gestion des relations aux clients qui désirent obtenir des solutions élaborées. Ce groupe travaille en collaboration avec RBC Gestion Privée Globale (l'unité internationale) de manière à s'assurer que nous pouvons servir les clients dont les intérêts se trouvent au Canada et à l'étranger. Au Canada, les services sont offerts par 60 conseillers en placement, 80 administrateurs fiduciaires et 200 banquiers privés situés partout au pays.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité inclut RBC Gestion Mondiale des Investissements et RBC Fonds, la deuxième société de fonds communs de placement en importance au Canada. Nous gérons des actifs de plus de 40 milliards de dollars placés dans des fonds communs de placement et des caisses communes, ainsi que d'autres actifs de nos clients. Nous offrons des produits de gestion des placements exclusifs et gérés par des tiers et fournissons des services-conseils, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale, des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes, aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales, ainsi que d'autres produits de placement. Notre objectif de 2003 est de poursuivre la stratégie mise en œuvre en 2001 afin d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement. Cette stratégie a donné lieu à une augmentation de 12 % de notre part du marché canadien des fonds communs de placement au cours des deux dernières années.

États-Unis

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher comprend une filiale de services de courtage traditionnel située à Minneapolis et une division de services à revenu fixe. RBC Dain Rauscher prévoit élargir ses activités en rehaussant et en approfondissant ses relations avec ses clients existants grâce à sa compréhension des besoins des clients et de la rentabilité potentielle de ces relations. Elle compte par ailleurs se concentrer sur les occasions susceptibles d'accroître notre part de marché et l'envergure de nos activités dans nos marchés existants. L'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, a été menée à terme en 2002 et fait de RBC Dain Rauscher la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offre des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 000 conseillers financiers, et comporte une division de services à revenu fixe comptant 280 spécialistes des services de banque d'affaires, représentants et courtiers servant une clientèle institutionnelle et des clients de détail à l'échelle du pays.

À l'échelle internationale

RBC Gestion Privée Globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé, dans plus de 100 pays. Notre objectif est d'offrir des services spécialisés aux clients ayant un avoir net élevé et des actifs supérieurs à 1 million de dollars. En 2003, nous comptons augmenter nos revenus en optimisant les capacités de gestion des relations avec la clientèle au sein du groupe en considérant des acquisitions possibles en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, et en établissant des alliances dans les marchés où nous exerçons déjà des activités. L'ajout de services de gestion des investissements non exclusifs nous permettra d'accroître la valeur des services proposés à nos clients.

Faits saillants financiers par division

Les revenus de RBC Investissements ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention à la page 32A. La baisse des revenus tirés du Groupe Courtage Canada et International est imputable à la réduction des volumes de transactions et des revenus provenant des services tarifés, qui reflète la faiblesse continue des marchés financiers. Les revenus de Gestion mondiale d'actifs ont reculé de 57 %, car les revenus en 2001 incluaient un gain de 313 millions de dollars tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc. ainsi que l'inscription des derniers résultats de cette division sur une période de dix mois.

Revenus

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Groupe courtage			
Canada et International	(9)%	984 \$	1 076 \$
RBC Dain Rauscher (1)	106	1 702	827
RBC Gestion Privée Globale (2)	5	678	643
Gestion mondiale d'actifs (3)	(57)	286	660
Autres (4)	(112)	(5)	40
	12 %	3 645 \$	3 246 \$

- (1) Les revenus de 2002 comprennent ceux de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.
- (2) Comprend les activités au Canada et à l'étranger ainsi que la Planification financière.
- (3) Les revenus de 2001 comprennent ceux de Gestion Placements TR Inc. jusqu'au 15 août 2001, ainsi qu'un gain de 313 millions de dollars à la vente de Gestion Placements TR Inc.
- (4) Les revenus de 2001 comprennent un gain de 36 millions de dollars à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite. En excluant ce gain, les revenus de 2001 s'établissent à 4 millions de dollars.

Malgré les difficultés que les marchés financiers ont connues, le Groupe Courtage Canada et International a enregistré une croissance de ses actifs, attribuable principalement aux actifs donnant lieu à des services tarifés. L'augmentation des biens administrés de RBC Gestion Privée Globale découle de l'accroissement des nouvelles affaires, de l'acquisition des actifs de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques et d'une plus-value de 5 % de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Ces augmentations ont largement contrebalancé la diminution des biens administrés de RBC Dain Rauscher imputable au recul des valeurs du marché, ainsi que la baisse prévue par suite de la réduction du nombre de courtiers résultant de la faiblesse des marchés et de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher.

Biens administrés

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers			
Groupe courtage			
Canada et International	3 %	111 340 \$	107 760 \$
RBC Dain Rauscher	(18)	132 930	161 740
RBC Gestion Privée Globale	21	82 390	67 990
	(3)	326 660	337 490
Institutions – RBC Gestion Privée Globale	14	69 730	61 010
	(1)%	396 390 \$	398 500 \$

Le recul des biens sous gestion reflète principalement la baisse de valeur des actifs imputable à la faiblesse des marchés financiers. Dans le cadre de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher, nous avons procédé au désinvestissement d'une entreprise de gestion des actifs secondaire acquise dans le cadre de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Ce désinvestissement a donné lieu à une baisse des biens sous gestion des particuliers. Une tranche importante de l'augmentation des biens sous gestion des institutions découle de l'accumulation de nouveaux actifs réalisée par RBC Gestion Privée Globale et par RBC Dain Rauscher. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés relativement stables, car la baisse des valeurs du marché a été contrebalancée par le nombre élevé de ventes nettes découlant d'une campagne fructueuse de cotisations aux REER.

Biens sous gestion

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers	(23)%	35 660 \$	46 620 \$
Institutions	9	18 410	16 940
Fonds communs de placement	(1)	34 230	34 550
	(10)%	88 300 \$	98 110 \$

RBC Marchés des Capitaux

Profil

RBC Marchés des Capitaux offre des services financiers de gros aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. RBC Marchés des Capitaux, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 27 autres villes.

Profil de l'industrie

Le marché canadien des services financiers de gros est un marché établi, et un grand nombre d'entreprises canadiennes cherchent donc des occasions de croissance à l'extérieur de leur marché national, et plus particulièrement aux États-Unis. Plusieurs grandes banques d'investissement mondiales ont une position dominante sur les marchés financiers aux États-Unis, et elles cherchent à se classer dans le quartile supérieur des sociétés inscrites à l'indice S&P 500. Nous sommes toutefois d'avis que des occasions importantes s'offrent aux sociétés de services spécialisés qui cherchent à se classer dans le quartile inférieur de cet indice. La réussite en Amérique du Nord repose sur la capacité de fournir aux clients des solutions innovatrices à valeur ajoutée qui traduisent une bonne compréhension de la société et de l'industrie. Les entreprises reconnues pour leur respect de normes déontologiques élevées bénéficieront d'un nombre croissant de nouvelles occasions d'affaires.

Nos forces

- Quartile supérieur des parts de marché dans presque tous nos secteurs d'activité au Canada
- Réputation établie en tant que principal courtier en valeurs mobilières au Canada, comme en témoigne notre part de marché dominante
- Capacités supérieures de montage et de distribution, comme en témoigne notre classement aux tableaux des preneurs fermes
- Expertise et connaissance des marchés dans de nombreuses industries

Notre stratégie

Nous visons à être reconnus, d'après les classements externes, comme la principale banque de services aux entreprises et de services d'investissement au Canada, et à établir des secteurs d'exploitation intégrés fructueux en Amérique du Nord, tout en continuant d'offrir des services spécialisés à l'échelle internationale.

Les stratégies clés de RBC Marchés des Capitaux incluent les suivantes :

- Au Canada, maintenir notre position de leader en matière de prestation de services traditionnels dans tous nos marchés, en continuant d'optimiser nos relations de longue date avec la clientèle, l'étendue de nos services de négociation, de recherche et de vente, ainsi que notre marque et notre réputation sur les marchés canadiens.
- Aux États-Unis, fournir des solutions à valeur ajoutée en offrant aux clients un vaste choix de portefeuilles de produits par l'entremise d'équipes spécialisées, de manière à développer des activités intégrées en Amérique du Nord. Nous optimiserons nos capacités en matière de recherche et de services-conseils dans des secteurs d'activité ciblés en Amérique du Nord, notamment ceux de l'énergie, de la technologie, des communications, des soins de santé, des produits de grande consommation et des institutions financières de taille moyenne.
- Poursuivre l'expansion de nos services spécialisés à l'échelle internationale en offrant aux clients des solutions personnalisées à valeur ajoutée en matière d'obligations, de fonds du marché monétaire, d'opérations de change, de financement structuré, ainsi que de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis ainsi qu'à une reprise modérée des marchés financiers en 2003, et nous prévoyons par conséquent une croissance des revenus modeste en 2003. Nos perspectives tiennent au fait que nous nous attendons à ce que les volumes de transactions, les opérations de fusion et d'acquisition, ainsi que les activités de placement de nouveaux titres et les services de consultation, augmentent pour s'établir à des niveaux plus normaux. Nous avons l'intention de continuer à nous concentrer sur la gestion stratégique de nos coûts et à maintenir un taux de croissance des charges inférieur à celui des revenus. Nous comptons également gérer de façon proactive le risque de crédit lié à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Rendement financier

Le bénéfice net a augmenté de 24 %, et le bénéfice net de base, de 15 %, et les dépenses ont connu une diminution beaucoup plus importante que celle que les revenus ont subie. Le rendement des capitaux propres de base est demeuré pour ainsi dire inchangé par rapport à 2001, et la hausse du bénéfice net a été contrebalancée par un montant supplémentaire de 700 millions de dollars en capitaux propres attribuables aux actionnaires affectés à ce secteur par rapport à l'an dernier, qui reflète les changements apportés à l'attribution du capital eu égard au risque de crédit.

Les revenus ont reculé de 111 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une diminution des revenus provenant des activités de négociation de notre plateforme, qui découle de la faiblesse continue des marchés financiers et du recul des revenus tirés des activités de prêts imputable aux réductions visées eu égard au portefeuille de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont chuté de 177 millions de dollars ou 10 % en raison d'une réduction des effectifs et des frais de rémunération variable. Les frais de rémunération au titre de la rétention se rapportant à l'acquisition de Dain Rauscher Wessels, dont les activités ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux depuis le début de 2002, ont également connu une baisse pour s'établir à 51 millions de dollars, par rapport à 88 millions en 2001.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 58 millions de dollars ou 14 % par rapport à 2001, en raison principalement de certains prêts accordés à des entreprises des secteurs des télécommunications, de la câblo-distribution et de l'énergie qui ont été classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par des gains tirés de produits dérivés de crédit connexes, qui ont été comptabilisés à titre d'autres produits. Les prêts douteux nets ont reculé de 22 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les radiations de prêts aux entreprises.

La baisse des impôts sur les bénéfices est attribuable aux réductions de taux dans différents territoires, de même qu'à des impôts sur les bénéfices plus élevés en 2001 en raison d'une charge fiscale spéciale de 28 millions de dollars présentée au tableau 6 de la page 27A.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	29 %	553 \$	430 \$
Autres produits	(10)	2 112	2 346
Revenus bruts	(4)	2 665	2 776
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	14	465	407
Total	14	465	407
Frais autres que d'intérêt (1)	(10)	1 627	1 804
Bénéfice net avant impôts	1	573	565
Charge d'impôts	(35)	135	208
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	—	21	21
Bénéfice net	24 %	417 \$	336 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(40)\$	(77)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	100 p.b.	15 %	14 %
Rendement des capitaux propres	70 p.b.	10,0 %	9,3 %
Profit économique	n.s.	(76)\$	(56)\$
Actif moyen	14 %	178 200	156 400
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	3	61 400	59 600
Moyenne des dépôts	12	79 200	70 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21	4 000	3 300
Résultats de base (2)			
Bénéfice net	15	417	364
Rendement des capitaux propres	(10)p.b.	10,0 %	10,1 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	(5)%	390 \$	412 \$
Radiations nettes	120	510	232
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	44 p.b.	0,83 %	0,39 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	(1)%	2 938	2 954

(1) Comprend une charge de 43 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Services des marchés financiers

Cette division, qui a été créée en novembre 2001, regroupe les activités de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées, ainsi que les services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux. Nous offrons une vaste gamme de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, et des services de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées.

Au Canada, nous exploiterons nos principales forces – expertise des marchés canadiens; étendue et durabilité de nos relations avec les clients; étendue de nos activités de négociation, de recherche et de vente; réputation de longue date pour ce qui est de notre position de principale banque d'investissement au pays – afin de continuer à offrir des services traditionnels à toutes les industries.

En Amérique du Nord, nous nous concentrerons sur diverses industries – notamment la technologie, les télécommunications, les soins de santé, l'énergie, les produits de grande consommation et les institutions financières de taille moyenne. En optimisant nos capacités en matière de recherche et de services-conseils, nous prévoyons être en mesure de nous différencier et d'offrir à nos clients cibles des connaissances supérieures en matière d'occasions de placement ainsi que des solutions axées sur le marché.

Produits financiers mondiaux

Cette division a été créée en novembre 2001 afin de reconnaître la convergence continue des produits financiers offerts aux clients. Elle regroupe des activités telles que le montage, la syndication, la titrisation, la négociation et la distribution de titres d'emprunt à l'échelle mondiale. Ces titres incluent des prêts, des obligations et des produits dérivés ayant une cote de titre de bonne qualité ou une notation sous la cote de titre de bonne qualité. Par ailleurs, la division Produits financiers mondiaux offre des services de gestion des actifs optimisés et constitue le centre d'expertise pour ce qui est des activités de négociation exclusives de RBC Marchés des Capitaux. Le regroupement de toutes ces activités nous permet de maximiser notre expertise interne et d'offrir aux clients un vaste éventail d'idées et de solutions à valeur ajoutée.

Nous entendons nous concentrer sur la détermination d'occasions qui pourraient nous permettre d'exploiter nos forces existantes et de fournir à nos clients des méthodes de structuration des transactions axées sur des solutions.

Services de trésorerie mondiaux

Les Services de trésorerie mondiaux regroupent nos activités dans le marché du change et les marchés monétaires et offrent à nos clients à l'échelle internationale des produits de change, des produits de base, des produits dérivés et des produits sur taux d'intérêt, ainsi que des services de gestion du risque de change et des services-conseils. Ces produits et services sont offerts par l'entremise d'un réseau mondial exhaustif de centres de vente et de négociation situés dans des villes telles que Toronto, Londres et New York. Nous sommes reconnus comme un leader du marché en matière de solutions de commerce électronique pour les opérations de change, et nous offrons également des services par le truchement de notre plateforme de négociation en ligne, FX Direct. Nous sommes par ailleurs membres de FXall, une plateforme de services de négociation mondiaux regroupant plusieurs banques. Nous continuerons d'investir dans des réseaux de prestation électronique innovateurs, qui nous permettent d'offrir des produits et services flexibles et élaborés.

Crédits mondiaux

La division Crédits mondiaux fournit des services de gestion centralisée de tous les risques de crédit de notre portefeuille de prêts. Bien que les prêts de gros soient essentiels à l'établissement et à l'accroissement d'activités à marge élevée, les activités de prêt doivent être effectuées de manière stratégique afin de maximiser le rendement pour les actionnaires. Nos spécialistes en gestion de portefeuille et des opérations ont recours à des outils d'analyse et de gestion des risques perfectionnés conçus pour faire en sorte que les taux de nos prêts tiennent compte des risques connexes et reflètent la valeur de tous les produits et services dont bénéficient les clients de RBC.

Nos spécialistes en matière d'opérations utilisent des structures appropriées pour fournir aux clients des solutions de crédit à valeur ajoutée, plutôt que des solutions de base. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos équipes de distribution afin de réduire davantage la taille de nos prêts aux entreprises, tout en continuant d'améliorer la qualité du bénéfice tiré de ces activités.

Placements alternatifs

La division Placements alternatifs a été créée en juin 2002 afin d'augmenter nos activités de gestion d'actifs de gros, qui regroupent à l'heure actuelle les opérations liées aux fonds spéculatifs et à des financements par capitaux propres. Les activités liées aux actifs non traditionnels fournissent des occasions de placement non conventionnelles aux particuliers ayant un avoir net élevé, aux entreprises et aux clients institutionnels. Ces options de placement incluent les fonds spéculatifs et les financements par capitaux propres, et elles peuvent s'étendre à d'autres opérations et produits tels que les prises de contrôle par emprunt, les titres de créance garantis et les contrats à terme gérés. Nous sommes positionnés idéalement pour optimiser notre infrastructure actuelle et notre connaissance supérieure des produits des autres secteurs d'exploitation de RBC qui ont des relations d'affaires bien établies avec notre clientèle cible.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à 2001, en raison notamment des facteurs suivants : le solide rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition au Canada, ainsi que des gains au titre de produits dérivés de crédit liés à des comptes classés à titre de prêts douteux au cours de l'exercice. Ces facteurs ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des activités de vente et de négociation, le faible rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition aux États-Unis, ainsi que le recul de 9 % des revenus de base tirés des activités de prêt. Ce dernier recul est imputable à une diminution des écarts et à la réduction visée du portefeuille de prêts aux entreprises, qui se traduit également par une baisse de 13 % de l'actif moyen.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	3 %	1 063 \$	1 034 \$
Actif moyen	(13)	13 600	15 700

Les revenus ont progressé de 5 % en 2002. Un environnement commercial caractérisé par des taux d'intérêt favorables au cours de l'exercice nous a aidés à accroître les revenus et les actifs de nos services traditionnels en matière d'obligations et de produits dérivés, ainsi que la croissance des revenus découlant de nouvelles initiatives en matière de titrisation, de financement avec effet de levier et de gestion des actifs. Les revenus provenant de nos activités de négociation exclusives ont reculé légèrement par rapport à 2001. Dans l'ensemble, la division a obtenu un bon rendement, malgré les difficultés que les marchés ont connues et le déplacement de nos bureaux de New York par suite des événements survenus le 11 septembre.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	5 %	884 \$	839 \$
Actif moyen	41	70 700	50 200

Les revenus ont subi une baisse de 18 % par rapport à 2001, exercice au cours duquel nous avons enregistré des revenus records. Les opérations de change se sont caractérisées par une volatilité accrue des taux de change et par une baisse des volumes, et l'incertitude liée à l'économie et aux taux d'intérêt a eu des répercussions défavorables sur les activités au sein des marchés monétaires. Les activités liées aux produits dérivés ont toutefois produit un bon rendement, et nous continuons d'augmenter nos revenus par le truchement de nos réseaux de commerce électronique.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(18)%	510 \$	619 \$
Actif moyen	6	76 000	72 000

Le recul de 45 % des revenus de la division Crédits mondiaux est en grande partie imputable au montant négatif net des ajustement à la valeur de marché apportés aux produits dérivés de crédit et aux autres instruments financiers, ainsi qu'aux réductions prévues visant notre portefeuille de prêts secondaire, qui se traduisent par un recul de 25 % de l'actif moyen. Ces diminutions ont neutralisé la croissance des revenus découlant de nos activités de prêts structurés ainsi que de nos efforts visant à favoriser les opérations de prêts se caractérisant par des valeurs plus élevées et une plus grande liquidité.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(45)%	112 \$	203 \$
Actif moyen	(25)	10 100	13 500

Les revenus ont progressé de 19 % grâce aux résultats solides de nos opérations liées aux fonds spéculatifs, qui représentent la majorité de nos revenus, et aux résultats stables de nos opérations de négociation exclusives, qui ont contrebalancé la baisse des revenus provenant des produits dérivés sur actions au Canada. Les revenus tirés de nos services de banque d'affaires ont eux aussi reculé en raison de la diminution des gains en capital et des moins-values de certains placements.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	19 %	96 \$	81 \$
Actif moyen	56	7 800	5 000

RBC Services Internationaux

Profil

RBC Services Internationaux offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services d'administration des placements, les services de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales. Notre participation de 50 % dans Solutions Moneris, une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes, est présentée sous RBC Services Internationaux.

Profil de l'industrie

L'industrie se caractérise par un nombre croissant de regroupements découlant de la mondialisation de certains secteurs. Des entreprises spécialisées et de nouveaux participants sur le marché font concurrence aux institutions financières traditionnelles. Les entreprises doivent accroître l'envergure de leurs activités pour soutenir les investissements de capitaux dans la technologie requise aux fins du lancement de nouveaux produits et services, pour permettre les changements d'infrastructure dictés par l'industrie et pour améliorer l'efficacité opérationnelle.

Nos forces

- Position de chef de file au Canada selon le volume de biens administrés et notre part du marché exprimée en pourcentage du nombre de clients
- Solides relations avec nos clients, comme en témoignent notre taux élevé de conservation de la clientèle et les nouvelles affaires générées par notre clientèle existante
- Qualité reconnue de nos services, comme en témoigne notre première place dans les sondages effectués par des tiers auprès des clients
- Élaboration et implantation continues de nouvelles solutions en matière de technologie et de service à la clientèle
- Optimisation de notre position sur le marché en alignant les ressources de RBC Services Internationaux sur l'expertise des autres plateformes de RBC, de manière à offrir des services intégrés de qualité supérieure sur le marché.

Notre stratégie

Nous désirons maintenir et améliorer notre position de chef de file au Canada et continuer à accroître notre présence concurrentielle à l'échelle internationale. À ces fins :

- nous exploiterons nos relations actuelles avec les clients afin de générer de nouvelles affaires dans des marchés nationaux et internationaux sélectionnés;
- nous accroîtrons nos activités au moyen d'alliances clés, d'acquisitions et de partenariats, et nous continuerons d'optimiser la coentreprise Solutions Moneris;
- nous assurerons la croissance de nos revenus en élaborant de nouveaux produits et en offrant des services à valeur ajoutée et à marges élevées, tels que des prêts de titres et des services-conseils en matière d'opérations commerciales;
- nous améliorerons nos plateformes liées au traitement et aux systèmes pour offrir de nouvelles capacités, accroître l'efficacité et réaliser des économies d'échelle;
- nous poursuivrons la transition vers des produits et services de paiement électronique, et nous nous concentrerons sur les solutions offertes sur le Web.

Perspectives pour 2003

Bien que nous prévoyions une hausse des taux d'intérêt au deuxième semestre de 2003, ces taux demeureront probablement faibles d'un point de vue historique et continueront d'avoir une incidence défavorable sur la croissance de nos revenus en 2003. Étant donné que nos revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse dépendent grandement des taux d'intérêt, la croissance de notre revenu net d'intérêt pourrait s'en trouver réduite. Par ailleurs, la reprise modeste des marchés financiers prévue au début du deuxième semestre de 2003 devrait avoir des répercussions positives sur les revenus tirés des opérations de change et sur les revenus provenant des services tarifés découlant d'une augmentation des biens administrés.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, en excluant le gain tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, a diminué de 8 % par rapport à l'an dernier, partiellement en raison du recul des revenus et d'une augmentation de la provision pour pertes sur créances.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 28,4 %, comparativement à un rendement des capitaux propres de base de 34,3 % en 2001. Cette baisse reflète un recul du bénéfice net ainsi qu'une augmentation de 100 millions de dollars des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en 2002. La hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur reflète la participation de 50 % dans la coentreprise Solutions Moneris, ainsi qu'une augmentation du capital attribué pour tenir compte du risque opérationnel.

Les revenus ont subi une baisse de 4 % par rapport à l'an dernier, qui reflète le recul du revenu d'intérêt imputable à la réduction des taux d'intérêt, ainsi que la diminution des revenus tirés des opérations de change, qui ont largement neutralisé une augmentation de 10 % du revenu provenant des services tarifés. Les revenus de base (qui excluent un gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris) ont progressé de 5 %. L'acquisition, le 31 juillet 2001, de Perpetual Fund Services, une société australienne qui offre des services de garde de valeurs, d'administration de placements et d'enregistrement de parts, de même que le changement dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris, ont eu une incidence positive sur les revenus. Depuis novembre 2001, nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ces facteurs, les revenus sont demeurés inchangés.

Les charges ont augmenté de 69 millions de dollars ou 12 % en 2002, en raison de l'inclusion des résultats de Perpetual Fund Services sur tout l'exercice ainsi que de nos investissements continus de capitaux dans la technologie. En excluant l'acquisition de Perpetual Fund Services et le changement dans la méthode de comptabilisation des services que nous offrons à Solutions Moneris et dont il est fait mention ci-dessus, les charges ont progressé de 5 %.

L'augmentation de la provision pour pertes sur créances et des prêts douteux nets est liée à des prêts en Argentine, qui ont été comptabilisés à titre de prêts douteux au cours de l'exercice.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(7)%	137 \$	147 \$
Autres produits	(4)	820	851
Revenus bruts	(4)	957	998
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	n.s.	10	(2)
Total	n.s.	10	(2)
Frais autres que d'intérêt (1)	12	668	599
Bénéfice net avant impôts	(30)	279	401
Charge d'impôts	(22)	108	138
Bénéfice net	(35)%	171 \$	263 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(41)	10 \$	17 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(500)p.b.	6 %	11 %
Rendement des capitaux propres	(2 050)p.b.	28,4 %	48,9 %
Profit économique	(19)%	98 \$	121 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20	600	500
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	5	957	909
Bénéfice net	(8)	171	186
Rendement des capitaux propres	(590)p.b.	28,4 %	34,3 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	n.s.	– \$	(11)\$
Radiations nettes	(114)%	(1)	7
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(40)p.b.	(0,05)%	0,35 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1 %	2 571	2 557

(1) Comprend une charge de 8 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un chef de file en matière d'administration de placements auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. Nous exploitons 13 bureaux dans le monde, et notre réseau de services de garde internationaux s'étend sur 80 marchés.

Notre objectif consiste à continuer de miser sur notre position de chef de file au Canada pour étendre nos activités à l'échelle mondiale, tout en mettant l'accent sur les services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée.

Nous prévoyons continuer à accroître nos revenus provenant des services tarifés en :

- vendant de nouveaux produits et services à nos clients actuels;
- élargissant notre gamme de produits en Europe et dans la région Asie-Pacifique;
- explorant de nouvelles possibilités d'alliances et d'acquisitions.

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent notamment la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Notre objectif vise à tirer profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens en :

- déterminant des solutions à valeur ajoutée distinctes qui répondent aux besoins uniques des divers segments de marché;
- ajoutant des sources de revenus au moyen de nouveaux services intégrant les nouveaux produits de RBC Services Internationaux et ceux des autres plateformes d'exploitation.

Nous continuerons de surveiller et de gérer activement notre exposition aux marchés présentant des risques plus élevés.

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie, de paiement et de conseils liés aux opérations commerciales aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre groupe de gestion de trésorerie offre aux clients un vaste éventail de solutions qui favorisent une gestion plus efficace des flux de trésorerie et une meilleure intégration avec les activités de traitement des opérations des clients. Par l'entremise de Solutions Moneris, nous offrons aux commerçants des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit et de débit.

Notre objectif vise à demeurer le principal prestataire au Canada, en maintenant des relations rentables avec les clients et en accroissant notre part de marché dans les marchés stratégiques. Nous comptons pour ce faire :

- avoir recours à une segmentation du marché de manière à répondre aux besoins divers des marchés commerciaux;
- élargir la fonctionnalité de notre réseau de distribution sur le Web eu égard aux services de gestion de trésorerie et de conseils liés aux opérations commerciales;
- lancer de nouveaux produits et services liés aux opérations commerciales et accroître nos alliances commerciales afin de satisfaire aux exigences des clients en matière de commerce international, tout en gérant le risque efficacement;
- optimiser notre prestation de services de gestion de trésorerie et notre position de chef de file en matière de services.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 millions de dollars ou 1 % en 2002, car l'incidence positive de l'acquisition de Perpetual Fund Services et la hausse du revenu provenant des services tarifés ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des opérations de change et du revenu d'intérêt, imputable aux faibles taux d'intérêt. Les biens administrés ont augmenté de 3 % par rapport à 2001 en raison des nouvelles affaires générées, mais l'incidence du recul du marché des actions a largement effacé ces améliorations.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	1 %	401 \$	398 \$
Biens administrés	3	963 200	936 700

Les revenus ont reculé de 15 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une baisse du revenu d'intérêt imputable aux faibles taux d'intérêt. De plus, certains revenus provenant des services tarifés ont été transférés de RBC Services Internationaux à RBC Marchés des Capitaux en 2002, ce qui a entraîné une baisse des revenus. La diminution de l'actif moyen reflète les réductions stratégiques de la taille de notre portefeuille de prêts en Amérique latine, qui totalise actuellement 146 millions de dollars.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(13)%	98 \$	113 \$
Actif moyen	(15)	1 700	2 000
Moyenne des dépôts	—	1 700	1 700

Les revenus ont subi une baisse de 29 millions de dollars ou 6 % par rapport à 2001. En excluant le gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, les revenus ont progressé de 60 millions ou 15 %. Cette augmentation reflète principalement un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans la méthode de comptabilisation des services que nous fournissons à Solutions Moneris. Nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ce facteur, les revenus ont augmenté de 10%, résultat qui reflète la hausse du revenu provenant des services tarifés.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(6)%	458 \$	487 \$
Revenus bruts de base (1)	15	458	398
Moyenne des dépôts	6	6 350	6 000
Volumes de paiement (2)	12	7 440	6 670
Erreurs de paiement			
(par tranche de 10 000 paiements)	(40)	0,33	0,55

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A.

(2) Rajusté pour refléter des types de paiements qui n'étaient pas inclus en 2001.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus de 7 %
- Croissance des revenus d'exploitation (de base) de 10 %, qui reflète les acquisitions
- Maintien des revenus d'exploitation, exclusion faite des acquisitions récentes aux États-Unis
- Revenu net d'intérêt en hausse de 10 %
- Marge nette d'intérêt de 1,96 %, en baisse de quatre points de base
- Autres produits en hausse de 4 %, et autres produits de base en hausse de 10 %
- Autres produits représentant 54 % du total des revenus

TABLEAU 7 Revenus d'exploitation

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Revenu net d'intérêt	7 198 \$	6 549 \$	649 \$	10 %
Autres produits	8 562	8 215	347	4
Total des revenus (déclaré)	15 760	14 764	996	7
Moins : éléments exceptionnels (1)	—	(445)	(445)	n.s.
Revenus d'exploitation	15 760	14 319	1 441	10
Moins : revenus tirés des acquisitions récentes aux États-Unis (2)	(3 190)	(1 687)	1 503	89
Revenus d'exploitation, déduction faite des acquisitions récentes aux États-Unis	12 570 \$	12 632 \$	(62)\$	— %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a aucun élément exceptionnel en 2002.
(2) Représente les revenus de RBC Centura (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), mais exclut les revenus de Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.
n.s. non significatif

Le total des revenus a progressé de 1,0 milliard de dollars ou 7 % par rapport à 2001. Les revenus d'exploitation (de base) (qui excluent des gains de 445 millions de dollars tirés des éléments exceptionnels comptabilisés en 2001) ont augmenté de 1,4 milliard ou 10 % comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau ci-dessus, la croissance des revenus d'exploitation est entièrement attribuable aux revenus tirés des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier. Les charges d'exploitation ont pour leur part reculé de 5 % (comme il est expliqué dans la section Contrôle des coûts, à la page 42A).

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a connu une hausse de 10 % par rapport à 2001, pour s'établir à 7,2 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, le revenu net d'intérêt a augmenté de 2 % en raison de l'augmentation des actifs productifs d'intérêts, notamment les prêts hypothécaires résidentiels, qui a largement contrebalancé la réduction des écarts sur les dépôts.

Comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a reculé de quatre points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 1,96 %, résultat qui reflète le resserrement de l'écart entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 6,55 % à l'exercice 2001 à 4,15 %.

TABLEAU 8 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000
Actif moyen	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$
Revenu net d'intérêt (1)	7 198	6 549	5 307
Marge nette d'intérêt (2)	1,96 %	2,00 %	1,88 %

(1) Selon l'équivalent imposable.
(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Perspectives

Nous nous attendons à une certaine reprise des activités au sein des marchés financiers, à une hausse des taux d'intérêt au Canada, ainsi qu'à une croissance de l'économie au Canada et aux États-Unis un peu plus rapide qu'en 2002, et nous visons par conséquent une croissance des revenus de base de 5 % à 8 % à l'exercice 2003.

TABEAU 9 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Actif									
Dépôts à des banques									
Au Canada	367 \$	449 \$	612 \$	7 \$	18 \$	22 \$	1,91 %	4,01 %	3,59 %
À l'étranger	15 382	16 154	13 888	476	813	802	3,09	5,03	5,77
	15 749	16 603	14 500	483	831	824	3,07	5,01	5,68
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	65 422	51 429	38 450	1 945	2 143	1 519	2,97	4,17	3,95
Titres du compte de placement	25 171	21 154	20 142	1 127	1 125	1 129	4,48	5,32	5,61
Titres de substitut de prêt	407	463	495	43	45	49	10,57	9,72	9,90
	91 000	73 046	59 087	3 115	3 313	2 697	3,42	4,54	4,56
Biens acquis en vertu de conventions de revente	35 463	29 591	21 729	651	1 163	1 078	1,84	3,93	4,96
Prêts (3)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	65 901	62 448	59 860	3 903	4 087	3 891	5,92	6,54	6,50
Prêts aux particuliers	26 631	28 089	26 949	1 734	2 325	2 290	6,51	8,28	8,50
Prêts sur cartes de crédit	4 354	4 586	3 559	519	556	405	11,92	12,12	11,38
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	28 650	32 347	32 927	1 291	1 281	1 506	4,51	3,96	4,57
	125 536	127 470	123 295	7 447	8 249	8 092	5,93	6,47	6,56
À l'étranger	41 132	32 836	24 495	3 016	3 783	3 446	7,33	11,52	14,07
	166 668	160 306	147 790	10 463	12 032	11 538	6,28	7,51	7,81
Total de l'actif productif d'intérêts	308 880	279 546	243 106	14 712	17 339	16 137	4,76	6,20	6,64
Dépôts non productifs d'intérêts à des banques	1 753	1 188	930						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres actifs	48 152	36 476	27 583						
Total de l'actif	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	14 712 \$	17 339 \$	16 137 \$	4,01 %	5,30 %	5,72 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (4)									
Au Canada	111 880 \$	110 228 \$	107 533 \$	2 964 \$	4 712 \$	5 060 \$	2,65 %	4,27 %	4,71 %
À l'étranger	108 620	89 629	70 575	2 745	4 000	3 997	2,53	4,46	5,66
	220 500	199 857	178 108	5 709	8 712	9 057	2,59	4,36	5,09
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 912	16 509	14 195	797	654	656	4,00	3,96	4,62
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	19 630	19 892	11 873	414	894	653	2,11	4,49	5,50
Débiteures subordonnées	6 804	6 805	5 129	406	410	344	5,97	6,02	6,71
Autres passifs portant intérêt	5 546	3 042	3 042	188	120	120	3,39	3,94	3,94
Total du passif portant intérêt	272 392	246 105	212 347	7 514	10 790	10 830	2,76	4,38	5,10
Dépôts ne portant pas intérêt	19 897	18 568	15 654						
Acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres passifs	47 974	36 621	30 829						
	348 778	311 184	269 111	7 514	10 790	10 830	2,15	3,47	4,02
Capitaux propres									
Actions privilégiées	1 713	2 073	1 975						
Actions ordinaires	16 809	13 843	10 814						
Total du passif et des capitaux propres	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	7 514 \$	10 790 \$	10 830 \$	2,05 %	3,30 %	3,84 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	7 198 \$	6 549 \$	5 307 \$	1,96 %	2,00 %	1,88 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêts moyen									
Au Canada	196 321 \$	182 904 \$	176 865 \$	6 539 \$	5 343 \$	4 796 \$	3,33 %	2,92 %	2,71 %
À l'étranger	112 559	96 642	66 241	659	1 206	511	0,59	1,25	0,77
Total	308 880 \$	279 546 \$	243 106 \$	7 198 \$	6 549 \$	5 307 \$	2,33 %	2,34 %	2,18 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 321 millions de dollars (328 millions en 2001; 274 millions en 2000). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 38,5 % (41,5 % en 2001; 42,8 % en 2000) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux et sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances.

(4) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 39 milliards de dollars (38 milliards en 2001; 34 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 0,3 milliard (0,6 milliard en 2001; 0,7 milliard en 2000), ainsi que des taux moyens de 0,69 % (1,58 % en 2001; 2,06 % en 2000), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 47 milliards de dollars (44 milliards en 2001; 38 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 1,3 milliard (2,0 milliards en 2001; 2,0 milliards en 2000), ainsi que des taux moyens de 2,86 % (4,55 % en 2001; 5,26 % en 2000), respectivement.

TABEAU 10 Variation du revenu net d'intérêt

	2002 sur 2001 Facteurs d'augmentation (de diminution)			2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)						
Actif						
Dépôts à des banques						
Au Canada	(3)\$	(8)\$	(11)\$	(6)\$	2 \$	(4)\$
À l'étranger	(37)	(300)	(337)	121	(110)	11
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	502	(700)	(198)	537	87	624
Titres du compte de placement	195	(193)	2	55	(59)	(4)
Titres de substitut de prêt	(6)	4	(2)	(3)	(1)	(4)
Biens acquis en vertu de conventions de revente	197	(709)	(512)	339	(254)	85
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	218	(402)	(184)	169	27	196
Prêts aux particuliers	(116)	(475)	(591)	95	(60)	35
Prêts sur cartes de crédit	(28)	(9)	(37)	123	28	151
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(156)	166	10	(26)	(199)	(225)
À l'étranger	813	(1 580)	(767)	1 035	(698)	337
Total du revenu d'intérêt	1 579 \$	(4 206)\$	(2 627)\$	2 439 \$	(1 237)\$	1 202 \$
Passifs						
Dépôts						
Au Canada	70 \$	(1 818)\$	(1 748)\$	124 \$	(472)\$	(348)\$
À l'étranger	727	(1 982)	(1 255)	951	(948)	3
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	136	7	143	99	(101)	(2)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(12)	(468)	(480)	377	(136)	241
Déventures subordonnées	—	(4)	(4)	104	(38)	66
Autres passifs portant intérêt	87	(19)	68	—	—	—
Total des frais d'intérêt	1 008	(4 284)	(3 276)	1 655	(1 695)	(40)
Revenu net d'intérêt	571 \$	78 \$	649 \$	784 \$	458 \$	1 242 \$

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

Autres produits

Comme l'indique le tableau 11, à la page 41A, les autres produits ont progressé de 347 millions de dollars ou 4 % par rapport à 2001, et les autres produits de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6 à la page 27A) ont augmenté de 792 millions ou 10 %, augmentations qui reflètent les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Les autres produits de base de RBC Banque se sont accrus de 11 %, ceux de RBC Assurances ont augmenté de 4 %, et ceux de RBC Investissements ont progressé de 30 %, résultats qui reflètent en grande partie les acquisitions effectuées. Les autres produits de base de RBC Services Internationaux ont grimpé de 8 %, mais ceux de RBC Marchés des Capitaux ont reculé de 10 %.

En excluant l'incidence des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les autres produits de base ont baissé de 183 millions de dollars ou 3 %.

Les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont connu une hausse de 23 %, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont progressé de 17 %, et les revenus tirés de la gestion de placements et des services de garde ont inscrit une hausse de 8 %, en partie en raison des acquisitions effectuées. Les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui se rapportent aux prêts hypothécaires montés aux États-Unis) se sont accrus de 8 %, les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 4 %, et les revenus tirés des activités de titrisation ont augmenté de 41 %, résultat qui reflète la titrisation, cet exercice, de prêts hypothécaires résidentiels de

3,7 milliards de dollars. Les revenus sur cartes ont connu une hausse de 8 %. Malgré la contribution des récentes acquisitions aux États-Unis, les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 3 %. Les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 1 %, et les commissions de crédit ont reculé de 6 %. Les autres produits ont connu une hausse de 169 millions de dollars ou 53 %, qui découle en grande partie d'une augmentation de 77 millions des revenus provenant des services tarifés touchés par RBC Dain Rauscher relativement à la prestation de services administratifs à d'autres maisons de courtage, ainsi que d'une hausse de 19 millions des commissions touchées par RBC Liberty Insurance eu égard à la prestation de services administratifs à d'autres sociétés d'assurances.

En excluant l'incidence des récentes acquisitions aux États-Unis, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont augmenté de 82 millions de dollars, les revenus tirés de la titrisation ont progressé de 51 millions, les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 27 millions, les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 8 millions, les commissions de crédit ont subi une baisse de 17 millions, les commissions sur le marché financier ont reculé de 23 millions, les commissions de gestion de placements et de services de garde ont diminué de 77 millions et les revenus tirés des activités de négociation ont connu une baisse de 302 millions.

Les autres produits ont représenté 54 % du total des revenus, soit un résultat inchangé par rapport à 2001.

TABEAU 11 Autres produits

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	1 866 \$	1 523 \$	1 538 \$	343 \$	23 %
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540	(54)	(3)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860	83	8
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756	154	17
Revenus tirés de fonds communs de placement	723	692	624	31	4
Revenus sur cartes	496	458	420	38	8
Revenus de change autres que de négociation	279	312	299	(33)	(11)
Commissions de crédit	223	237	212	(14)	(6)
Revenus tirés des activités hypothécaires	222	206	–	16	8
Revenus tirés des activités d'assurance	204	201	191	3	1
Revenus tirés de la titrisation	174	123	115	51	41
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	15	22	(16)	(7)	(32)
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	(116)	(128)	(11)	12	9
Autres	490	321	204	169	53
Total des autre produits de base	8 562	7 770	6 732	792	10
Éléments exceptionnels (1)	–	445	–	(445)	n.s.
Total	8 562 \$	8 215 \$	6 732 \$	347 \$	4 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.

n.s. non significatif

TABEAU 12 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêt (1)	127 \$	(68)\$	(365)\$
Autres produits (2)	1 766	1 820	1 540
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$
Par type de produit			
Titres de participation	753 \$	684 \$	495 \$
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	876	726	378
Contrats de change (4)	263	340	301
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	1	2	1
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$

(1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.

(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.

(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuilles de produits dérivés de négociation.

(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés qui découlent de la tenue de marché, des ventes et des activités de négociation effectuées pour compte propre. Ces valeurs mobilières et ces produits dérivés sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 12 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'indique le tableau 12, le total des revenus tirés des activités de négociation a progressé de 141 millions de dollars ou 8 % en 2002. Ce résultat est en partie attribuable à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. Les activités de négociation effectuées pour notre propre compte sont rigoureusement gérées en fonction de la VAR et des limites relatives à la négociation. En outre, nous continuons d'effectuer la majorité des activités de négociation pour le compte de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7.

Les revenus tirés des activités de négociation des titres à revenu fixe et des instruments du marché monétaire ont augmenté de 150 millions de dollars ou 21 %, en raison surtout de la hausse des volumes de négociation de titres à revenu fixe découlant des taux d'intérêt favorables (résultant des baisses successives effectuées par les banques centrales) et de l'augmentation des activités de négociation de produits dérivés. Les revenus tirés des activités de négociation d'actions ont connu une hausse de 69 millions de dollars ou 10 %, qui découle principalement de l'inscription des revenus de Tucker Anthony Sutro. Les revenus tirés des activités de négociation des contrats de change ont reculé de 77 millions de dollars ou 23 %, baisse qui est en partie imputable à la diminution des volumes de transactions découlant de la volatilité accrue des marchés des changes.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt en hausse de 7 % par rapport à l'exercice 2001, et frais autres que d'intérêt de base en hausse de 8 %, qui reflètent les acquisitions récentes aux États-Unis
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, en baisse de 5 %, résultat qui traduit nos mesures continues de contrôle des coûts

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt ont progressé de 665 millions de dollars ou 7 %, et les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27A) ont augmenté de 756 millions ou 8 % par rapport à l'exercice 2001.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27A, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions) ont connu une hausse de 753 millions de dollars ou 8 % en 2002.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis se sont chiffrés à 2,7 milliards de dollars en 2002, en hausse de 1,1 milliard. Cette augmentation importante est imputable principalement à l'inscription des charges de RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) sur tout l'exercice, ainsi qu'à des charges liées à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. En excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont reculé de 370 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2001. En excluant également l'amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux acquisitions, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont diminué de 227 millions de dollars ou 3 % en 2002.

Les charges d'exploitation sectorielles, en excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, sont les suivantes : les charges d'exploitation de RBC Investissements ont reculé de 135 millions de dollars ou 9 %, celles de RBC Banque ont diminué de 109 millions ou 3 %, et celles de RBC Assurances ont enregistré une hausse de 24 millions ou 13 %. Le recul des charges de RBC Banque reflète le succès continu de nos mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 1999, et la réduction des charges de RBC Investissements est en grande partie attribuable à une baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la faiblesse des marchés financiers et à nos mesures de contrôle des coûts. L'augmentation des charges de RBC Assurances reflète en partie l'inscription, sur une période supplémentaire de deux mois, des charges de RBC Liberty Insurance, ainsi qu'une hausse des frais liés au personnel.

Les charges d'exploitation de RBC Marchés des Capitaux ont diminué de 140 millions de dollars ou 8 %, et celles de RBC Services Internationaux ont augmenté de 66 millions ou 11 %. La diminution des charges de RBC Marchés des Capitaux, qui est analogue à celle des charges de RBC Investissements, découle de la baisse des frais au titre de la rémunération variable et de nos mesures continues de contrôle des coûts. Un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris – une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes dans laquelle nous détenons une participation de 50 % – a eu une incidence sur la hausse des charges de RBC Services Internationaux. Nous comptabilisons dorénavant les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. Par ailleurs, l'acquisition de Perpetual Fund Services, en juillet 2001, a influé sur les charges. En excluant cette acquisition, ainsi que le changement

dans le classement des services fournis à Solutions Moneris, les charges d'exploitation de RBC Services Internationaux ont augmenté de 2 %.

Les frais liés aux ressources humaines ont progressé de 614 millions de dollars ou 11 % en 2002, en raison principalement d'une hausse de 476 millions ou 17 % de la charge au titre des salaires et d'une augmentation de 96 millions ou 14 % de la charge au titre des avantages sociaux. La hausse de la charge au titre des salaires découle principalement de l'acquisition de RBC Centura et de Tucker Anthony Sutro. Le coût des prestations de retraite a connu une hausse de 129 millions de dollars cette année, qui découle en grande partie de la baisse de la juste valeur de l'actif des régimes (imputable à la faiblesse des marchés des actions), des coûts liés au règlement de demandes faites par des participants au régime de retraite du Trust Royal, et de l'augmentation des intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations de retraite. Le coût des prestations de retraite au titre des régimes à cotisations déterminées a augmenté en raison des changements apportés à la structure de notre régime aux États-Unis, ainsi que du lancement de notre régime à cotisations déterminées au Canada.

La charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite a diminué de 39 millions de dollars au cours de l'exercice, en raison surtout d'une charge de 87 millions constatée en 2001 par suite de l'examen de certains régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs connexes. Aucune charge semblable n'a été constatée à l'exercice 2002.

Les frais de rémunération au titre de la rétention ont diminué de 18 millions de dollars pour s'établir à 158 millions, en dépit de l'ajout de frais de rémunération au titre de la rétention de 45 millions liés à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Nous prévoyons que le total des frais de rémunération au titre de la rétention diminuera pour se chiffrer à environ 87 millions de dollars en 2003, et à approximativement 53 millions en 2004. Les coûts liés aux droits à la plus-value des actions ont subi une hausse légère au cours de l'exercice. Les droits à la plus value des actions font l'objet d'une analyse à la note 16 présentée aux pages 88A et 89A, et leurs coûts sont déterminés en fonction de la variation du cours de nos actions et du calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais liés aux communications ont progressé de 115 millions de dollars ou 17 %, ceux liés au matériel ont augmenté de 91 millions ou 12 %, et les frais d'occupation se sont accrus de 72 millions ou 10 %. Ces résultats reflètent en grande partie l'inscription sur tout l'exercice des charges de RBC Centura Bank (acquise le 5 juin 2001) et de Tucker Anthony Sutro (acquise le 31 octobre 2001).

En excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais de matériel ont progressé de 61 millions de dollars ou 10 %, ceux liés aux ressources humaines ont diminué de 139 millions ou 3 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels a reculé de 140 millions ou 86 %, les autres frais ont baissé de 108 millions ou 11 %, les frais d'occupation ont reculé de 24 millions ou 4 %, les honoraires ont diminué de 24 millions ou 8 %, et les frais liés aux communications ont augmenté de 4 millions ou 1 %.

TABLEAU 13 Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation

(en millions de dollars)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Frais autres que d'intérêt	10 420 \$	9 755 \$	665 \$	7 %
Moins : Éléments exceptionnels (1)	–	(91)	(91)	n.s.
Frais autres que d'intérêt de base	10 420	9 664	756	8
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	(44)	(23)	21	91
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher (2)	(158)	(176)	(18)	(10)
Frais liés à l'exploitation	10 218	9 465	753	8
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes aux États-Unis (3)	(2 732)	(1 609)	1 123	70
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis	7 486	7 856	(370)	(5)
Moins : Amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux acquisitions récentes aux États-Unis (3)	–	(143)	(143)	n.s.
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis et l'écart d'acquisition	7 486	7 713	(227)	(3)%

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.
(2) Comprend Dain Rauscher Wessels pour les deux exercices, et Tucker Anthony Sutro pour 2002 seulement.
(3) Représente les frais autres que d'intérêt de RBC Centura Banks (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), ainsi qu'une charge de 105 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001 (néant en 2002), mais exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.
n.s. non significatif
42A PCGR du Canada Banque Royale du Canada

Perspectives

Pour 2003, nous prévoyons une augmentation des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABEAU 14 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	3 224 \$	2 748 \$	2 319 \$	476 \$	17 %
Rémunération variable	2 095	2 056	1 839	39	2
Frais de rémunération au titre de la rétention liés à une acquisition	158	176	–	(18)	(10)
Avantages sociaux	794	698	441	96	14
Droits à la plus-value des actions	44	23	52	21	91
	6 315	5 701	4 651	614	11
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	595	561	384	34	6
Réparations et entretien des locaux	70	55	68	15	27
Amortissement	103	91	81	12	13
Taxes foncières	11	6	15	5	83
Services publics	17	11	22	6	55
	796	724	570	72	10
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	516	431	376	85	20
Amortissement	304	298	289	6	2
	820	729	665	91	12
Communications					
Télécommunications	361	290	225	71	24
Marketing et relations publiques	211	180	173	31	17
Affranchissement et messageries	121	108	170	13	12
Papeterie et impression	108	108	127	–	–
	801	686	695	115	17
Honoraires	419	391	267	28	7
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	248	76	(248)	n.s.
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11	36	100
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	129	171	134	(42)	(25)
Déplacements et relocalisation	144	121	85	23	19
Formation des employés	46	43	38	3	7
Dons	41	35	26	6	17
Autres	837	779	363	58	7
	1 197	1 149	646	48	4
Total des frais autres que d'intérêt de base	10 420	9 664	7 581	756	8
Éléments exceptionnels (1)	–	91	–	(91)	n.s.
Total	10 420 \$	9 755 \$	7 581 \$	665 \$	7 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.

n.s. non significatif

Accent continu sur le contrôle des coûts

Les mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 2002 et au cours des exercices précédents continuent de porter leurs fruits, comme en témoigne la réduction de 5 % des charges d'exploitation (en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis) illustrée dans le tableau 13.

RBC Banque a excédé l'objectif visé, à savoir le maintien des frais autres que d'intérêt en 2002, et réduit ses frais autres que d'intérêt de 100 millions de dollars ou 3 %, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Ce résultat favorable découle du succès obtenu relativement à un certain nombre de mesures prises, dont celles mentionnées ci-après.

Accroissement des mesures de prévention de la fraude. Ces mesures se sont traduites par des économies de plus de 50 millions de dollars cette année.

Élimination du chevauchement des processus et des autres pratiques inefficaces. L'intégration des activités de cartes de crédit aux produits et activités de vente de RBC Banque Royale a donné lieu à des réductions de coûts de plus de 10 millions de dollars en 2002.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de Security First Network Bank, de RBC Builder Finance et de RBC Mortgage à RBC Centura. Grâce à l'intégration réussie de certaines unités fonctionnelles, nous avons réalisé 100 % des réductions de coûts de 70 millions de dollars US qui étaient escomptées pour une période de trois ans – atteignant ainsi notre objectif presque deux ans plus tôt que prévu.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de RBC Centura à RBC Banque Royale. Certaines activités des centres d'appels de RBC Centura ont été regroupées avec celles des centres d'appels de RBC Banque Royale au Canada, et plus de la moitié des appels que reçoit RBC Centura sont maintenant traités par les centres d'appels situés au Canada. RBC Centura prévoit également réaliser des réductions de coûts de plus de 7 millions de dollars en 2003 grâce à l'intégration de certaines activités d'Eagle Bancshares.

En préparation pour l'exercice 2003, RBC Banque est en train d'élaborer un cadre d'affaires commun axé sur les technologies électroniques. Nous croyons que ce modèle simplifié se traduira par des réductions de coûts transformationnelles, grâce à la prestation de solutions standardisées et flexibles pour tous les secteurs, réseaux et produits. Ce projet devrait donner lieu à des économies à compter de 2004.

En 2002, RBC Assurances a réalisé des réductions de coûts en impartissant la prestation des activités de soutien des technologies et de l'infrastructure au groupe Technologies et systèmes RBC, et en impartissant la fonction de la paie à un prestataire externe de services de paie. Par ailleurs, RBC Liberty Insurance a mené à terme l'intégration de logiciels liés à l'assurance et d'ententes d'impartition acquises auprès de Genelco, et a par le fait même supprimé des coûts. De plus, RBC Liberty Insurance procède actuellement à la transition vers les systèmes d'exploitation d'ordinateur de bureau et de serveur qu'utilisent nos autres secteurs d'exploitation.

Le programme de compression des coûts de RBC Investissements, qui a été mis en œuvre en 2001 afin de contrebalancer l'incidence de la faiblesse des marchés, se poursuivra en 2003. Ce secteur continue de chercher des moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente. Par exemple, en collaborant avec l'unité des Services aux institutions et aux investisseurs de RBC Services Internationaux, l'unité RBC Gestion Privée Globale a pu réduire ses coûts en impartissant ses activités de gestion des fonds.

RBC Dain Rauscher a réduit ses coûts grâce à l'intégration continue des activités de Tucker Anthony Sutro. Elle réalise également des réductions de coûts au moyen de certaines initiatives, notamment la réduction des postes qui se chevauchent et l'optimisation des occasions de croissance qui existent déjà au sein de RBC Dain Rauscher. Cette dernière a par ailleurs réduit ses coûts en procédant à une rationalisation de certaines activités par suite des mauvaises conditions du marché. À ce jour, les réductions de coûts découlant de toutes ces initiatives se sont chiffrées à plus de 30 millions de dollars US. Les réductions de coûts au titre de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher devraient aussi s'établir à environ 30 millions de dollars US en 2003.

RBC Marchés des Capitaux a continué de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2002, en raison de la faiblesse des marchés. Le secteur a réduit ses charges grâce à diverses initiatives, notamment l'intégration continue des activités des Services des marchés financiers au Canada et aux États-Unis, ainsi que les réductions ciblées des coûts liés à la gestion de notre portefeuille de prêts, des coûts relatifs aux services de soutien des technologies, et des dépenses en immobilisations au titre de la technologie. RBC Marchés des Capitaux continuera de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2003.

RBC Services Internationaux est une entreprise d'envergure, dont les coûts fixes sont relativement élevés. Afin de réduire ses coûts, le secteur cherche à améliorer son efficacité opérationnelle en augmentant les revenus de manière à réaliser des économies d'échelle et en continuant de perfectionner son infrastructure technologique. La croissance des revenus interne et les acquisitions ciblées généreront une hausse des revenus. Les acquisitions donneront lieu à des activités d'intégration qui se traduiront par des réductions des coûts.

Outre les mesures de compression des coûts de chaque plateforme, RBC Groupe Financier a mis sur pied l'initiative E² (efficacité et efficacité). Cette initiative vise principalement à éliminer le chevauchement des tâches au sein des diverses plateformes et à désigner des centres d'expertise pouvant être optimisés afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la croissance des revenus. Jusqu'à présent, cette initiative a permis de définir plus de 55 projets pouvant donner lieu à une réduction des coûts et à un accroissement des revenus.

TABLEAU 15 Impôts et autres taxes

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	1 365 \$	1 340 \$	1 445 \$
Majoration au montant imposable équivalent	40	32	28
	1 405	1 372	1 473
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	224	221	208
Cotisations sociales	245	237	188
Taxes provinciales sur le capital	107	146	108
Taxes foncières (1)	11	6	16
Taxes d'affaires	22	25	26
Taxes sur les primes d'assurance	22	21	11
	631	656	557
Total	2 036 \$	2 028 \$	2 030 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	32,2 %	34,7 %	38,6 %
Taux d'imposition effectif total (3)	41,5 %	44,6 %	46,9 %

- (1) Comprend les montants portés en déduction des autres produits concernant les placements en biens immobiliers.
(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.
(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 15 ci-dessus ont totalisé 2 036 millions de dollars à l'exercice 2002, soit 1 405 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 631 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a augmenté de 33 millions de dollars par rapport à 2001, en raison surtout de la hausse du bénéfice net avant impôts. Les autres taxes ont reculé de 25 millions de dollars, en raison principalement de la diminution des taxes provinciales sur le capital.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 34,7 % en 2001 à 32,2 % en 2002. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une charge d'impôts de 125 millions de dollars à l'exercice 2002 (économie d'impôts de 644 millions à l'exercice 2001) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 14 à la page 86A.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations représentant 32 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en baisse par rapport à 35 % en 2001
- Prêts douteux bruts en baisse de 7 %
- Prêts douteux nets correspondant à 0,04 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en baisse légèrement par rapport à 0,08 %
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, soit un résultat inchangé
- Ratio des provisions spécifiques de 0,51 %, légèrement en baisse par rapport à 0,53 %
- Ratio des radiations nettes de 0,60 %, en hausse par rapport à 0,47 %
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,3 milliards de dollars, légèrement en baisse par rapport à 2,4 milliards

Portefeuille de prêts

Malgré un environnement très difficile en 2002, le portefeuille de prêts a connu un bon rendement reflétant les changements que nous avons apportés à nos pratiques en matière de crédit au cours des deux dernières années. Au cours de l'exercice, nous avons poursuivi notre stratégie visant à réduire les risques liés à la composition de notre portefeuille, qui comporte un nombre plus élevé de prêts hypothécaires résidentiels et un nombre réduit de prêts aux entreprises, lesquels présentent des risques plus élevés et sont plus capitalistiques. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont baissé pour représenter 32 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente en 2002, contre 43 % en 1998. En 2001, ce ratio s'établissait à 35 %.

Nous acquérons une protection relative au crédit afin de compenser les pertes qui pourraient découler d'une éventuelle détérioration de la solvabilité de certaines contreparties, et afin de gérer notre risque. Au 31 octobre 2002, le montant de notre protection relative au crédit s'élevait à 1 milliard de dollars, dont une tranche de 0,2 milliard se rapportait à chacun des secteurs des télécommunications, des services publics et des services financiers.

La portion de notre risque de crédit lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements ayant une cote de titre de bonne qualité a augmenté légèrement en 2002 pour s'établir à 70 %, par rapport à 69 %. Ces prêts aux entreprises et aux gouvernements incluent nos prêts aux petites entreprises, dont les cotes sont habituellement inférieures à celles de plus grandes entreprises.

Les tableaux 16 et 21, présentés à la page 47A et à la page 52A, respectivement, fournissent une répartition détaillée des prêts, des acceptations et des conventions de revente. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont reculé de 5,6 milliards de dollars au Canada, et de 1,7 milliard à l'échelle internationale. La réduction à l'extérieur des États-Unis, qui se chiffre à 2,3 milliards de dollars, a été contrebalancée en partie par une augmentation de 0,6 milliard aux États-Unis. La diminution globale découle de notre stratégie commerciale, qui vise à mettre fin aux relations-clients secondaires de RBC Marchés des Capitaux. Nous n'accordons pas de prêts à des taux inférieurs au taux préférentiel aux États-Unis.

Au Canada, nous n'avons enregistré aucune augmentation notable, sauf dans le secteur de l'automobile. L'augmentation dans ce secteur est attribuable au reclassement d'environ 0,8 milliard de dollars en prêts qui étaient auparavant comptabilisés dans le secteur du transport et de l'environnement. La réduction la plus importante concerne le secteur des services publics (1,4 milliard de dollars).

Pour ce qui est de notre portefeuille aux États-Unis, des augmentations se sont produites dans le secteur des services publics (1,1 milliard de dollars)

et le secteur immobilier commercial (0,8 milliard), et elles ont été contrebalancées en partie par une réduction dans le secteur des produits industriels (0,5 milliard). L'augmentation dans le secteur des services publics concerne principalement des prêts consentis à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie. La hausse dans le secteur immobilier commercial inclut des prêts de 0,2 milliard de dollars acquis dans le cadre de l'acquisition d'Eagle Bancshares.

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, les prêts ont reculé de 2,3 milliards de dollars, notamment dans le secteur des services financiers, des services publics et des produits industriels. Les réductions globales reflètent les mesures prises pour réduire nos prêts dans la région de l'Asie-Pacifique, y compris au Japon.

L'encours des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications à l'échelle mondiale a diminué de 22 % et s'établissait à 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2002. Les prêts à des entreprises du secteur des télécommunications dont la notation est sous la cote de titre de bonne qualité se sont chiffrés à 0,9 milliard de dollars et représentent 49 % du portefeuille, en baisse par rapport à 59 %. À l'heure actuelle, sept prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications sont classés à titre de prêts douteux, comparativement à six au 31 octobre 2001. Environ 90 % du montant initial des prêts douteux a fait l'objet d'une radiation ou d'une provision spécifique. Cela porte le montant des prêts douteux nets à 41 millions de dollars à la fin de l'exercice 2002.

Au 31 octobre 2002, l'encours des prêts accordés à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie se chiffrait à 2,0 milliards de dollars, et 48 % ont une cote de titre de bonne qualité. Le montant net des prêts douteux de 74 millions de dollars concerne trois comptes.

Une analyse supplémentaire des prêts est présentée dans la section Gestion du bilan et du capital, à la page 58A.

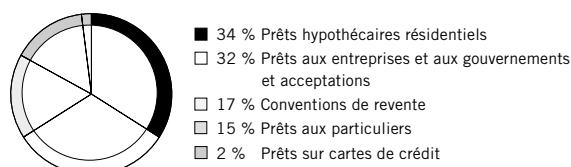
Prêts douteux

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 72A, sont réunies.

Comme l'indique le tableau 17 à la page 48A, les prêts douteux ont reculé de 177 millions de dollars au cours de l'exercice, pour s'établir à 2 288 millions. Ce recul traduit une baisse des ajouts nets (1 280 millions de dollars par rapport à 1 912 millions en 2001) et une augmentation des radiations (1 457 millions comparativement à 1 125 millions en 2001).

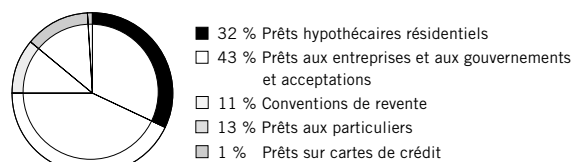
Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (2002)

Variation importante...



Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (1998)

... de la composition du portefeuille



Les prêts douteux bruts ont diminué tant dans le portefeuille des prêts à la consommation que dans celui des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts à la consommation, les prêts douteux ont reculé de 67 millions de dollars pour s'établir à 437 millions. Au Canada, une importante réduction (75 millions de dollars) s'est produite en raison de l'amélioration globale du portefeuille, laquelle est attribuable à des initiatives récentes telles que l'implantation d'un système élaboré de modélisation des risques qui vise à optimiser le rapport risque-rendement, ainsi que l'optimisation des politiques et procédés en matière de risque (y compris l'implantation de nouveaux modèles de montage ainsi que la mise en œuvre de nouveaux procédés de recouvrement et de gestion du crédit).

Les prêts douteux bruts consentis aux entreprises et aux gouvernements ont chuté de 110 millions de dollars pour se chiffrer à 1 851 millions. Les réductions enregistrées au Canada (276 millions de dollars) et aux États-Unis (50 millions) ont contrebalancé les augmentations des prêts dans les autres pays (216 millions). Les prêts douteux bruts consentis à des entreprises du secteur canadien du transport et de l'environnement ont diminué de 136 millions de dollars, résultat qui tient au fait que les prêts consentis à une entreprise donnée sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante. Des diminutions ont également été enregistrées eu égard aux prêts consentis à des entreprises du secteur immobilier commercial (72 millions de dollars) et aux prêts accordés à de petites entreprises (56 millions). Aux États-Unis, une diminution nette s'est produite en raison de la réduction des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications (195 millions de dollars), découlant des radiations importantes effectuées. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une hausse des prêts consentis à des entreprises du secteur des services publics et du secteur des médias et de la câblodistribution. Un compte individuel a influé sur chacun de ces deux secteurs. Les prêts à intérêts non comptabilisés accordés à des entreprises en Argentine ont contribué à l'augmentation des prêts dans les autres pays.

Exprimés en pourcentage des prêts, acceptations et conventions de revente connexes (après déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts douteux nets se sont établis à 0,04 %, en baisse légèrement par rapport à 0,08 % l'an dernier.

Perspectives

Compte tenu de l'incertitude qui continue de caractériser l'économie et la situation politique à l'échelle mondiale, nous prévoyons que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances se situera entre 0,45 % et 0,55 % à l'exercice 2003, soit un objectif inchangé par rapport à 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte trois composantes – les provisions cumulatives spécifiques, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative générale non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 73A.

Comme l'indique le tableau 19 à la page 50A, la provision cumulative pour pertes sur créances a reculé de 78 millions de dollars ou 3 % entre 2001 et 2002, pour s'établir à 2 314 millions de dollars. Au cours de l'exercice, les radiations, déduction faite des recouvrements, ont représenté 1 259 millions de dollars ou 0,60 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, par rapport à 940 millions ou 0,47 % l'an dernier. La provision cumulative à l'égard des risques-pays de 31 millions de dollars a été éliminée par suite de la radiation des prêts connexes faisant entièrement l'objet de provisions.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 065 millions de dollars à l'exercice 2002, en baisse de 54 millions par rapport à l'exercice 2001, comme l'indique le tableau 18, à la page 49A.

Nous protégeons une portion de notre portefeuille contre le risque de crédit au moyen de produits dérivés de crédit. Nous offrons également des dérivés de crédit à diverses contreparties. Cette année, la provision pour pertes sur créances incluait des montants liés à un compte du secteur des télécommunications et à un compte du secteur de l'énergie qui ont été reclassés à titre de prêts douteux, et qui ont été contrebalancés en partie par des gains de 102 millions de dollars tirés des dérivés de crédit connexes. Ce montant a été constaté à titre d'autres produits. Nous avons également fourni une protection à des contreparties au moyen de dérivés de crédit, relativement à une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis dont les prêts se sont retrouvés en souffrance au cours de l'exercice, ce qui a entraîné une perte à la valeur de marché de 69 millions de dollars.

En ce qui concerne le portefeuille de prêts à la consommation, la provision spécifique a augmenté de 25 millions de dollars pour s'établir à 430 millions. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont connu un recul léger de 9 millions de dollars pour se chiffrer à 635 millions. Ce résultat comprend une diminution de 166 millions de dollars des prêts au Canada, contrebalancée en partie par une hausse de 52 millions des prêts aux États-Unis et par une augmentation de 105 millions des prêts dans les autres pays. La diminution au Canada concerne divers secteurs. Les prêts aux États-Unis ont augmenté dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information, mais ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une diminution des prêts accordés à des entreprises des secteurs de l'immobilier commercial et des télécommunications. L'augmentation des prêts dans le secteur de l'énergie aux États-Unis (107 millions de dollars) est imputable à un seul compte.

La provision spécifique s'est chiffrée à 0,51% (0,49% en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit) de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, soit un résultat en baisse par rapport à 0,53 % en 2001, comparativement à l'objectif de 0,45 % à 0,55 % établi pour l'exercice 2002.

À l'exercice 2000, nous avons conclu une entente avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux auraient été fournis à la Banque si cette dernière avait subi des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Au cours de l'exercice, la cote du réassureur a été révisée à la baisse. En raison de cette révision et d'un examen interne effectué par la direction, nous n'avons pas renouvelé l'entente pour l'exercice 2003.

Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les stratégies utilisées pour minimiser les concentrations du risque de crédit font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section Gestion du risque présentée à la page 55A. Selon le tableau 16 présenté à la page 47A, le risque géographique le plus élevé au pays est en Ontario, où se trouve 38 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente. À l'échelle internationale, le risque le plus élevé est aux États-Unis, où se trouve 15 % du total de nos prêts, acceptations et conventions de revente.

Comme l'indique le tableau 16 à la page 47A, en excluant les petites entreprises, les concentrations du risque de crédit les plus élevées sont les secteurs des services financiers, de l'immobilier commercial et de l'énergie, où se trouvent respectivement 4 %, 3 % et 3 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente.

Le tableau 20 à la page 51A illustre les concentrations du risque géographique relatif aux encours à l'extérieur du Canada. Seuls 11 % des encours concernent des clients situés à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

TABLEAU 16 Prêts, acceptations et conventions de revente ⁽¹⁾

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998	2002	1998
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique (2)	9 770 \$	9 654 \$	9 690 \$	8 840 \$	8 052 \$	4,5 %	4,5 %
Québec	15 190	13 863	16 191	14 936	14 066	7,1	7,9
Ontario	82 689	92 966	73 124	67 120	64 566	38,4	36,3
Provinces des Prairies (3)	26 989	25 192	29 402	25 521	23 288	12,5	13,1
Colombie-Britannique	23 367	22 696	25 118	23 141	22 295	10,9	12,5
Total au Canada	158 005	164 371	153 525	139 558	132 267	73,4	74,3
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	67 700	64 066	61 444	58 524	56 437	31,5	31,7
Prêts aux particuliers	25 918	27 202	27 207	24 353	21 814	12,0	12,3
Prêts sur cartes de crédit	4 740	4 110	4 666	2 666	1 945	2,2	1,1
	98 358	95 378	93 317	85 543	80 196	45,7	45,1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Petites et moyennes entreprises (4)	9 470	9 788	11 701	10 334	8 452	4,4	4,7
Exploitations agricoles	4 427	4 758	4 931	4 217	3 851	2,1	2,2
Services financiers	3 015	3 010	2 218	1 567	1 718	1,4	1,0
Services publics	2 911	4 293	3 754	3 350	3 442	1,4	1,9
Prêts hypothécaires commerciaux	2 468	2 635	2 961	2 635	2 434	1,1	1,4
Secteur immobilier commercial	2 393	2 325	2 594	2 400	2 523	1,1	1,4
Biens de consommation	2 238	2 447	2 874	2 086	2 802	1,0	1,6
Produits industriels	1 569	2 174	2 470	2 301	2 241	0,7	1,3
Transport et environnement (5)	1 450	2 138	1 519	1 562	1 392	0,7	0,8
Industrie automobile (5)	1 370	864	673	611	698	0,6	0,4
Gouvernements	1 039	1 597	1 385	2 105	1 951	0,5	1,1
Médias et câblodistribution (6)	994	1 510	1 120	1 135	959	0,5	0,5
Industrie forestière	954	1 275	1 362	1 151	1 728	0,4	1,0
Télécommunications	487	677	1 008	525	361	0,2	0,2
Mines et métaux	361	636	897	845	750	0,2	0,4
Technologies de l'information	191	203	210	191	204	0,1	0,1
Autres	5 194	5 803	6 437	4 650	4 577	2,4	2,5
	40 531	46 133	48 114	41 665	40 083	18,8	22,5
Conventions de revente	19 116	22 860	12 094	12 350	11 988	8,9	6,7
Total au Canada	158 005 \$	164 371 \$	153 525 \$	139 558 \$	132 267 \$	73,4 %	74,3 %
À l'étranger							
États-Unis	32 442 \$	29 879 \$	15 939 \$	17 247 \$	17 728 \$	15,1 %	10,0 %
Europe, Moyen-Orient et Afrique	19 006	16 860	9 782	9 642	16 822	8,8	9,5
Antilles	2 018	1 856	2 059	1 502	1 573	0,9	0,9
Amérique latine	1 400	1 680	1 842	2 309	3 875	0,6	2,2
Asie	1 004	1 328	1 781	2 417	4 550	0,5	2,5
Australie et Nouvelle-Zélande	1 468	1 207	1 218	1 693	1 085	0,7	0,6
Total à l'étranger	57 338	52 810	32 621	34 810	45 633	26,6	25,7
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	5 140	3 376	1 540	718	632	2,4	0,4
Prêts aux particuliers	6 038	5 309	812	902	947	2,8	0,5
Prêts sur cartes de crédit	174	173	—	—	—	0,1	—
	11 352	8 858	2 352	1 620	1 579	5,3	0,9
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Services financiers	6 542	9 347	7 912	6 937	10 896	3,0	6,1
Services publics	3 731	2 994	3 051	3 887	4 702	1,7	2,6
Secteur immobilier commercial	5 124	4 082	271	464	862	2,4	0,5
Biens de consommation	1 383	1 699	1 111	1 411	2 756	0,6	1,5
Produits industriels	1 199	2 116	1 749	1 325	1 881	0,6	1,1
Transport et environnement	2 442	1 571	1 487	1 975	2 296	1,1	1,3
Industrie automobile	411	527	513	878	2 264	0,2	1,3
Gouvernements	130	128	167	773	492	0,1	0,3
Médias et câblodistribution (6)	1 321	1 380	2 033	1 909	2 270	0,6	1,3
Industrie forestière	417	385	468	549	609	0,2	0,3
Télécommunications	1 246	1 558	2 244	1 206	1 756	0,6	1,0
Mines et métaux	1 192	1 071	901	881	1 323	0,6	0,7
Technologies de l'information	180	396	433	709	1 212	0,1	0,7
Autres	3 953	3 688	1 720	2 364	2 816	1,8	1,6
	29 271	30 942	24 060	25 268	36 135	13,6	20,3
Conventions de revente	16 715	13 010	6 209	7 922	7 919	7,7	4,5
Total à l'étranger	57 338	52 810	32 621	34 810	45 633	26,6	25,7
Total des prêts, des acceptations et des conventions de revente	215 343	217 181	186 146	174 368	177 900	100,0 %	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)		
Total	213 140 \$	214 903 \$	184 275 \$	172 484 \$	175 874 \$		

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2002 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 737 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial (1 788 millions en 2001); prêts de 1 583 millions liés au secteur des biens de consommation (1 665 millions en 2001); prêts de 887 millions liés au secteur des produits industriels (916 millions en 2001); prêts de 552 millions liés au secteur du transport et de l'environnement (605 millions en 2001); prêts de 377 millions liés au secteur de l'industrie automobile (434 millions en 2001); prêts de 278 millions liés au secteur de l'industrie forestière (296 millions en 2001); prêts de 125 millions liés au secteur des services publics (157 millions en 2001); prêts de 93 millions liés au secteur des technologies de l'information (133 millions en 2001); prêts de 69 millions liés au secteur des mines et métaux (s.o. en 2001); prêts de 132 millions liés au secteur des services financiers (96 millions en 2001); prêts de 77 millions liés aux secteurs des médias et de la câblodistribution (84 millions en 2001); prêts de 34 millions liés au secteur des télécommunications (45 millions en 2001); prêts de 3 526 millions liés aux autres secteurs (3 569 millions en 2001).

(5) À compter de 2002, certains montants jusque-là attribués au secteur du transport et de l'environnement ont été reclassés dans celui de l'industrie automobile.

(6) Comprend des prêts liés au secteur de la câblodistribution de 267 millions de dollars au Canada en 2002 (330 millions en 2001; 262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998), et de 634 millions de dollars à l'étranger en 2002 (625 millions en 2001; 1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998).

TABLEAU 17 Prêts douteux							
	2002		2001		2000	1999	1998
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Montant brut	Montant net (1)	Montant brut	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique (2)	107 \$	55 \$	124 \$	67 \$	65 \$	37 \$	24 \$
Québec	90	60	282	204	121	158	142
Ontario	471	261	621	330	287	190	80
Provinces des Prairies (3)	177	98	143	71	57	109	64
Colombie-Britannique	427	292	453	335	266	287	350
Total au Canada	1 272	766	1 623	1 007	796	781	660
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	102	87	142	118	157	131	116
Prêts aux particuliers	275	112	310	129	51	66	61
	377	199	452	247	208	197	177
Entreprises et gouvernements							
Petites et moyennes entreprises (4)	205	104	261	132	141	134	43
Exploitations agricoles (4)	141	97	111	86	39	49	31
Services financiers	–	(1)	7	2	7	1	(1)
Services publics	1	1	27	9	–	32	5
Prêts hypothécaires commerciaux	17	8	22	5	–	7	5
Secteur immobilier commercial	23	11	95	44	41	109	69
Biens de consommation	47	26	11	5	23	19	29
Produits industriels	23	12	45	26	18	6	1
Transport et environnement	138	108	274	222	120	12	3
Industrie automobile	10	3	18	5	4	–	–
Médias et câblodistribution	18	6	43	15	17	30	23
Industrie forestière	199	156	195	184	180	197	285
Télécommunications	20	6	–	–	–	–	–
Mines et métaux	–	–	1	1	(1)	(1)	–
Technologies de l'information	6	2	11	7	(2)	2	8
Autres	47	28	50	17	1	(13)	(18)
	895	567	1 171	760	588	584	483
Total au Canada	1 272	766	1 623	1 007	796	781	660
À l'étranger							
États-Unis	584	355	626	375	69	25	15
Amérique latine	217	154	14	5	3	3	1
Europe, Moyen-Orient et Afrique	115	50	79	35	7	12	24
Antilles	71	52	55	39	26	28	31
Australie et Nouvelle-Zélande	26	17	23	19	–	–	–
Asie	3	–	14	3	2	35	54
	1 016	628	811	476	107	103	125
Pays en développement	–	–	31	–	–	–	–
Total à l'étranger	1 016	628	842	476	107	103	125
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	29	26	37	35	5	6	7
Prêts aux particuliers	31	17	15	8	–	–	–
	60	43	52	43	5	6	7
Entreprises et gouvernements							
Services financiers	77	46	83	24	(2)	22	15
Services publics	242	139	3	–	(2)	3	4
Secteur immobilier commercial	75	62	81	49	1	4	10
Biens de consommation	10	7	19	7	–	2	34
Produits industriels	30	13	10	(2)	38	15	22
Transport et environnement	68	39	91	58	25	–	1
Industrie automobile	29	22	33	25	–	(3)	10
Médias et câblodistribution (5)	56	56	–	–	–	–	–
Télécommunications	77	35	272	122	–	–	–
Mines et métaux	128	90	40	29	6	2	–
Technologies de l'information	48	17	76	70	–	–	–
Autres	116	59	82	51	36	52	22
	956	585	790	433	102	97	118
Total à l'étranger	1 016	628	842	476	107	103	125
Total (6), (7)	2 288 \$	1 394 \$	2 465 \$	1 483 \$	903 \$	884 \$	785 \$

(1) Déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

(2) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Comprend la tranche des prêts douteux qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 64 millions de dollars pour 2002 (95 millions en 2001; 101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 10 millions (6 millions en 2001; 6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Avant 1999, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts douteux.

(5) Comprend uniquement des prêts douteux liés au secteur de la câblodistribution.

(6) Comprend des biens saisis de 32 millions de dollars en 2002 (37 millions en 2001; 16 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998).

(7) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas inclus dans les prêts douteux s'élèvent à 217 millions de dollars en 2002 (245 millions en 2001).

TABEAU 18 Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000	1999	1998
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique (1)	59 \$	63 \$	58 \$	32 \$	35 \$
Québec	(5)	43	22	71	63
Ontario	330	398	342	52	144
Provinces des Prairies (2)	86	81	64	95	53
Colombie-Britannique	59	104	40	192	132
Total au Canada	529	689	526	442	427
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	3	8	–	4	9
Prêts aux particuliers	266	265	301	172	171
Prêts sur cartes de crédit	135	125	102	55	28
	404	398	403	231	208
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	110	164	105	113	48
Exploitations agricoles	22	20	4	2	4
Services financiers	(27)	(9)	–	5	113
Services publics	4	17	(8)	12	1
Prêts hypothécaires commerciaux	(5)	7	2	8	6
Secteur immobilier commercial	(15)	15	(17)	9	(30)
Biens de consommation	19	2	7	11	23
Produits industriels	(7)	14	2	(10)	(6)
Transport et environnement	(19)	13	56	7	(27)
Industrie automobile	–	17	–	–	–
Médias et câblodistribution	(7)	13	12	8	4
Industrie forestière	4	7	(36)	81	76
Télécommunications	59	–	(1)	(32)	(29)
Mines et métaux	(1)	–	(1)	1	–
Technologies de l'information	3	3	8	8	5
Autres	(15)	8	(10)	(12)	31
	125	291	123	211	219
Total au Canada	529	689	526	442	427
À l'étranger					
États-Unis	440	377	99	45	(7)
Amérique latine	57	5	2	2	(2)
Europe, Moyen-Orient et Afrique	38	(1)	(9)	21	10
Antilles	6	(6)	3	–	3
Australie et Nouvelle-Zélande	5	4	–	–	–
Asie	(10)	(19)	(50)	20	124
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	7	–	–	1	1
Prêts aux particuliers	15	5	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	4	2	–	–	–
	26	7	–	1	1
Entreprises et gouvernements					
Services financiers	21	(3)	(21)	2	36
Services publics	141	(8)	(2)	–	21
Secteur immobilier commercial	4	65	1	2	(2)
Biens de consommation	(2)	–	(7)	(10)	(5)
Produits industriels	5	3	34	31	9
Transport et environnement	21	8	42	–	(1)
Industrie automobile	1	7	(8)	(2)	29
Médias et câblodistribution	–	3	–	–	–
Télécommunications	202	272	–	–	–
Mines et métaux	28	–	2	15	–
Technologies de l'information	41	7	–	3	–
Autres	48	(1)	4	46	40
	510	353	45	87	127
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Provisions spécifiques attribuées	1 065	1 049	571	530	555
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(80)
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total de la provision générale (3)	–	70	120	230	100
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$

(1) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(2) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(3) La provision générale attribuée et la provision générale non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999 et 100 millions en 1998. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

TABLEAU 19	Provision cumulative pour pertes sur créances				
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Provision cumulative au début	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691	760	575
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	(11)	(15)	(11)	(14)	(17)
Prêts aux particuliers	(381)	(394)	(372)	(236)	(163)
Prêts sur cartes de crédit	(172)	(169)	(150)	(65)	(52)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(330)	(296)	(225)	(524)	(250)
	(894)	(874)	(758)	(839)	(482)
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(9)	–	–	–
Prêts aux particuliers	(17)	(7)	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	(6)	(2)	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(506)	(233)	(81)	(229)	(29)
Risques à l'égard des pays en développement	(33)	–	–	(4)	(325)
	(563)	(251)	(81)	(233)	(354)
	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	–	–	–	2	6
Prêts aux particuliers	68	66	44	31	26
Prêts sur cartes de crédit	37	44	48	10	24
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	72	58	48	66	80
	177	168	140	109	136
À l'étranger					
Prêts aux particuliers	2	1	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	1	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	18	16	22	5	8
	21	17	22	5	8
	198	185	162	114	144
Radiations nettes	(1 259)	(940)	(677)	(958)	(692)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	–	157			
Acquisition de Eagle Bancshares, Inc.	18	–	–	–	–
Ajustements	98	81	61	32	65
Provision cumulative à la fin	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	35 \$	45 \$	46 \$	53 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	429	447	403	344	156
Prêts sur cartes de crédit	147	147	88	60	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	711	791	664	748	604
	1 322	1 430	1 201	1 205	810
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	6	4	11	9	7
Prêts aux particuliers	36	33	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	5	5	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	583	581	322	380	359
	630	623	333	389	366
Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	1 952	2 053	1 534	1 594	s.o.
Provision cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2)	251	225	337	290	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	2 203	2 278	1 871	1 884	2 026
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres (3)	109	109	98	–	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	2	5	6	16	40
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts (4), (5)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	32 %	30 %	33 %	34 %	32 %
Prêts aux particuliers	12	12	15	14	12
Prêts sur cartes de crédit	2	2	2	1	1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	26	30	32	32	32
	72	74	82	81	77
À l'étranger	28	26	18	19	23
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2002, en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 060 millions de dollars (1 076 millions en 2001; 765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 20 millions de dollars (21 millions en 2001; 18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (266 millions en 2001; 207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (147 millions en 2001; 88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 386 millions (385 millions en 2001; 321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 3 millions de dollars (2 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 22 millions (26 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (5 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 211 millions (224 millions en 2001; 131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative générale non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998. Avant le 31 octobre 1999, elles n'étaient pas séparées en deux composantes.

(3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour éléments hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Les prêts comprennent les acceptations et les conventions de revente.

(5) Les prêts et les acceptations au Canada comprennent tous les prêts et les acceptations comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABEAU 20 Encours à l'étranger (1)

	2002		2001		2000	
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total	
États-Unis – Banques	5 838 \$		7 186 \$		5 462 \$	
Gouvernement	3 257		3 834		889	
Autres	62 210		49 172		30 034	
	71 305	18,92 %	60 192	16,75 %	36 385	12,56 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	7 179		6 275		4 347	
Gouvernement	295		153		26	
Autres	5 719		5 256		5 791	
	13 193	3,50	11 684	3,25	10 164	3,51
France – Banques	2 061		2 378		2 379	
Gouvernement	86		68		45	
Autres	831		1 176		1 552	
	2 978	0,79	3 622	1,01	3 976	1,37
Allemagne – Banques	5 344		5 952		5 471	
Gouvernement	318		173		1	
Autres	381		559		643	
	6 043	1,60	6 684	1,86	6 115	2,11
Pays-Bas	2 271	0,60	2 218	0,62	1 300	0,45
Suisse	1 714	0,45	1 362	0,38	1 687	0,58
Autres	5 658	1,51	5 244	1,46	4 305	1,49
	31 857	8,45	30 814	8,58	27 547	9,51
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	247	0,07	469	0,13	645	0,22
Amérique latine						
Argentine	146	0,04	193	0,06	324	0,11
Brésil	38	0,01	71	0,02	75	0,02
Chili	800	0,21	836	0,23	751	0,26
Mexique	493	0,13	696	0,19	343	0,12
Autres	42	0,01	174	0,05	212	0,08
	1 519	0,40	1 970	0,55	1 705	0,59
Antilles						
Bahamas	1 453	0,38	1 520	0,42	1 549	0,54
Autres	485	0,13	1 902	0,53	1 952	0,67
	1 938	0,51	3 422	0,95	3 501	1,21
Asie						
Japon – Banques	321		53		634	
Gouvernement	2 426		1 663		1 599	
Autres	64		988		1 000	
	2 811	0,75	2 704	0,75	3 233	1,12
Singapour	229	0,06	217	0,06	336	0,11
République de Corée	405	0,11	449	0,13	338	0,11
Autres	38	0,01	145	0,04	188	0,07
	3 483	0,93	3 515	0,98	4 095	1,41
Australie et Nouvelle-Zélande	2 842	0,75	2 335	0,65	1 775	0,61
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	(760)	(0,20)	(728)	(0,20)	(441)	(0,15)
Total	112 431 \$	29,83 %	101 989 \$	28,39 %	75 212 \$	25,96 %

- (1) Comprend les montants contractuels suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêts à des banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêts et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.
- (2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée. Pour les exercices antérieurs à 2002, la provision cumulative pour pertes sur prêts comprend également la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays.

TABEAU 21 Prêts, acceptations et conventions de revente aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts ⁽¹⁾

(en millions de dollars)	Solde des prêts			Montant brut des prêts douteux			Montant net des prêts douteux			Provision pour pertes sur créances		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Particuliers												
Prêts hypothécaires résidentiels	4 351 \$	2 664 \$	845 \$	16 \$	24 \$	– \$	13 \$	22 \$	– \$	7 \$	8 \$	– \$
Prêts aux particuliers	5 269	4 621	78	31	15	–	17	8	–	15	5	–
Prêts sur cartes de crédit	125	128	–	–	–	–	–	–	–	4	2	–
	9 745	7 413	923	47	39	–	30	30	–	26	15	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations												
Services financiers	3 770	4 104	4 521	46	30	–	35	23	–	11	7	–
Services publics	2 680	1 613	1 582	95	–	–	29	–	–	107	–	–
Secteur immobilier commercial	4 531	3 773	44	75	81	4	62	49	1	5	66	2
Biens de consommation	958	1 172	435	10	9	–	7	7	–	4	2	–
Produits industriels	974	1 513	1 107	30	8	68	13	(1)	34	8	3	40
Transport et environnement	484	788	469	36	48	56	28	26	25	5	(4)	42
Industrie automobile	409	408	221	29	33	–	22	25	–	1	6	–
Gouvernements	19	23	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Médias et câblodistribution (2)	1 107	1 038	1 782	56	–	–	56	–	–	–	3	–
Industrie forestière	223	98	181	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Télécommunications	689	835	1 131	77	272	–	35	122	–	202	272	–
Mines et métaux	70	45	104	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Technologies de l'information	177	299	374	48	76	–	17	70	–	41	7	–
Autres	3 348	3 089	541	35	30	17	21	24	9	30	–	15
	19 439	18 798	12 492	537	587	145	325	345	69	414	362	99
Conventions de revente	3 258	3 668	2 524	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	32 442 \$	29 879 \$	15 939 \$	584 \$	626 \$	145 \$	355 \$	375 \$	69 \$	440 \$	377 \$	99 \$

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Comprend des prêts de 522 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (455 millions en 2001; 1 162 millions en 2000) et des prêts douteux de 56 millions liés au secteur de la câblodistribution (montant brut) en 2002.

TABEAU 22 Profil de risque

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Montant brut des prêts douteux					
Au début	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$
Montant net des ajouts (retraits)	1 280	1 912	813	743	628
Radiations et ajustements	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)
À la fin	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$
Provision cumulative pour pertes sur créances					
Provisions cumulatives spécifiques	894 \$	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$
Provision cumulative à l'égard des risques-pays	–	31	28	34	40
Provision cumulative générale (2)					
Provision cumulative générale attribuée (2), (4)	1 169	1 185	863	790	s.o.
Provision cumulative générale non attribuée (2)	251	225	337	290	s.o.
Total de la provision cumulative générale (2)	1 420	1 410	1 200	1 080	850
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
En pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %
En pourcentage des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	96 %	93 %	112 %	112 %	103 %
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes (1)					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,13 %	0,18 %	0,26 %	0,22 %	0,21 %
Prêts aux particuliers	0,43	0,48	0,19	0,27	0,28
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,00	1,17	0,99	1,05	0,86
	0,49	0,63	0,52	0,55	0,48
À l'étranger	1,05	0,85	0,33	0,32	0,31
Total avant la provision cumulative générale pour pertes sur prêts	0,65 %	0,69 %	0,49 %	0,51 %	0,44 %
Total après la provision cumulative générale pour pertes sur prêts	0,04 %	0,08 %	(0,11)%	(0,11)%	(0,04)%
Provision pour pertes sur créances					
Provisions spécifiques	1 065 \$	1 049 \$	571 \$	530 \$	555 \$
Provision à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(80)
Provision générale (3)					
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total de la provision générale	–	70	120	230	100
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$
En pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	– %	0,01 %	– %	0,01 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	1,00	0,94	1,12	0,71	0,76
Prêts sur cartes de crédit	3,10	2,73	2,87	2,39	1,39
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,21	0,52	0,22	0,40	0,37
	0,34	0,45	0,36	0,32	0,31
À l'étranger	0,98	0,74	0,13	0,23	0,31
Total des provisions spécifiques	0,51 %	0,53 %	0,32 %	0,30 %	0,31 %
Total de la provision	0,51 %	0,56 %	0,38 %	0,43 %	0,32 %
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,58 %	0,47 %	0,38 %	0,54 %	0,21 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,60 %	0,47 %	0,38 %	0,55 %	0,39 %

(1) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.
(2) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale n'était pas séparée en provision cumulative générale attribuée et non attribuée.
(3) Avant le 1^{er} novembre 1999, la provision générale n'était pas séparée en provision générale attribuée et non attribuée.
(4) Comprend la provision cumulative pour éléments hors bilan et autres.

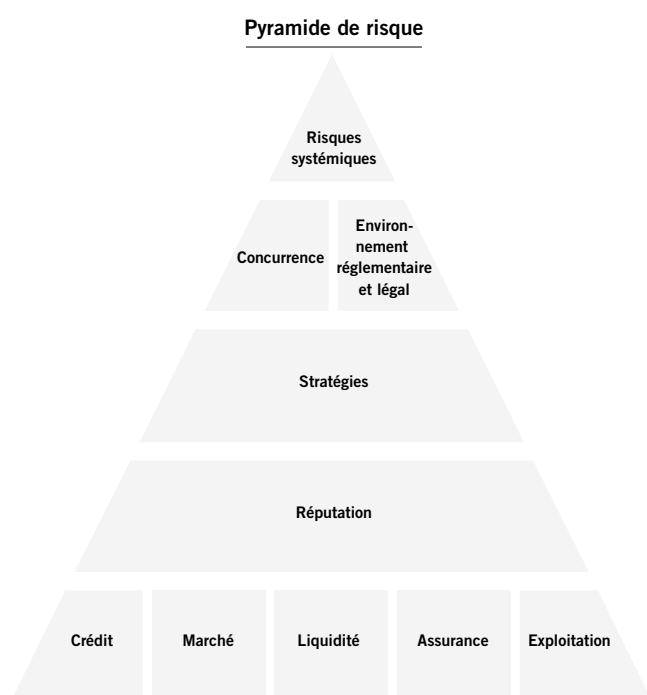
Gestion des risques

Vue générale

La gestion des risques vise à créer de la valeur pour les actionnaires en faisant preuve de leadership aux fins de la gestion stratégique des risques. Les priorités sont les suivantes :

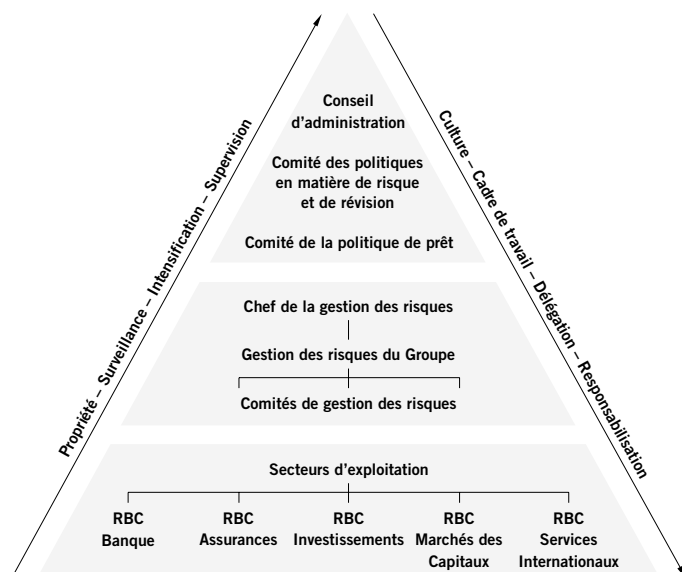
- améliorer les communications concernant les risques et le goût du risque au sein de l'organisation;
- aligner le processus de gestion des risques sur nos secteurs d'exploitation;
- investir dans nos capacités, de manière à mieux mesurer, comprendre et gérer les risques;
- améliorer l'efficacité et la réactivité des principaux processus et pratiques en matière de gestion des risques, ainsi que leur accessibilité;
- attirer, former et conserver une équipe de professionnels très productifs.

Nos activités commerciales nous exposent aux risques illustrés dans la pyramide ci-dessous. Cette pyramide est le principal outil qui nous permet de déterminer et d'évaluer les risques au sein de l'organisation. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. Nous accordons une attention particulière aux risques plus contrôlables qui se trouvent au bas de la pyramide.



- Le **risque de crédit** correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un titulaire de police, un réassureur ou un garant.
- Le **risque de marché** correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.
- Le **risque de liquidité** correspond au risque que nous ne puissions pas générer ni obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations.
- Le **risque d'assurance**, qui se rapporte à notre plateforme d'assurance, est le risque inhérent à l'élaboration, à l'établissement et à l'administration de polices d'assurance, et il inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.
- Le **risque opérationnel** correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou des procédures judiciaires et réglementaires.

Pyramide de risque : optique organisationnelle



Optique organisationnelle

La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les secteurs d'exploitation. Ce partenariat vise à garantir que nous demeurons axés stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Les spécialistes de la gestion des risques travaillent en collaboration avec les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital.

Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil.

Conseil d'administration et Comité de la politique de prêt

L'échelon supérieur de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque illustrée à la page 53A inclut le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration, ainsi que le Comité de la politique de prêt. Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Établir, influencer et communiquer la culture de l'organisation eu égard au risque;
- Déterminer et communiquer le goût de l'organisation pour le risque;
- Établir la structure organisationnelle de la Gestion des risques du Groupe;
- Examiner et approuver les politiques de contrôle des risques;
- Examiner et surveiller les risques principaux que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer, et fournir des lignes de conduite, le cas échéant;
- S'assurer que les ressources au sein de l'organisation sont suffisantes et appropriées pour gérer les risques assumés.

Gestion des risques

L'échelon intermédiaire de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque présentée à la page 53A inclut le Chef de la gestion des risques, la Gestion des risques du Groupe et divers comités de gestion des risques, à savoir le Comité actif-passif, le Comité de la gouvernance d'entreprise aux États-Unis, le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation, le Comité de gestion des risques et d'autres comités responsables de la gestion de risques tels que le risque de taux d'intérêt et le risque commercial. En 2002, le comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil a été créé afin d'examiner les activités des structures d'accueil et de faire rapport de ses conclusions. Ce comité relève à la fois du Chef de la gestion des risques et du Chef des finances, de manière à assurer le respect des politiques et procédures liées aux structures d'accueil au sein de toute l'organisation. Une analyse plus détaillée des structures d'accueil est présentée à la page 64A.

Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Élaborer et maintenir, à l'échelle de l'organisation, un cadre intégré de mesure, de gestion et de présentation des risques;
- Établir un processus exhaustif d'évaluation et d'approbation des risques incluant des politiques et procédures s'appliquant à toute l'organisation;
- Élaborer des lignes de conduite et des plafonds de risque, de manière à assurer une diversification des risques appropriée et l'optimisation du rapport risque-rendement eu égard aux portefeuilles et aux opérations;
- Aviser le Conseil d'administration et la haute direction des principaux risques que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer;
- Collaborer avec les secteurs d'exploitation afin de déterminer, de comprendre, de mesurer, d'atténuer et de surveiller les risques assumés.

Capital économique

Le capital économique représente une estimation des capitaux propres requis pour soutenir les risques. Pour le calculer, on détermine le niveau de capitaux requis pour couvrir les risques, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées. L'analyse du capital économique reflète l'optique des actionnaires et elle favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires. Le calcul du capital économique nécessite la formulation d'hypothèses et l'exercice de jugements, et le montant de capital économique calculé pourrait différer si des changements sont apportés à ces hypothèses et jugements.

Le capital économique est affecté de manière à fournir directement des mesures de rendement comparables pour chacun de nos secteurs d'exploitation, et il aide la haute direction à établir un plan stratégique, à affecter les ressources et à mesurer le rendement. Nous surveillons constamment les méthodes d'attribution du capital pour nous assurer que les risques sont quantifiés de façon constante au moyen de l'information disponible. Nous améliorons périodiquement ces méthodes et appliquons les changements sur une base prospective.

La méthode d'attribution du capital économique vise à :

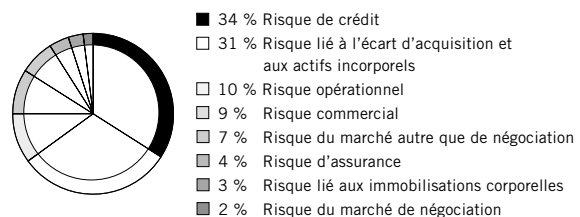
- couvrir tous les risques;
- s'assurer que chaque dollar de capital représente le même niveau de risque, peu importe le secteur auquel il a été attribué;
- déterminer les exigences en matière de capital avec exactitude et impartialité;
- créer des incitatifs économiquement rationnels pour les directeurs des opérations.

Le capital économique est une composante du calcul du profit économique (se reporter à la page 26A). L'attribution du capital renforce la discipline de gestion des risques. On calcule un capital économique eu égard aux huit types de risque suivants : le risque de crédit, le risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, le risque opérationnel, le risque commercial, le risque du marché autre que de négociation, le risque d'assurance, le risque lié aux immobilisations corporelles et le risque du marché de négociation. De plus amples détails sur les risques de crédit, de marché et d'assurance ainsi que sur le risque opérationnel sont fournis dans les sections qui suivent. Le risque commercial est le risque de pertes dues à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies. Les risques liés à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'aux immobilisations corporelles constituent les risques que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable nette.

La combinaison des facteurs de risque propres à diverses catégories de risque et à divers secteurs d'activité, c'est-à-dire leur diversification, permet de réduire les risques dans une certaine mesure. Nos secteurs d'exploitation bénéficient des avantages qui découlent de cette diversification. Par conséquent, le calcul du profit économique et des rendements des capitaux propres repose sur les niveaux de capital économique, lesquels tiennent compte de l'incidence de la diversification.

Le graphique suivant représente les niveaux de capital économique relatifs à chaque type de risque pour l'exercice 2002.

Capital économique par type de risque



Les sections qui suivent analysent la façon dont nous gérons les principaux risques contrôlables, y compris les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'assurance ainsi que le risque opérationnel.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte aux instruments financiers au bilan tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux montants en équivalent-crédit relatifs aux instruments financiers hors bilan.

Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise. La gestion du risque de crédit vise à évaluer et à gérer le risque de crédit de manière à rehausser davantage notre solide culture du crédit.

Comme il est mentionné dans la section sur la qualité du crédit présentée aux pages 45A à 52A, nous avons considérablement amélioré la composition de notre portefeuille de prêts. Les améliorations apportées découlent de notre stratégie visant à réduire notre portefeuille de prêts aux entreprises et à augmenter la taille de nos portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts hypothécaires résidentiels, dont les taux de perte sont très faibles.

Nous procédons continuellement à l'ajout et à l'amélioration d'outils utilisés pour analyser, mesurer et gérer le risque de crédit. Ces outils incluent des systèmes de modélisation élaborés par des tiers, des évaluations des facteurs de stress et des systèmes d'information de gestion améliorés.

Cotes de crédit

Une cote de crédit interne basée sur un examen détaillé de l'entreprise est attribuée aux entreprises qui empruntent des fonds. Cet examen tient compte des tendances des secteurs d'activité, de la compétitivité sur le marché, de la stratégie globale de l'entreprise, de sa capacité financière, de son accès à des fonds, de la gestion financière et de tous les autres risques avec lesquels l'entreprise doit composer. Notre système d'établissement des cotes de crédit se base sur une échelle de 22 points.

Nous utilisons des modèles d'évaluation du crédit par score pour déterminer les cotes de crédit attribuées eu égard aux prêts consentis aux consommateurs et à certaines petites entreprises. L'évaluation du crédit par score permet de mesurer le risque relatif lié aux prêts consentis initialement et à toute augmentation subséquente des montants prêtés. Nous surveillons le risque de crédit lié aux prêts à la consommation à l'aide de modèles d'évaluation par score et en fonction des habitudes de paiement, de manière à prédire le comportement du portefeuille.

Nous évaluons et révisons régulièrement les cotes de crédit internes et les évaluations du crédit par score.

Diversification du portefeuille

La diversification du portefeuille constitue notre principe absolu, et nos politiques et plafonds en matière de crédit sont par conséquent structurés de manière à s'assurer que notre exposition à un client, à un secteur d'activité ou à une région géographique donnée n'est pas trop grande.

Afin d'éviter les pertes excessives qui peuvent se produire si une contrepartie donnée est incapable de remplir ses obligations de paiement, nous avons établi des plafonds individuels basés sur les cotes de crédit. Dans certains cas, les prêts sont syndiqués de manière à réduire le risque global lié à une entreprise.

Nous avons également établi des plafonds pour gérer notre exposition à un pays ou secteur donné. Nous attribuons une cote de crédit à chaque pays et à chaque secteur. Ces cotes de crédit tiennent compte de facteurs communs à toutes les entités d'un pays ou secteur donné, qui sont indépendants de la volonté de l'entité. Nous déterminons les plafonds en nous basant sur la cote de crédit ainsi que sur notre propension au risque et notre stratégie commerciale.

Atténuation des risques

Afin d'atténuer les risques liés à certaines composantes de notre portefeuille, nous avons recours à des produits dérivés de crédit. Au 31 octobre 2002, nous avons pris des mesures d'atténuation des risques relativement au risque de crédit lié à des prêts de 1,0 milliard de dollars consentis à des entreprises. Le total de la couverture fournie à diverses contreparties au moyen de produits dérivés de crédit se chiffrait à 0,3 milliard de dollars au 31 octobre 2002.

Nous avons également recours à des ventes de prêts pour atténuer les risques. Nous décelons et vendons les prêts que nous avons consentis lorsque le rapport risque-rendement d'un emprunteur n'est plus désirable.

Afin de réagir de façon proactive à la détérioration du crédit et d'atténuer les risques, nous avons recours à un groupe spécialisé dans les comptes problématiques aux fins de la gestion et du recouvrement des prêts à intérêts non comptabilisés et de certains prêts à intérêts comptabilisés.

Risque de marché

Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de nos portefeuilles de négociation et autres que de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif. Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et notre valeur économique. Outre l'analyse suivante des activités de négociation, des renseignements sont fournis à la section Portefeuille autre que de négociation, à la page 61A.

Risque d'écart de taux

Le risque d'écart de taux représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur notre bénéfice, des changements dans le degré de solvabilité des personnes à l'égard desquelles nous sommes exposés à un risque, tant sur une base individuelle qu'à l'échelle du marché. Nos sommes exposés au risque d'écart de taux en raison des obligations détenues et des produits dérivés de crédit que nous détenons. Le risque d'écart de taux lié au portefeuille de négociation découle de la tenue de marché ainsi que des activités de négociation pour compte propre dans notre unité de négociation des dérivés de crédit.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur nos résultats et notre valeur économique. Nous sommes exposés au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des produits dérivés.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans nos activités de courtage et de placement. Le risque sur actions découle également de nos activités de négociation, y compris la conclusion d'opérations sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour nos clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.

Activités de négociation

Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt et des actions. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par notre Conseil d'administration.

Nous avons récemment procédé à une mise à jour importante de notre système de gestion du risque de marché lié aux entreprises dans le cadre de notre processus permanent de renouvellement, qui vise à mettre en œuvre les meilleures pratiques et à améliorer nos capacités de supervision des risques. Cette initiative représente un jalon important qui nous permet d'évaluer les pertes possibles en appliquant de façon uniforme et opportune des techniques de modélisation de toutes les catégories de risque. En novembre 2002, nous avons obtenu les approbations réglementaires qui nous permettront d'utiliser des modèles internes relativement aux exigences en matière de capital réglementaire liées aux risques spécifiques que présentent les portefeuilles de titres d'emprunt ayant une cote de crédit de bonne qualité.

Valeur à risque

Nous gérons les risques de marché associés aux activités de négociation au moyen principalement d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR). La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que nous subirions dans nos portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. Notre VAR est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que nous pourrions subir dans nos portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. Nous utilisons une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de notre portefeuille de négociation. Le graphique de la page 56 illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2002, nous avons enregistré seulement quatre jours où des pertes de négociation nettes se sont produites, et nous n'avons pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation nettes ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

Le tableau 23 à la page suivante indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation regroupées pour les exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001. Le tableau indique également notre VAR globale, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein de notre portefeuille de négociation. Comme l'indique le tableau, notre VAR moyenne en 2002 s'est établie à 11 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à 2001. Une réduction du risque lié au portefeuille de négociation d'actions a contrebalancé une augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt (imputable à l'ajout du risque d'écart de taux dans le modèle de la VAR).

Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)								
(en millions de dollars)	2002				2001			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Actions	7 \$	12 \$	8 \$	6 \$	8 \$	16 \$	10 \$	6 \$
Change et marchandises	2	9	3	1	2	6	3	1
Taux d'intérêt	11	14	6	2	3	9	4	2
VAR globale (2)	13 \$	18 \$	11 \$	7 \$	8 \$	18 \$	11 \$	6 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.
(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories derisque important et la diversification.

L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise notre méthodologie VAR pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

Nous reconnaissons que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. Nous établissons donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart sur la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

Test inversé

Des simulations rétroactives générant des profits et pertes hypothétiques servent à surveiller la validité statistique du modèle de la VAR. Les profits et pertes hypothétiques sont calculés en déterminant l'incidence des mouvements réels des cours et des taux du marché d'une journée sur un portefeuille donné maintenu à un niveau constant pendant une journée. Tous les portefeuilles de négociation font quotidiennement l'objet de simulations rétroactives. Les résultats sont présentés au BSIF trimestriellement. Au cours de l'exercice 2002, les profits et les pertes hypothétiques ont excédé la VAR à deux reprises. Ce résultat se situe dans l'intervalle de variation prévu et corrobore la validité du modèle de la VAR.

Évaluation des facteurs de stress

Nous effectuons également une analyse des pertes de négociation possibles causées par des événements engendrant un stress, à titre de contrôle supplémentaire de notre risque de marché. À cette fin, nous appliquons des scénarios historiques et des scénarios élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de notre portefeuille.

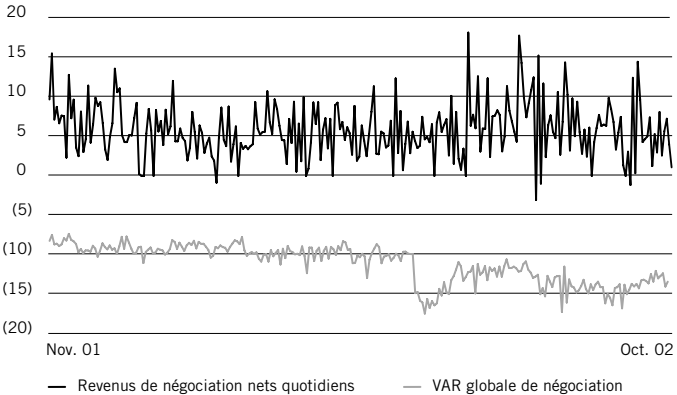
Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons générer ou obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables.

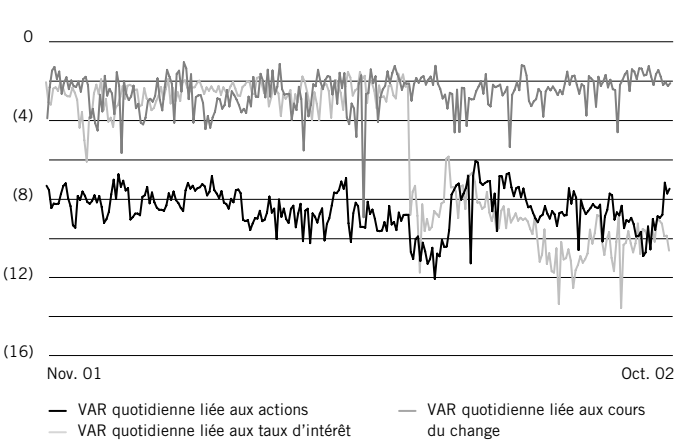
Le risque de liquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et atténués de façon appropriée. Nous avons élaboré et mis en œuvre un cadre exhaustif de gestion des liquidités, axé sur des politiques, des procédures, des méthodes et des processus de mesure.

Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif orientent et supervisent notre programme de gestion du risque de liquidité, et le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et nos principales politiques connexes. La trésorerie générale élabore des politiques, stratégies et plans d'urgence eu égard à la gestion des liquidités, et elle recommande et surveille les plafonds et coordonne les activités des filiales.

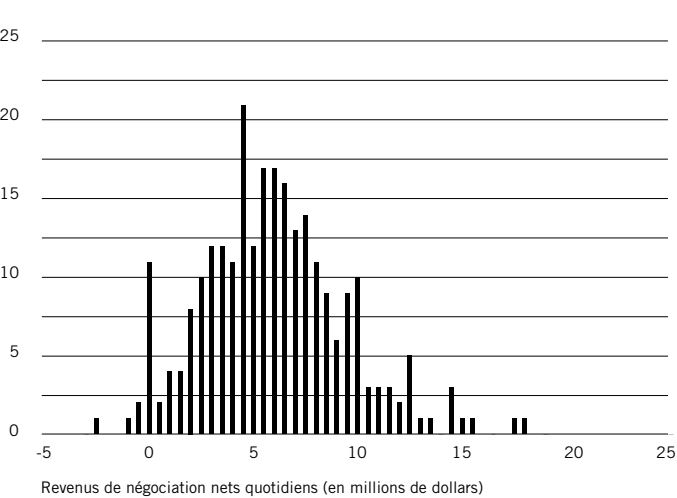
REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION (en millions de dollars)



VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT (en millions de dollars)



HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS (nombre de jours)



Notre équipe de gestion des crises de liquidité se compose de divers cadres supérieurs. Elle est responsable de l'élaboration, du maintien et de la réussite de notre plan d'urgence en matière de liquidités. Ce plan sera mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de déstabiliser notre capacité à remplir nos obligations se produisent. Cette équipe se réunit régulièrement pour examiner les scénarios de crises possibles et pour réviser les plans d'action connexes. Les risques de liquidité éventuels sont déterminés, et des dispositions sont prises afin de réduire les dommages possibles au moyen de fonds non engagés de première qualité. Ces actifs sont négociables et peuvent être vendus ou nantis immédiatement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. De plus amples renseignements sur les liquidités sont présentés dans la section Gestion des liquidités présentée à la page 62A.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.

Risques liés à la conception des produits et à la tarification

Le processus de conception des produits et de tarification inclut l'estimation de nombreux facteurs, notamment les rendements des placements futurs, les statistiques de mortalité et de morbidité, les résultats techniques, les charges, les taux de polices en déchéance et les taxes. Les risques liés à la conception des produits et à la tarification représentent le risque que les résultats réels ne correspondent pas aux hypothèses formulées au moment où les prix ont été établis et, selon l'importance des écarts, des gains ou pertes financières en découleront.

Nous gérons ces risques à l'aide d'études détaillées des résultats pour corroborer les hypothèses formulées à l'égard des prix, et au moyen d'une vérification indépendante des scénarios effectuée par nos actuaires. De plus, une tranche des obligations liées aux indemnités figurant au bilan permet de couvrir l'estimation erronée ou l'altération des hypothèses formulées pour établir les prix. Nous atténuons également les risques au moyen d'activités de réassurance, principalement en ce qui concerne les risques liés aux statistiques de mortalité pour l'assurance vie et ceux relatifs aux catastrophes pour l'assurance IARD.

Risques relatifs à la gestion des sinistres

Les risques relatifs à la gestion des sinistres représentent l'exposition à un nombre plus élevé de sinistres due aux pratiques administratives en matière de règlement des sinistres. Des politiques et des procédures ont été mises en œuvre pour s'assurer que du personnel qualifié traite les demandes de règlement de façon appropriée. Des limites d'approbation permettent de s'assurer que les demandes d'un montant élevé sont traitées et examinées par du personnel expérimenté.

Risque de souscription

Le risque de souscription représente l'exposition aux pertes financières découlant de la sélection et de l'acceptation inappropriées des risques assurés. L'établissement de pleins de conservation qui varient d'un marché et d'un emplacement géographique à l'autre atténue notre exposition aux demandes de règlement élevées.

Risque de responsabilité

Un risque de responsabilité se produit lorsque les caractéristiques d'un type de risque donné sont mal interprétées et quantifiées de façon inappropriée et que les provisions au titre de ce type de risque sont inadéquates. Tous les trimestres, les actuaires examinent les hypothèses formulées pour calculer les provisions mathématiques. Des provisions au titre des écarts défavorables sont incluses dans ces obligations afin d'atténuer ce risque.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes.

Nous nous efforçons de réduire les pertes opérationnelles au minimum en nous assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour toute l'organisation. Notre effectif compte une équipe de professionnels qui élaborent et mettent en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes d'établissement, d'évaluation et de gestion du risque opérationnel.

Nous avons élaboré deux processus de surveillance et d'atténuation des risques opérationnels au sein de l'organisation, et nous procédons actuellement à leur mise en œuvre.

Auto-évaluation des risques et des contrôles

L'auto-évaluation des risques et des contrôles est un processus officiel qui sert à déterminer, à documenter, à évaluer et à gérer nos risques opérationnels. Les activités de chaque secteur d'exploitation et de chaque unité fonctionnelle sont séparées de manière à former des entités aux fins de l'auto-évaluation. Chaque entité procède, dans le cadre d'une réunion de travail, à une auto-évaluation afin de déterminer les risques principaux, les contrôles requis pour atténuer les risques, la probabilité et l'incidence possible d'un problème, ainsi que l'acceptabilité du risque résiduel une fois que les contrôles existants ont été considérés.

Lorsque le risque résiduel est réputé être inacceptable, le groupe s'entendra sur un plan d'action et sur un calendrier d'exécution. Les constatations découlant des auto-évaluations effectuées sont documentées, regroupées, analysées et présentées à l'échelle du groupe.

Base de données sur les événements entraînant des pertes

Cette base de données centralisée sert à recueillir des informations sur les pertes opérationnelles. Une correspondance est établie entre les pertes découvertes et les entités formées dans le cadre du processus d'auto-évaluation des risques et des contrôles.

Des informations telles que la fréquence, la gravité et la nature des pertes opérationnelles sont recueillies. Ces données permettent de procéder à des analyses à l'échelle des secteurs d'exploitation et de l'organisation ainsi que de mieux comprendre les causes fondamentales des pertes opérationnelles et d'améliorer les stratégies d'atténuation du risque.

Activités en cours

Nous poursuivons nos activités de recherche-développement eu égard à la quantification des méthodes et aux indicateurs de risque clés, de manière à demeurer au premier rang en matière des meilleures pratiques de gestion du risque.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Prêts à la consommation en hausse de 5 %
- Dépôts en hausse de 4 %
- Capitaux autogénérés de 1,6 milliard de dollars
- Amélioration des ratios de capital
- Rachats de 764 millions de dollars d’actions ordinaires
- Rachat de 200 millions de dollars US d’actions privilégiées de série I et de 150 millions de dollars d’actions privilégiées de série E
- Rachat de 400 millions de dollars de débentures subordonnées et émission de 400 millions de dollars US de débentures subordonnées

Le total des actifs se chiffrait à 377 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 17,7 milliards ou 5 % par rapport au 31 octobre 2001.

Comparativement au 31 octobre 2001, les titres ont progressé de 13,3 milliards de dollars ou 17 %, et les liquidités, de 3,8 milliards ou 22 %. La croissance des titres reflète en partie l'accroissement des activités de notre unité des dérivés internationaux, qui détient des positions acheteur et vendeur dans des titres de participation.

Le total des prêts a progressé de 0,1 milliard de dollars ou 0,1 % par rapport au 31 octobre 2001. L'acquisition d'Eagle Bancshares, en juillet 2002, s'est traduite par une contribution de 1,1 milliard de dollars en prêts, et l'acquisition de la branche de gestion privée de Barclay, en juin 2002, s'est traduite par une contribution de 0,6 milliard en prêts. Les prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) ont augmenté de 5,5 milliards de dollars ou 5 %. Les prêts résidentiels hypothécaires ont connu une hausse de 5,4 milliards de dollars ou 8 % (déduction faite d'un montant de 3,7 milliards en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont reculé de 0,5 milliard ou 2 %. Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 15 %, résultat qui reflète en grande partie l'échéance de 0,4 milliard de dollars en billets à terme utilisés dans le cadre de la titrisation de créances sur cartes de crédit cette année. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 5,4 milliards de dollars ou 8 %, en raison surtout des réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises au Canada et aux États-Unis, qui visent à améliorer la qualité de notre portefeuille de prêts aux entreprises.

L'augmentation de 0,5 milliard de dollars des autres actifs découle principalement de la hausse de 3,0 milliards des montants liés aux produits dérivés, laquelle a été en grande partie contrebalancée par une baisse de 1,9 milliard de dollars des acceptations. La rubrique Autres – Autres actifs, qui affiche 11,1 milliards de dollars, inclut des créances de 805 millions (517 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Bien qu'il nous soit impossible de prévoir avec certitude le dénouement de tout litige, nous prévoyons recouvrer l'intégralité de ce montant et nous n'avons par conséquent comptabilisé aucune provision pour pertes (se reporter à la note 18, à la page 90A, pour de plus amples renseignements à ce sujet).

Le total des dépôts s'est élevé à 243 milliards de dollars, en hausse de 10,0 milliards ou 4 % par rapport au 31 octobre 2001. Les dépôts productifs d'intérêts ont progressé de 8,2 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêts, de 1,8 milliard. Les dépôts des particuliers ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 12,4 milliards ou 12 %, tandis que les dépôts

bancaires ont reculé de 2,9 milliards ou 12 %. De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis à la note 10 présentée à la page 82A.

La juste valeur des prêts et des dépôts diffère de leur valeur comptable respective en raison des variations des taux d'intérêt et des changements dans la situation de crédit. La juste valeur estimative des montants de prêts exigibles des clients excédait leur valeur comptable de 2,3 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et de 4,2 milliards au 31 octobre 2001. La juste valeur estimative des dépôts payables aux clients excédait leur valeur comptable de 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2002, et de 2,7 milliards au 31 octobre 2001. Le montant net de l'excédent de la juste valeur des montants de prêts exigibles des clients sur la juste valeur des dépôts payables aux clients se chiffrait à 0,6 milliard de dollars au 31 octobre 2002, comme l'indique la note 21, à la page 94A de nos états financiers consolidés. L'excédent de la juste valeur estimative des prêts et dépôts sur leur valeur comptable découle principalement d'une chute des taux d'intérêt.

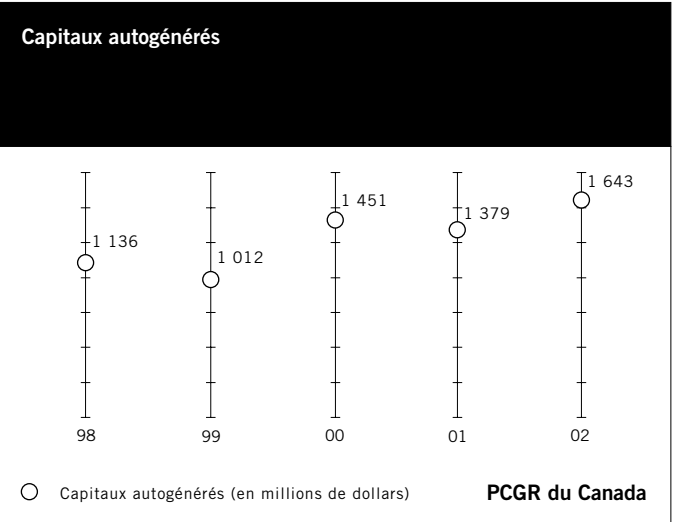
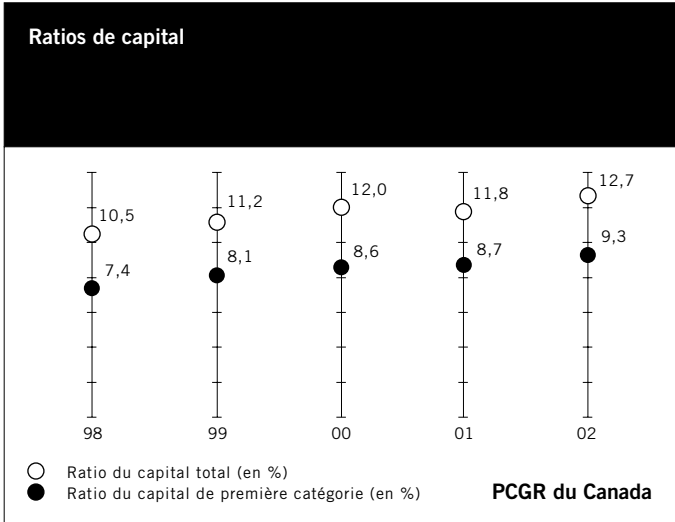
Fiducie de capital RBC, une société de fiducie à capital fixe, détient un total de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus dans le capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débentures subordonnées, se chiffrait à 25,4 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 0,7 milliard, ou 3 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2001 s'explique surtout par des capitaux autogénérés de 1,6 milliard de dollars, contrebalancés en partie par des rachats de capitaux nets et des rachats d'actions nets de 0,9 milliard en 2002.

Nous capitalisons les régimes de retraite conformément aux exigences réglementaires, qui exigent qu'un régime soit capitalisé si un déficit se produit. Les hypothèses et méthodes prescrites aux fins des exigences réglementaires en matière de capitalisation diffèrent de celles appliquées à des fins comptables. Nos régimes de retraite bénéficient d'une capitalisation excédentaire. La note 15, à la page 87A, décrit la capitalisation à des fins comptables.

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous devons tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.



Nous nous sommes engagés à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Malgré la faiblesse des marchés financiers au cours de la dernière année, nous avons obtenu des niveaux de capitaux autogénérés élevés. Les conditions du marché et les réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises ont également contribué au ralentissement de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques, ce qui nous a permis de continuer à racheter des actions ainsi que certains instruments de capital en circulation. Nos cotes de crédit continuent d'accroître notre capacité à réunir des capitaux à des prix compétitifs.

Activités de gestion du capital

À l'exercice 2002, nous avons racheté 14,3 millions d'actions ordinaires. Une tranche de 4,5 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 229 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant pris fin en juin 2002, et une tranche de 9,8 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 513 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un maximum de 20 millions d'actions ordinaires, à savoir environ 3 % des actions ordinaires en circulation, entre le 24 juin 2002 et le 23 juin 2003. Au cours du quatrième trimestre de 2001, nous avons conclu une entente avec un tiers indépendant visant le rachat accéléré de six millions d'actions ordinaires. Cette entente s'est traduite par des coûts de rachat additionnels de 22 millions de dollars cette année. Au total, nous avons dépensé 764 millions de dollars au titre des rachats d'actions effectués à l'exercice 2002.

En novembre 2001, nous avons racheté 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I et, en octobre 2002, nous avons racheté 150 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série E.

En novembre 2001, nous avons émis 400 millions de dollars US de débentures subordonnées dans le cadre de notre programme européen de billets à moyen terme. En septembre 2002, nous avons racheté 400 millions de dollars de débentures subordonnées.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la

Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 24 ci-dessous.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques, selon l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 25, à la page 60A, est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques prescrits par le BSIF aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié à notre portefeuille de négociation.

Nous avons pour politique de demeurer bien capitalisés afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels nous sommes exposés dans le cours de nos affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2002, nos ratios du capital de première catégorie et du capital total s'établissaient respectivement à 9,3 % et à 12,7 %. Ces ratios étaient de 8,7 % et de 11,8 % au 31 octobre 2001. Nous avons maintenu des ratios de capital supérieurs à nos objectifs à moyen terme de 8,0 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2002, nous avons majoré notre objectif pour le capital de première catégorie à moyen terme, qui était de 8 %, et l'avons porté à une fourchette de 8 % à 8,5 %. Nos ratios de capital selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au tableau 24 ci-dessous.

Modification en cours d'élaboration

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien Accord sur les fonds propres de 1988 aux termes duquel nous sommes réglementés actuellement. La proposition de la BRI en est toujours à l'étape de la discussion. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2006.

TABEAU 24 Ratios de capital (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 238 \$	16 141 \$	11 504 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 545	2 024	2 037
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TruCS	1 400	1 400	650
Autres	29	28	23
Écart d'acquisition	(4 832)	(4 742)	(647)
	15 380	14 851	13 567
Capital de deuxième catégorie			
Débentures subordonnées permanentes	467	477	457
Autres débentures subordonnées (2)	6 147	5 935	5 138
Provision cumulative générale (3)	1 420	1 410	1 188
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	—	—	1
	8 034	7 822	6 784
Participations dans des filiales d'assurance	(2 014)	(2 107)	(960)
Autres participations importantes	(368)	(387)	(342)
Protection de premier niveau contre les pertes	(20)	(8)	(5)
Capital total	21 012 \$	20 171 \$	19 044 \$
Actif ajusté en fonction des risques	165 559 \$	171 047 \$	158 364 \$
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	9,4 %	7,3 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	9,3 %	8,7 %	8,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	12,7 %	11,8 %	12,0 %
Coefficient actif-capital (5)	17,3	17,2	15,3
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	8,5 %	8,1 %	7,8 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,9 %	11,2 %	11,3 %
Ratio capitaux propres-actif (7)	4,9 %	5,3 %	4,5 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,75 % en 2000 et en 1999) de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, nous avons conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Le 26 novembre 2001, nous avons racheté des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I, pour un montant de 200 millions de dollars US; cette opération a réduit du même montant le capital de première catégorie. Le 8 novembre 2001, nous avons émis des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total d'un montant équivalent. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma de 2001 auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma calculés en vertu des règles des États-Unis auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

TABEAU 25 Actif ajusté en fonction des risques ⁽¹⁾

					Solde ajusté en fonction des risques	
					2002	2001
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)						
	Montant au bilan		Taux de pondération moyen des risques (2)			
Actif au bilan						
Liquidités	21 323 \$		11 %		2 284 \$	1 515 \$
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	27 712		0 %		36	—
Autres	66 088		11 %		7 137	7 341
Prêts hypothécaires résidentiels (3)						
Assurés	33 849		1 %		379	383
Ordinaires	38 950		52 %		20 168	18 511
Autres prêts et acceptations (3)						
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	18 448		17 %		3 098	1 810
Autres	121 893		74 %		89 836	97 553
Autres actifs	48 693		12 %		5 692	6 114
	376 956 \$				128 630 \$	133 227 \$
	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent- crédit			
Instruments financiers hors bilan						
Instruments de crédit						
Garanties et lettres de crédit de soutien						
Financières	10 393 \$	100 %	10 393 \$	82 %	8 560 \$	8 629 \$
Non financières	3 217	50 %	1 609	100 %	1 609	1 422
Lettres de crédit documentaire et commercial	772	20 %	154	97 %	150	148
Prêts de titres	23 967	100 %	23 967	3 %	646	393
Engagements de crédit						
Échéance initiale d'un an ou moins	40 931	0 %	—	—	—	—
Échéance initiale supérieure à un an	34 115	50 %	17 058	92 %	15 638	18 821
Montants non engagés	45 978	0 %	—	—	—	—
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	23	50 %	12	100 %	12	66
	159 396 \$		53 193 \$		26 615 \$	29 479 \$
	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent- crédit (5)			
Produits dérivés						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	198 845 \$	178 \$	299 \$	21 %	64 \$	114 \$
Swaps	862 264	19 608	24 357	26 %	6 323	5 617
Options achetées	55 293	563	914	28 %	258	123
	1 116 402	20 349	25 570		6 645	5 854
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	544 719	6 802	13 049	28 %	3 685	3 881
Swaps	84 055	1 781	6 341	23 %	1 445	1 261
Options achetées	56 204	809	1 491	29 %	439	441
	684 978	9 392	20 881		5 569	5 583
Dérivés de crédit (6)	52 151	861	2 963	29 %	858	369
Autres contrats (7)	13 126	849	1 701	31 %	529	617
Total des produits dérivés avant compensation	1 866 657 \$	31 451	51 115		13 601	12 423
Incidence des accords généraux de compensation		(20 861)	(26 930)		(7 132)	(6 339)
Total des produits dérivés après compensation		10 590 \$	24 185		6 469	6 084
Total des instruments financiers hors bilan			77 378 \$		33 084 \$	35 563 \$
Risque de marché général					3 845	2 257
Total de l'actif ajusté en fonction des risques					165 559 \$	171 047 \$

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, excluant l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociés sur des bourses sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur totale de ces instruments exclus s'établissait à 194 millions de dollars au 31 octobre 2002 (194 millions en 2001). Les options vendues sont exclues car elles constituent nos obligations et, à ce titre, ne présentent pas de risque de crédit.

(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.

(6) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps surrendement total et les options-panier sur défaillance.

(7) Comprend les dérivés sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Gestion de l'actif et du passif

Vue générale

La gestion de l'actif et du passif inclut l'évaluation, la surveillance et la gestion de notre portefeuille autre que de négociation, la gestion des liquidités et le financement. Il est important de noter qu'un grand nombre de facteurs détaillés dans l'Analyse par la direction, dans l'analyse des facteurs présentée aux pages 23A et 24A et dans l'analyse de la gestion des risques présentée aux pages 53A à 57A sont susceptibles d'influer sur les liquidités et les ressources en capital. Par ailleurs, les mécanismes de financement hors bilan sont souvent intégrés aux liquidités et aux ressources en capital, et ils font l'objet d'une analyse détaillée aux pages 64A et 65A.

Portefeuille autre que de négociation

Les activités bancaires traditionnelles, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt décrit à la page 55A qui est la principale composante de ces risques.

Nous gérons activement le risque de taux d'intérêt lié aux activités nord-américaines autres que de négociation figurant au bilan, et nous supervisons toutes les autres activités autres que de négociation pour lesquelles des plafonds ont été établis eu égard au risque de taux d'intérêt. Nous nous efforçons d'adopter les meilleures pratiques de l'industrie et d'exécuter les activités suivantes :

Politiques

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration approuve les politiques globales qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt. Les politiques établissent les plafonds acceptables eu égard à la gestion des risques liés au revenu net d'intérêt sur un horizon de douze mois et des risques liés à la valeur économique des capitaux propres. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 6 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque sur actions lié à la valeur économique, il est égal à 12 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus.

Établissement des prix de cession interne des fonds en fonction des taux d'intérêt

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds pour centraliser le risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale et pour assurer une répartition économique du revenu d'intérêt entre les divers secteurs d'exploitation. En établissant des prix de cession interne au niveau des transactions, nous nous assurons que le risque de taux d'intérêt est transféré de façon appropriée à la trésorerie générale aux fins de gestion. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont basés sur les taux du marché et ils s'alignent sur les principes de gestion des risques. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail tiennent compte de ces taux.

Recherches appliquées

Nous sommes déterminés à établir les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus.

Nous nous concentrons sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs eu égard aux options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. En ce qui concerne le passif figurant au bilan, nous nous concentrons habituellement sur la modélisation de taux administrés et sur la sensibilité des soldes de passif aux variations des taux d'intérêt.

Mesure du risque

Nous continuons d'investir des sommes importantes dans les nouvelles technologies afin de faciliter la mesure et la gestion, en temps opportun, de notre risque de taux d'intérêt. Nous utilisons hebdomadairement divers scénarios statiques et dynamiques pour mesurer notre risque en fonction des taux relatifs aux clients ainsi que des taux sur lesquels se base l'établissement des prix de cession interne des fonds.

Les scénarios statiques nous permettent d'analyser notre risque à un moment donné en fonction de diverses hypothèses eu égard au taux d'intérêt. Ces hypothèses incluent des perturbations parallèles et des distorsions de la courbe de rendement. Nous utilisons des scénarios statiques pour évaluer la valeur économique du risque sur actions ainsi que le risque lié au revenu net d'intérêt. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant les stratégies d'établissement futur des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des hypothèses touchant notamment les fluctuations des taux d'intérêt et les variations dans la forme des courbes de rendement.

Nous mesurons hebdomadairement nos risques relativement aux activités canadiennes autres que de négociation figurant au bilan, et nous sommes en mesure de déterminer les diverses sources du risque de taux d'intérêt.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Notre objectif vise à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau constant donné. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives.

Le risque de taux d'intérêt peut être subdivisé en risque linéaire et en risque non linéaire, selon la façon dont le bilan réagit aux fluctuations des taux d'intérêt. Nous gérons le risque linéaire au moyen principalement de swaps de taux d'intérêt. Le risque non linéaire découle principalement des options intégrées à nos produits, qui permettent aux clients de modifier l'échéance de leurs prêts ou de leurs dépôts. Ainsi, un client peut choisir de rembourser un prêt personnel à l'avance ou un client potentiel peut obtenir un taux fixe sur un prêt hypothécaire avant que ce dernier ne prenne effet. La modélisation des options intégrées se fonde sur des hypothèses basées sur des recherches empiriques, et ces options sont gérées soit au moyen d'options d'achat, soit à l'aide d'une stratégie de couverture dynamique.

Le point de référence sur lequel se fonde le rendement de l'unité fonctionnelle de gestion du risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale est le rendement total. Un sous-produit de cet étalonnage est une méthodologie qui contrôle le risque modèle au moyen de simulations rétroactives des hypothèses des modèles par rapport au comportement réel des clients de façon continue.

Le tableau 26 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt liés au portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique de nos capitaux propres et sur nos résultats actuels. Ces mesures sont fondées sur notre position au 31 octobre 2002, ainsi que sur des hypothèses formulées par la direction et corroborées par des recherches empiriques. Elles présument également qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Nous définissons un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant de l'actif net (qui représente les capitaux propres) est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, notre profil de risque de taux d'intérêt se caractérise par une modification des taux liés aux actifs légèrement plus rapide que celle des taux liés aux passifs, et la durée des capitaux propres est de 2,5 ans environ.

Toutes les mesures de taux d'intérêt dont il est question dans la présente section se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné. Ces positions changent continuellement en raison de nos activités d'exploitation quotidiennes et de nos mesures de gestion des risques.

TABEAU 26 Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation (1)

	2002		2001	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
(en millions de dollars)				
Augmentation de 100 p.b.	(309)\$	104 \$	(390)\$	96 \$
Diminution de 100 p.b.	145	(151)	256	(108)
Augmentation de 200 p.b.	(662)\$	190 \$	(842)\$	179 \$
Diminution de 200 p.b.	345	(327)	466	(294)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Gestion des liquidités

Notre cadre de gestion des liquidités vise à s'assurer que nous disposons de sources de liquidités fiables et rentables pour satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs, tant au bilan que hors bilan. Les objectifs principaux liés à ce cadre sont le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, et le maintien d'un portefeuille de titres négociables non grevés qui nous donne un accès immédiat à des liquidités.

L'unité fonctionnelle de la trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. Nos principales plateformes de négociation et de financement régionales fournissent un soutien transactionnel eu égard aux politiques et stratégies de gestion des liquidités. Le Comité de gestion des risques du Groupe et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis. Le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et les principales politiques connexes, et il est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective. Nous avons également mis sur pied un plan d'urgence, qui est maintenu et géré par l'équipe de gestion des crises de liquidité. Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités, conformément aux politiques et pratiques, ainsi qu'aux exigences réglementaires qui font autorité.

Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des risques structural, stratégique et éventuel. L'évaluation de notre position de liquidité en fonction de ces risques reflète les estimations et jugements de la direction quant au comportement de nos clients et à la conjoncture future des marchés.

Gestion du risque de liquidité structural

La composition actuelle du bilan peut donner lieu à un risque de liquidité en raison des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs. La gestion du risque de liquidité structural porte sur ce type de risque, qui est mesuré et surveillé au moyen d'évaluations continues des facteurs de stress liés à notre bilan.

Nous avons récemment adopté le modèle de capital en liquidités aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Ce modèle exhaustif, qui se fonde sur des formules, permet d'évaluer l'intégrité du bilan ainsi que notre capacité à poursuivre nos activités à titre d'entreprise en exploitation durant un événement prolongé touchant les liquidités, tel que le retrait imprévu du financement à court terme. Aux fins de l'application de ce modèle, nous assignons des décotes aux actifs figurant au bilan en nous basant sur notre évaluation des composantes génératrices de liquidités de chaque catégorie d'actifs, dans le contexte d'un modèle d'entreprise durable. Cette analyse sert à déterminer la composante non liquide des actifs figurant à notre bilan. Les passifs sont classés selon leur stabilité (allant d'un niveau de base à un niveau volatil) fondé sur des propriétés contractuelles et comportementales, de manière à déterminer les éléments constants de notre financement. Cette analyse de notre bilan nous permet d'estimer avec plus de précision notre exposition à une perte prolongée de financement non garanti, et de quantifier nos besoins de trésorerie à plus long terme.

Gestion du risque de liquidité stratégique

La gestion du risque de liquidité stratégique se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement et, le cas échéant, de mettre à jour les hypothèses et les limites. Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies eu égard au risque global du groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises et secteurs géographiques. La Trésorerie générale fournit des directives aux unités individuelles chargées d'assurer l'application uniforme des principes de gestion des flux de trésorerie dans toute l'organisation.

Gestion du risque de liquidité éventuel

Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de nuire à notre capacité de respecter nos engagements se produisent. Le plan d'urgence comporte quatre scénarios de marché d'une durée différente, et fait ressortir les risques de liquidité possibles et les mesures requises à leur égard. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres supérieurs de nos secteurs d'exploitation et unités fonctionnelles, se réunit régulièrement pour examiner et actualiser les plans de mise en œuvre et pour déterminer s'il y a lieu d'implémenter les plans en raison d'événements qui surviennent au Canada et à l'échelle mondiale.

Afin de composer avec les risques de liquidité possibles que fait ressortir notre analyse des scénarios, nous maintenons un portefeuille de valeurs mobilières négociables non grevées gardées en dépôt. Ces actifs de première qualité peuvent être vendus ou nantis facilement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant le nantissement – voir ci-dessous) totalisaient 154 milliards de dollars ou 41 % du total de l'actif au 31 octobre 2002, comparativement à 136 milliards ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie de nos actifs liquides en devises sont confiés à des banques étrangères très bien cotées. Au 31 octobre 2002, des actifs d'une valeur de 10 milliards de dollars avaient été donnés en nantissement, soit un montant inchangé par rapport au 31 octobre 2001. Nos engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert se chiffraient à 40 milliards de dollars au 31 octobre 2002, comparativement à 37 milliards au 31 octobre 2001. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 18, à la page 91A.

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités parce qu'elle se traduit par une plus grande souplesse du financement, qu'elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et qu'elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une mesure moindre, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à obtenir du financement non garanti et nos coûts relatifs à ce financement dépendent principalement du maintien de cotes de crédit acceptables, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de la suffisance de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. Même si nos estimations suggèrent qu'une faible révision à la baisse de nos cotes n'aurait pas de répercussions importantes sur notre capacité de financement ou sur nos coûts, nous savons qu'il est important d'éviter de telles révisions, et nous sommes déterminés à prendre des mesures qui devraient renforcer les évaluations externes de la stabilité financière de la Banque. Une série de révisions à la baisse pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement et sur nos résultats d'exploitation.

Profil des dépôts

Les dépôts des particuliers demeurent notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources « de gros » non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères. Les dépôts de particuliers constituent une source principale de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients institutionnels et d'entreprises du secteur privé maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible, et une tranche de ces fonds est considérée comme du financement de base aux fins de la liquidité structurale. Les clients

du secteur privé et les entreprises maintiennent généralement des soldes relationnels eu égard à leurs besoins de fonctionnement quotidiens. Dans certaines entreprises, les soldes collectifs sont importants et traduisent un niveau élevé de stabilité relative. Nous favorisons la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits et de la provenance géographique. Par ailleurs, nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement et surveillons constamment les faits nouveaux et les tendances qui y surviennent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre les mesures préventives qui s'imposent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 10, à la page 82A.

Sources de financement à terme

La stratégie de financement à long terme fait partie intégrante de notre position de liquidité structurelle actuelle et estimative, laquelle est reflétée dans notre position de capital en liquidités. Les objectifs en matière de liquidité, ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit et la structure financière désirée influent sur nos activités annuelles de financement à long terme, y compris la composition en devises et la concentration du marché. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs. Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement, ainsi que la concentration des devises et des échéances. En 2002, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,6 milliards de dollars. Le total du financement à long terme non garanti en cours se chiffrait à 13,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002, contre 12,6 milliards au 31 octobre 2001.

Nous utilisons des programmes de titrisation des actifs à titre de source supplémentaire de financement, de manière à obtenir des liquidités et à gérer les actifs et les passifs. Plus particulièrement, nous avons obtenu un nouveau financement de 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice en procédant à la titrisation et à la vente de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement (titres adossés à des créances hypothécaires). Le total des titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus à la fin de l'exercice était de 2,4 milliards de dollars. Par ailleurs, nous avons titrisé 1,7 milliard de dollars de nos créances sur cartes de crédit au moyen de billets émis par une structure d'accueil créée aux fins de titrisation. (Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section sur les opérations de titrisation des structures d'accueil présentée à la page 64A.)

Opérations hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan ou sont constatées au bilan selon des montants qui diffèrent des montants prévus aux contrats ou des capitaux nominaux. Ces opérations comportent divers risques de marché, de crédit et de liquidité, à l'égard desquels une analyse est présentée dans la section Gestion des risques, aux pages 53A à 57A. Les opérations hors bilan sont effectuées soit pour notre propre compte, soit pour des clients, et elles sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement. Nos opérations hors bilan incluent l'émission d'instruments de crédit et les engagements en vertu de baux, les instruments financiers dérivés et les opérations avec des structures d'accueil. Une analyse de chacun de ces types d'opérations est présentée ci-après.

Instruments de crédit

Nous fournissons des instruments de crédit à nos clients afin de les aider à répondre à leurs besoins en matière de financement. Les garanties et les lettres de crédit de soutien, dont le risque de crédit est le même que celui lié aux prêts, fournissent l'assurance irrévocable que nous effectuerons des paiements si un client ne peut pas remplir ses obligations envers des tiers. Nous émettons également, au nom de clients, des lettres de crédit documentaire qui permettent à un tiers de tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant établi, et qui sont habituellement garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nos engagements de crédit peuvent représenter les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit. Les montants non engagés représentent les offres de crédit révocables que nous faisons à un emprunteur, mais non le crédit que nous sommes tenus d'accorder. Nous participons également à des facilités d'émission d'effets (comportant des facilités renouvelables), qui constituent des ententes en vertu desquelles un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Le tableau 27 ci-dessous fournit un résumé détaillé de nos instruments de crédit hors bilan.

Engagements en vertu de baux

Nos engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée au tableau 27 ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite. Nos contrats de location ne comprennent aucune clause restrictive eu égard à notre capacité à payer des dividendes, à procéder à des activités de financement par emprunt ou par capitaux propres ou à conclure d'autres contrats de location.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de nos activités de négociation et de vente auprès d'institutions, nous agissons à titre de contrepartiste pour des clients en ce qui concerne les opérations sur instruments financiers dérivés. Nous jouons ce rôle afin d'aider nos clients à gérer les divers types de risques auxquels ils sont exposés. Nous effectuons également des opérations mettant en jeu des instruments financiers dérivés avec d'autres contrepartistes afin de gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de marché auxquels nous sommes exposés (une analyse des risques de marché est présentée à la page 55A). Tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur (une analyse des hypothèses relatives à la juste valeur est présentée à la page 25A). Bien que les opérations sur produits dérivés soient mesurées en fonction des montants de capital nominal connexe, ces montants ne sont pas inscrits au bilan, car ils servent de points de référence aux fins du calcul des paiements et ne représentent pas des montants réels échangés. Le tableau 25 présenté à la page 60A fournit des détails sur le capital nominal, l'équivalent-crédit et les soldes de l'actif ajusté en fonction des risques pour chaque type de produit dérivé. La note 19, aux pages 92A et 93A, fournit des détails sur les capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance et le coût de remplacement, respectivement.

Dans la mesure où au moins une des opérations sur instruments financiers dérivés que nous effectuons concerne des sommes dues par des tiers contrepartistes, nous sommes exposés à un risque de crédit découlant des produits dérivés (une analyse du risque de crédit est présentée à la page 54A). Le total du risque de crédit tel qu'il est représenté par la juste valeur de tous les produits dérivés ayant une valeur de marché positive se chiffrait à 10,6 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et il est constaté au coût de remplacement dans le bilan. Les notes 1 et 19 présentées aux pages 73A et 91A à 93A fournissent davantage de détails sur la comptabilisation des produits dérivés.

TABEAU 27 Engagements en vertu de baux et instruments de crédit

(en millions de dollars)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements en vertu de baux	364 \$	630 \$	470 \$	754 \$	2 218 \$
Instruments de crédit					
Garanties et lettres de crédit de soutien	4 159	6 247	1 526	1 678	13 610
Lettres de crédit documentaire et commercial	378	236	118	40	772
Engagements de crédit	44 832	10 624	4 233	15 357	75 046
Montants non engagés	814	41 121	2 835	1 208	45 978
	50 183	58 228	8 712	18 283	135 406
Total	50 547 \$	58 858 \$	9 182 \$	19 037 \$	137 624 \$

Structures d'accueil

Les structures d'accueil servent principalement à titriser des actifs financiers et autres afin d'obtenir du financement, d'atténuer le risque de crédit et de gérer le capital. Elles constituent un élément important des marchés financiers, procurant des liquidités en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles d'actifs donnés, en fonction de risques qui satisfont à leurs critères en matière d'investissement. Nous utilisons des structures d'accueil pour titriser une tranche de nos créances sur cartes de crédit. Nous offrons des services de réorganisation de structures d'accueil aux clients qui désirent obtenir des actifs financiers non conventionnels. Nous agissons également à titre d'intermédiaire ou d'agent pour des clients qui souhaitent utiliser des structures d'accueil pour titriser leurs propres actifs financiers.

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et exprès. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à la société cédante. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. Une structure d'accueil type est constituée pour acheter les actifs financiers d'une société. La structure d'accueil finance l'achat desdits actifs en émettant des titres à des investisseurs sous forme de certificats, de papier commercial ou d'autres titres d'emprunt. Les intérêts financiers des investisseurs dans une structure d'accueil se limitent habituellement à leurs intérêts dans les actifs, ainsi qu'à divers types de rehaussements de crédit liés aux actifs de la structure d'accueil, qui peuvent inclure l'accès conditionnel à un compte de dépôt en garantie, un surdimensionnement sous forme d'actifs excédentaires dans la structure d'accueil ou une facilité de crédit. Les institutions financières peuvent fournir des facilités de liquidité et de crédit ainsi que des swaps de taux d'intérêt et autres swaps pour remédier aux écarts qui existent entre les flux de trésorerie des actifs sous-jacents et les titres d'emprunt émis par la structure d'accueil.

Nous fournissons divers services aux structures d'accueil et agissons notamment à titre d'administrateur de la structure d'accueil et des portefeuilles d'actifs sous-jacents, de fiduciaire des actifs de la structure d'accueil, de fournisseur de liquidités ou de rehaussements de crédit, de contrepartiste eu égard aux opérations sur instruments financiers dérivés, et de gestionnaire des garanties.

Notre comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil gère et surveille nos liens directs avec de telles structures. Ce comité se compose de représentants d'unités fonctionnelles, incluant la gestion des risques, la trésorerie générale, les finances, le bureau de la gouvernance des filiales, le service juridique, la fiscalité, le groupe des filiales bancaires et les ressources humaines. Ses activités principales incluent la formulation des politiques qui régissent les structures d'accueil, l'examen des nouvelles opérations et des opérations inhabituelles effectuées avec ces structures, ainsi que la surveillance des activités courantes des structures d'accueil.

L'ICCA prépare actuellement de nouvelles normes comptables relatives à la consolidation des structures d'accueil. Étant donné que ces normes sont en cours d'élaboration, leur incidence sur notre bilan n'est pas quantifiable, mais il se pourrait que nous devions éventuellement consolider certains actifs et passifs détenus dans nos structures d'accueil.

Titrisation des créances sur cartes de crédit

Nous titrisons certaines créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil. Cette dernière est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Le but principal de cette activité, d'un point de vue économique, est de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Bien que ces créances sur cartes de crédit ne soient plus inscrites dans notre bilan, nous conservons les droits de gestion ainsi que la relation avec le client.

Le transfert des créances sur cartes de crédit au dépositaire de ces actifs constitue une cession d'un point de vue juridique. De plus, notre structure de titrisation des créances sur cartes de crédit est admissible à la comptabilisation comme une vente. En vertu de la NOC-12, les créances sont supprimées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte inscrit dans les autres produits. La note 7 présentée à la page 81A fournit des informations sur nos principales activités de titrisation et sur nos hypothèses clés. Notre structure d'accueil est une « structure d'accueil admissible » en vertu de la NOC-12; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas consolider cette structure d'accueil.

Nous continuons de fournir des services de gestion eu égard aux créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible. De plus, nous administrons la structure d'accueil admissible afin de nous assurer que les dépôts de documents de cette dernière sont effectués, et que les investisseurs détenant des titres adossés à des créances mobilières de cette structure touchent leurs intérêts et leurs paiements en principal en temps opportun.

Nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Par conséquent, notre excédent sert à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influencent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. En vertu de la NOC-12, la valeur actualisée de l'excédent lié aux créances sur cartes de crédit cédées le 1^{er} avril 2001 ou après cette date est incluse à titre de droit conservé avec les titres du compte de placement figurant au bilan consolidé. Quant à l'excédent lié aux créances sur cartes de crédit cédées avant le 1^{er} avril 2001, il est porté aux autres produits au moment où il est reçu de la structure d'accueil admissible. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible aux fins du paiement des charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par ladite structure.

Au 31 octobre 2002, le total des créances sur cartes de crédit titrisées et détenues hors bilan se chiffrait à 1,7 milliard de dollars, par rapport à 2,1 milliards au 31 octobre 2001. La valeur comptable de nos droits conservés dans les créances sur cartes de crédit au 31 octobre 2002 s'établissait à 9,1 millions de dollars, comparativement à 9,5 millions en 2001, et les créances en vertu des contrats de prêt subordonnés totalisaient 5,2 millions, contre 8,5 millions en 2001.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité eu égard aux structures d'accueil au sein du groupe des opérations de titrisation mondiales est l'administration de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des structures multicédantes (structures d'accueil multicédantes). Nous administrons actuellement cinq structures d'accueil multicédantes – trois au Canada et deux aux États-Unis. Les actifs financiers que ces cinq structures ont acquis de nos clients totalisent 20,6 milliards de dollars. Conformément aux normes comptables actuelles, les cinq structures d'accueil multicédantes que nous administrons ne sont pas consolidées dans notre bilan.

Nous exerçons des activités sur le marché des structures d'accueil multicédantes parce que nos clients y accordent de la valeur, qu'elles offrent une source de revenus croissante et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux structures d'accueil multicédantes pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement par l'entremise de garanties de première qualité.

Les structures d'accueil multicédantes achètent divers actifs financiers aux clients et elles financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières bénéficiant de cotes élevées. Ces structures acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre des opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de premier niveau contre les pertes liées aux actifs. Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservés dans ces structures d'accueil multicédantes. Nous fournissons ou maintenons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes de la structure d'accueil multicédante et selon les critères établis par les agences de cotation. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux structures d'accueil multicédantes. Nous touchons des commissions basées sur les prix du marché relativement à ces services, et nous les constatons à titre d'autres produits. Par ailleurs, nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs que détiennent les structures d'accueil multicédantes.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers détenus par les structures d'accueil multicédantes à la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001.

Catégorie d'actifs

(en millions de dollars)	2002	2001
Cartes de crédit	4 671 \$	3 785 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	3 615	4 298
Créances au titre du matériel	2 509	2 159
Créances clients	2 479	2 094
Prêts hypothécaires résidentiels	2 004	1 682
Autres prêts	1 275	843
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	1 208	1 275
Prêts à la consommation	1 196	1 114
Titres adossés à des créances mobilières	926	487
Autres	706	579
	20 589 \$	18 316 \$

Le papier commercial qu'émet chaque structure d'accueil multicédante est émis au nom de cette dernière, et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient la structure d'accueil multicédante. Le papier commercial de la structure d'accueil multicédante ne confère aucun droit de recours à notre égard ni à l'égard des autres structures d'accueil multicédantes que nous administrons. Les structures d'accueil multicédantes ne sont dans l'ensemble pas autorisées à émettre des effets à moyen terme ou d'autres types de titres d'emprunt pour financer les achats d'actifs. Par conséquent, les passifs au titre du papier commercial de chaque structure d'accueil multicédante sont généralement égaux aux actifs que ladite structure détient. L'écart minime entre le solde des actifs et des passifs de la structure d'accueil multicédante se rapporte principalement à l'escompte ou aux intérêts débiteurs liés au papier commercial. Au 31 octobre 2002, la valeur nominale totale du papier commercial émis par la structure d'accueil multicédante se chiffrait à 20 589 millions de dollars, et le produit en espèces généré, à 20 534 millions, la différence entre ces montants représentant l'escompte sur le papier commercial.

À la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001, le total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et de crédit s'établissait comme suit :

Facilités de liquidité et de crédit

(en millions de dollars)	2002		2001	
	Engagés	En cours	Engagés	En cours
Facilités de liquidité	22 593 \$	– \$	20 614 \$	– \$
Facilités de crédit	7 211	–	3 856	–
	29 804 \$	– \$	24 470 \$	– \$

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités aux structures d'accueil multicédantes à titre de source de financement de rechange, advenant le cas où lesdites structures ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. Les modalités des facilités de garantie des liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux structures d'accueil multicédantes en cas de faillite ou pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit lié aux portefeuilles d'actifs ne serait pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. Nous sommes par conséquent d'avis que les rehaussements de crédit que nous offrons aux structures d'accueil multicédantes présentent un risque de crédit modéré.

Le risque économique que nous assumons lorsque nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels est intrinsèquement éventuel. Nos unités fonctionnelles de gestion des risques

gèrent ces risques de la même manière que tous les autres risques (éventuels ou non). Notre processus de gestion des risques tient compte des risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt liés à chaque actif. Le risque, à titre individuel ou dans son ensemble, relatif à ces composantes est réputé être acceptable. Des agences de cotation externes procèdent à un examen de toutes les opérations. Établie en fonction de notre système interne de mesure des risques décrit à la page 54A, la moyenne pondérée de la qualité du crédit des actifs soutenus par nos facilités de garantie de liquidités et par nos rehaussements de crédit partiels est des plus élevées. Notre risque de liquidité basé sur le rendement historique et la qualité élevée du crédit liés aux actifs des structures d'accueil multicédantes est réputé être faible. Le risque de taux d'intérêt est réputé faible, et nous le gérons habituellement au niveau de chaque opération, en transférant la variabilité des coûts de financement aux structures de titrisation. La trésorerie générale procède à l'examen du risque éventuel lié au bilan et surveille le risque lié aux prélèvements pouvant être effectués en vertu de toute facilité de crédit.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation des structures d'accueil afin de créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces structures d'accueil afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons le risque de crédit de contrepartie de la structure d'accueil. Afin de procéder à ces opérations, nous établissons un niveau de risque interne relativement à la structure d'accueil et nous évaluons et surveillons continuellement le risque de crédit lié à cette structure. Comme c'est le cas pour tous les risques de crédit de contrepartie, ces niveaux de risque sont établis et revus conformément à notre processus habituel de gestion des risques, de manière à gérer et à surveiller le profil de ce risque de crédit de façon efficace.

Ces structures d'accueil émettent souvent des effets, à l'égard desquels des agences de cotation externes peuvent accorder des cotes. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets réorganisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons dans certains cas à titre de teneur de marché. Nous ne fournissons cependant pas de garanties ni d'autres engagements connexes à ce type de structure d'accueil. La création d'un produit réorganisé nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure actuelle, pour les structures d'accueil avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces structures.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs structures d'accueil offrant des obligations garanties par des créances, qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la banque, dans des obligations à rendement supérieur et dans du crédit mezzanine aux entreprises. En notre qualité de gestionnaire de garanties, la structure d'accueil qui offre des obligations garanties par des créances fait appel à nos services en vertu d'une entente de gestion de garanties, dans le cadre de laquelle nous lui fournissons des conseils sur l'achat et la vente des actifs garantis qu'elle détient. Nous touchons une commission prédéterminée basée sur les prix du marché, qui représente un pourcentage des actifs détenus par la structure d'accueil, eu égard à ces services-conseils.

À la clôture de l'exercice 2002, le capital nominal des obligations garanties par des créances que nous gérons se chiffrait à 1,6 milliard de dollars US (1,3 milliard de dollars US en 2001). Bien que nous ayons une participation nominale de 9,5 millions de dollars US dans la tranche « premier risque » d'une obligation garantie par des créances de 300 millions de dollars US, nous ne fournissons à ces structures d'accueil aucune facilité de liquidité ou de crédit en sus de ce montant. Les obligations garanties par des créances que nous gérons peuvent à l'occasion servir à acheter des actifs garantis montés par nous ou par d'autres sociétés affiliées. Les documents portant sur la création et l'utilisation des obligations garanties par des créances prévoient des lignes de conduite strictes relatives à l'achat de tels actifs.

Nous inscrivons le revenu provenant des services tarifés de gestion des garanties et, lorsque cela est indiqué, le revenu d'intérêt tiré des investissements dans les obligations garanties par des créances.

Comparaison des exercices 2001 et 2000

Le texte qui suit constitue une comparaison de nos résultats d'exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 67A à 97A. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net de RBC Banque a progressé de 10 %, pour s'établir à 1 181 millions de dollars en 2001, par rapport à 1 078 millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a diminué de 280 points de base, pour s'établir à 16,9 %.

Le bénéfice net de RBC Assurances a augmenté de 1 %, pour s'établir à 133 millions de dollars en 2001, résultat qui reflète les acquisitions effectuées. Le rendement des capitaux propres a chuté, passant de 49 % à 15 % en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Investissements a grimpé de 23 % par rapport à 2000, pour s'établir à 513 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres a diminué de 2 100 points de base, s'établissant à 27,2 %, en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Marchés des Capitaux a subi une baisse de 34 %, pour s'établir à 336 millions de dollars, résultat qui traduit une augmentation importante de la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres a reculé de 1 180 points de base, passant à 9,3 %, en raison de la diminution du bénéfice net et de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Services Internationaux a augmenté de 42 %, pour s'établir à 263 millions de dollars. Ce résultat reflète la croissance des revenus provenant des nouvelles affaires et des services à valeur ajoutée qu'offrent maintenant les Services aux investisseurs. Le rendement des capitaux propres a progressé de 940 points de base, pour se fixer à 48,9 %.

Le bénéfice net du secteur Autres s'est amélioré, pour s'établir à (15) millions de dollars par rapport à (45) millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a augmenté de 10 points de base, pour se chiffrer à (2,8) %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 23 % pour s'établir à 6,5 milliards de dollars en 2001, par rapport à 5,3 milliards en 2000. Cette augmentation est partiellement attribuable à l'acquisition de Centura Banks en juin 2001, qui s'est traduite par une augmentation des actifs et passifs porteurs d'intérêts figurant au bilan.

Autres produits

Les autres produits ont progressé de 22 % en 2001, pour s'établir à 8,2 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 29 % pour se chiffrer à 9,8 milliards de dollars. Ce résultat reflète en partie les frais imputables aux sociétés acquises, ainsi qu'une augmentation de l'amortissement de l'écart d'acquisition lié à ces acquisitions.

Charge d'impôts

Notre charge d'impôts pour 2001 s'est élevée à 1,3 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 34,7 %. La charge d'impôts pour 2000 s'était élevée à 1,4 milliard de dollars, tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 38,6 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 62 % et est passée de 691 millions de dollars en 2000 à 1 119 millions en 2001, en raison surtout de l'augmentation des provisions pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 2,3 milliards de dollars ou 1,1 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en hausse par rapport à 1,0 % en 2000.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 102A.